

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ENCLAVE ESPAGNOLE

DU VAL D'ARAN

SON PASSÉ — SES ANCIENS PRIVILÈGES
COUTUMES ET RELATIONS PASTORALES DANS LES
PYRÉNÉES CENTRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 1^{er} Juin 1929, à 2 heures

PAR

RÉMY COMET

Président : M. MEYNIAL, *professeur.*
Suffragants : M. OLIVIER MARTIN, *professeur.*
 M. GENESTAL, *professeur.*

TOULOUSE
IMPRIMERIE DU SUD-OUEST
6, Rue Sainte-Ursule et 1, Rue Tripière

1929

COMET - 1

L'ENCLAVE ESPAGNOLE
DU VAL D'ARAN

L'ENCLAVE ESPAGNOLE DU VAL D'ARAN

SON PASSÉ — SES ANCIENS PRIVILÈGES
COUTUMES ET RELATIONS PASTORALES DANS LES
PYRÉNÉES CENTRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 1^{er} Juin 1929, à 2 heures

PAR

RÉMY COMET

Président : M MEYNIAL, professeur.

Suffragants { *M. OLIVIER MARTIN, professeur.*
 { *M. GENESTAL, professeur.*

TOULOUSE
IMPRIMERIE DU SUD-OUEST
6, Rue Sainte-Ursule et 1, Rue Tripière

—
1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

Parmi les frontières continentales de la France, les Pyrénées représentent le type parfait de ce que l'on est convenu d'appeler une « frontière naturelle ». Cependant, autrefois, on n'a guère tenu compte de la crête des montagnes et cette crête, loin de séparer les anciens états pyrénéens, les servait souvent le centre de leur territoire.

A mesure que s'organisa l'unité des monarchies française et espagnole, les montagnes apparurent, de plus en plus, comme la limite nécessaire entre les deux états. Cette conception a fini par s'imposer, mais l'Espagne conserva encore sur le versant français une enclave de quelques kilomètres carrés : le Val d'Aran, alors que, par contre, la France possède la haute vallée de la Sègre, géographiquement espagnole.

Si l'on cherche à représenter schématiquement les Pyrénées, on distingue une chaîne principale qui va des bords de la Méditerranée à ceux de l'Océan. Sensiblement perpendiculaires à cette chaîne, des hauteurs d'importance inégale, forment autant de vallées.

Au centre de la ligne pyrénéenne, existe une brisure la séparant en deux tronçons : un immense cirque relie ces deux morcelés : le Val d'Aran en occupe le fond.

Il comprend la partie supérieure de la vallée de la Garonne, dont il contient les sources, et il est relié à l'Espagne par des cols impraticables une partie de l'année.

Alors que, vers le Sud, se dresse une haute barrière de montagnes abruptes, vers l'Ouest, plusieurs passages aisément franchissables unissent la Vallée à celle de Luchon. De ce côté, les sommets perdent leur aridité, ils s'arrondissent, d'immenses pâturages recouvrent leurs pentes.

Mais, c'est vers le Nord que les communications sont le plus aisées. A travers un défilé, d'ailleurs assez étroit, la Garonne s'échappe vers la France. Une route longe le fleuve, franchit avec lui la frontière, au pont du Roi, et relie l'Aran à l'ancien comté de Comminges.

Vers l'Est s'élèvent encore de hautes montagnes ; cependant, un col les traverse et joint la vallée à un superbe plateau connu sous le nom de « Pla de Bèrel ». C'est là que se trouve la ligne de partage des eaux de l'Océan Atlantique et de la Méditerranée. Un peu en contre-bas du col sont les sources orientales de la Garonne et de l'autre côté, issues des mêmes nappes aquatiques, la Noguera Pallaresa, sous-affluent de l'Ebre, coule vers l'Espagne.

Le Val d'Aran est donc étroitement uni au versant français, dont il dépend orographiquement et hydrographiquement. Cependant, alors que sur presque toute la frontière pyrénéenne, on a fini par respecter les divisions établies par la nature, politiquement espagnol économiquement et géographiquement français, le Val d'Aran fait exception à la règle.

Cette anomalie n'a pas d'ailleurs toujours existé ; au début, et à diverses périodes de son histoire, la Vallée suivit le sort des populations du versant Nord des Pyrénées.

Dans le chapitre premier, nous relaterons le passé de l'Aran ; il subit d'abord l'influence de la « Civitas Convenarum », de la cité romaine fondée par Pompée au pied des Pyrénées, puis il tomba sous la domination des monarques

d'Aragon-Catalogne. Ces derniers lui accordèrent de nombreux privilèges, et nous constaterons, dans un chapitre second, qu'à côté de ces textes, qui appartiennent en propre à l'Aran, les monuments juridiques en vigueur dans les domaines des Comtes de Barcelone rois d'Aragon, reçurent leur application dans la Vallée. Dans le chapitre III, nous examinerons l'organisation politique telle qu'elle fut fixée dans les « Ordinaciones » de 1616. De plus, les événements qui ont réuni ce petit pays à un pouvoir politique situé au delà des Pyrénées, l'ont laissé jusqu'à la Révolution, dépendre au point de vue religieux de l'évêché de Comminges ; l'organisation ecclésiastique de l'Aran et les rapports avec cet évêché feront l'objet du chapitre IV. Nous étudierons ensuite, dans un chapitre V, le droit privé spécial de l'Aran, tel qu'il ressort des divers documents qui nous ont été conservés.

Enfin, dans un sixième et dernier chapitre, nous verrons les relations des Aranais avec les montagnards des hautes vallées voisines et leurs intéressantes coutumes pastorales.

CHAPITRE PREMIER

Le passé du Val d'Aran

Il existe des études nombreuses sur les races et migrations qui peuplèrent les Pyrénées et notamment la région des sources de la Garonne. C'est ainsi que le nom même d'Aran, d'après certains auteurs, aurait une origine celtique et signifierait Vallée ¹.

Selon Juan Francisco de Gracia, qui, pour le compte du roi d'Espagne se livra en 1616 à une enquête approfondie sur la vallée, elle tirerait son nom de ce que Pompée revenant à Rome, après la pacification de l'Espagne y éleva un autel « ara » destiné aux sacrifices religieux ².

Quoi qu'il en soit de cette étymologie, le Val d'Aran ayant suivi pendant longtemps le sort du pays des Con-vènes, de la région qui devint, plus tard, le comté de Com-minges, il convient de s'arrêter à ce passé commun ³.

Ce fut, croit-on Pompée, qui, après la défaite de Sertorius, fonda sur le versant septentrional des Pyrénées et au centre de la chaîne un foyer de civilisation romaine ⁴. Considérant que ces rudes populations, agitées, sans dis-

1. BERTRAN Y MUSITU, *El derecho especial del Valle de Aran*, p. 24.

2. *Ordinaciones Pragmática y Edictos reales del Valle de Aran*, p. 2.

3. CASTILLON D'ASPET, ouv. cité, T. II, p. 73.

4. DON VAISSETTE, *Histoire du Languedoc*, (Edition Privat), T. II, p. 25, § XIV.

cipline, et dont il avait pu éprouver la valeur, seraient toujours un grave danger pour son œuvre colonisatrice, le général chercha à se les attacher. A son retour d'Espagne, et après avoir terminé la pacification de la Province, il réunit¹ au bord de la Garonne, au confluent de la Neste, ce qui restait des bandes de Sertorius que saint Jérôme appelle les coureurs des Pyrénées. La région qui vit cette réunion prit le nom de Pays des Convènes, parce que, dit-on « *in unum convenerunt* ».

Parmi les montagnards attirés par Pompée un bon nombre devait être descendu des sources de la Garonne et des montagnes de l'Aran. Strabon², après avoir parlé de plus de vingt tribus peuplant l'Aquitaine, cite, avec les Tarbelli et les Auscii, les Convenae³. Pompée fit mieux, pour donner des bases durables à l'agglomération naissante il fit bâtir une cité romaine, en 72 avant Jésus-Christ. Il choisit comme emplacement un rocher escarpé qui s'appelait Lugdunum⁴, la nouvelle cité devint Lugdunum-Convenarum et reçut une garnison⁵.

Les gorges des Pyrénées n'en restèrent pas moins fatales aux Romains et, un peu plus tard, en l'an 56 de notre ère, le légat L. Valerius Præconinus fut tué en Aquitaine⁶. Auguste comprit que pour garantir la puissance de Rome et augmenter le rayonnement de sa civilisation dans la région, il fallait donner une importance toujours plus

1. DOM VAISSETTE, ouv. cité, Tome I, p. 212, n. 3.

2. STRABON, *Géographie*, liv. IV, Traduction de M. A. Tardieu, Tome I, p. 314.)

3. DOM VAISSETTE, ouv. cité, T. IV, note 53, p. 343.

4. Lug serait une divinité gauloise que César assimile à Mercure, Lugdunum, colline de Lug.

5. DOM VAISSETTE, T. I, p. 212, n. 3.

6. JULIEN SACAZE, *Notes et Additions à l'Histoire du Comminges d'A. Marast*, p. 85.

grande à la capitale des Convènes. Lugdunum déborda bientôt de son enceinte primitive¹, descendit de son rocher et remplit de sa splendeur toute la vaste plaine comprise entre les bourgs actuels de Valcabrère, Tibiran, Loures et Saint-Bertrand-de-Comminges². Aux pieds de la citadelle, on construisit des cirques, des amphithéâtres, des aqueducs : on a retrouvé sur une grande étendue, des autels vôtifs, des mosaïques, des tombeaux, et, les fouilles actuellement pratiquées, mettent à jour des vestiges nombreux et variés de cette ancienne magnificence³.

On en rencontre, de même, en Aran, en moins grande abondance il est vrai que sur l'emplacement de l'ancienne capitale des Convènes, mais, cependant, en quantité suffisante pour constater dans la Vallée l'existence de coutumes et d'habitudes essentiellement romaines, et la pénétration dans le cœur même des Pyrénées de la civilisation qui rayonnait de Lugdunum.

Ces vestiges se retrouvent sur les points les plus divers de la Vallée d'Aran : c'est ainsi que les sources sulfureuses de Lés et d'Arties ont été certainement connues et fréquentées à l'époque romaine. On sait l'importance considérable prise par les bains dans la vie des romains ; cette habitude, bonne en soi, dégénéra même en abus. Les stations thermales eurent une vogue peut-être d'autant plus grande, que les sciences médicales, privées à cette époque de bases solides et livrées à l'empirisme pur, offraient peu de ressources aux malades, alors que les eaux minérales leur présentaient sous une forme agréable, des soulagements

1. J.-F. BLADÉ, *Convenæ et Cousorani*, *Revue des Pyrénées*, 18893.

2. CASTILLON D'ASPET, *ouv. cité*, T. I. p. 56 et suiv.

3. Julien SACAZE, *ouv. cité*, p. 72.

efficaces¹. La confiance dans l'usage des eaux était telle qu'elle avait donné naissance à un proverbe rapporté par Cicéron. « *Quamdiu ad aquas fuit nunquam est mortuus*². »

« Rien n'indique, dit M. Edw. Barry, que les eaux de « Lés ou celles d'Arties aient jamais atteint le degré de « réputation auxquels s'étaient élevés dès les premiers siècles de l'Empire, dans la vallée voisine de la Pique, les « Thermes Onésiens »³. (Eaux thermales de Luchon). Ce que l'on peut affirmer, c'est que, dès le II^e siècle de notre ère, elles avaient attiré l'attention des populations du voisinage.

On a découvert à Lés plusieurs inscriptions sur des autels votifs qui sont la manifestation du culte des populations pour les divinités bienfaisantes des sources ; en voici d'abord deux⁴ :

NIMPHIS
PRO SALVTE
LEXEIAE
V. S. L. M.

NYMPHIS
IVLIA
IORTIF
PVLINA
V. S. L. M.

(aux nymphes pour la guéri- (aux nymphes, Julia Paulina
son de Lexeia. V. S. L. M.⁵ fille d'Hortus. V. S. L. M.)

1. L. BONNAUD, *La Gaule thermale*, p. 19.

2. CICERON, *De Oratore*, livre II, chap. XXVII.

3. Edw. BARRY, *Les eaux thermales de Lez à l'époque romaine*. *Revue Archéologique*, 1856, 1^{re} partie.

4. SOLER, ouv. cité, page 54.

5. Les quatre lettres V. S. L. M. qui se retrouvent sur tous les autels votifs, sont l'abréviation de la formule *Votum, Solvit, Libens, Merito*, que l'on peut traduire : vœu rempli de bonne grâce et à juste titre. Le *Votum* était une sorte de contrat entre l'homme et la divinité ; l'homme promet une prestation dans le cas où la divinité accorderait ce qu'on lui demande. Celui qui fait le vœu est le « *voti reus* » ; si le dieu accomplit sa « prestation », alors naît l'obligation de l'homme, cela ressemble à un *negotium* « *facto ut*

Ces deux inscriptions sont dédiées d'une manière générale aux nymphes de la source ; une troisième, gravée sur un autel de marbre visible encore récemment dans le vestibule de l'établissement actuel de Lés est ainsi conçue¹ :

LEXI
DEO
C. SABI
HORTF

(au dieu *Lex* ou *Lexis Caius Sabinus*, fils d'*Hortus*.)

Ici au lieu de s'adresser à des nymphes, Caius Sabinus s'adresse au dieu même de la source.

On ne rencontre pas en Aran de traces d'édifices ayant eu un rapport direct avec des thermes, mais en plus des inscriptions ci-dessus, on aurait trouvé, rapporte M. Barry, lors de la construction de l'établissement actuel de Lés, en 1834-1835, des débris de divers genres, tuiles, poteries, amphores², etc...

A l'autre extrémité du Val d'Aran, à Arties, on a signalé la découverte d'un fragment de cippe portant les quatre lettres NYMP., qui sont évidemment le commencement du mot *nymphis* ayant dû faire partie d'une inscription qui n'était pas sans rapport avec les eaux thermales existant encore dans ce pays³.

facias ». Pour dire que l'homme est obligé, on dit qu'il est « *voti damnatus* ».

(MAY, Conférences de droit romain de la Faculté de Droit de Paris, 1919-1920).

1. Maurice GOURDON, *A travers l'Aran*, p. 141.

2. Edw. BARRY, ouv. cité.

3. Julien SACAZE, *Bulletin de la Société des Antiquaires*, 1883, p. 224.

Un autre cippe découvert à Casau porte les lettres suivantes :

RY
IPPVS
V. S. L. M. ¹

C'est un autel votif dédié par Chrysippus à une divinité dont le nom a disparu.

A Gésa, dans les fouilles d'une petite chapelle, fut mis à jour en 1882, par M. Maurice Gourdon, la partie inférieure d'un petit autel de marbre blanc portant l'inscription suivante :

L. POM
PAVLINIA
NVSSVLM ²

La partie supérieure de ce cippe contenait le nom de la divinité qui n'a pu être déchiffré ; il est à signaler que ce nom de Paulinianus se rencontre sur plusieurs inscriptions antiques du Comminges.

La conquête de la Gaule par César eut sa répercussion dans les Pyrénées ³. Tant pour tenir en respect les populations pyrénéennes, que pour se protéger contre les invasions possibles d'Ibères, les Romains construisirent à proximité des montagnes de vastes camps ; ils établirent en même temps dans les vallées des tours (Castera, Castellum) réunies à la plaine suivant leur importance par des voies ou de simples sentiers. Dans le Val d'Aran une de ces tours existe à Lés et plus haut, à Bosost, on trouve les vestiges d'une autre ; dans bien des endroits les mots « cas-

1. Maurice GOURDON, ouv. cité, p. 32.

2. Maurice GOURDON, ouv. cité, p. 44.

3. SOLER, ouv. cité, p. 54.

tera » ou « casterasso » rappellent très certainement l'existence de ces constructions militaires.

De grandes voies romaines réunirent Lugdunum aux régions avoisinantes¹ ; l'une d'elles, représentée sur la table de Peutinger, remontait vers les hautes vallées et conduisait à Luchon (*Aquæ Onesiorum*) ; une autre allait dans le Val d'Aran, ainsi que le prouvent de nombreuses inscriptions trouvées sur tout le parcours² ; une troisième, mentionnée dans l'itinéraire d'Antonin, menait à Agen (*ab Aginno Lugdunum*) ; enfin, la voie de Dax à Toulouse (*ab aquis Tarbellicis Tolosam*), passait par Lugdunum. Le point auquel aboutissaient toutes ces routes était marqué par une borne milliaire, située au pont actuel de Labroquère et encore visible vers 1840³.

L'importance de Lugdunum, sa position avantageuse en sentinelle avancée vers les hautes montagnes⁴, ses fortifications puissantes, sa solide administration⁵, lui donnèrent un rayonnement considérable. Le but de Pompée, qui fut aussi celui d'Auguste, était réalisé, la capitale des Convènes était devenue l'une des premières villes d'Aquitaine, la métropole des Pyrénées.

Pendant près de trois cents ans l'importance de Lugdunum persista et même s'accrut, rien ne paraît avoir troublé le pays des Convènes pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne.

Quant à la période qui suivit immédiatement l'apogée de la puissance romaine, elle est assez obscure. Salvien qui

1. Julien SACAZE, art. cité, p. 86.

2. Maurice GOURDON, ouv. cité, p. 141.

3. FIANCETTE D'AGOS, *Vie de saint Bertrand*, p. 37.

4. BLADÉ, ouv. cité, p. 37.

5. Julien SACAZE, art. cité, p. 86.

écrivait au V^e siècle prétend que l'Aquitaine et la Novempopulanie (dont faisait partie le pays des Convènes) étaient riches et belles avant les invasions ¹.

Entre temps, le christianisme s'était répandu en Gaule et un monument épigraphique du milieu du IV^e siècle témoigne qu'à cette date la nouvelle religion était pratiquée dans le Comminges ².

Les progrès du christianisme furent plus lents et plus difficiles dans les hautes vallées que dans la plaine, et petit à petit seulement, ses apôtres purent attirer d'abord par leur vie exemplaire la sympathie de ces peuples pasteurs, puis, à la longue, obtenir leur conversion à la doctrine qu'ils enseignaient ³ ; tant et si bien que plus tard, alors que l'hérésie gagnait la plaine, la pure orthodoxie régnait dans les hautes vallées.

Au V^e siècle, l'empire s'écroule sous les coups des barbares qui ne peuvent plus être contenus et se précipitent sur les Gaules portant avec eux la dévastation ; peu de villes échappent à la destruction, Lugdunum est du nombre grâce à sa position inexpugnable ⁴.

Une fois de plus les Pyrénées remplissent leur mission humaine et les fugitifs cherchèrent asile dans leurs recoins ignorés.

Les envahisseurs passèrent en Ibérie allégeant ainsi les peuples de Novempopulanie ; et le christianisme put se relever de ses ruines, car, les barbares qui demeurèrent finirent par vivre en paix avec les habitants du pays.

Aussi longtemps que la forte organisation de l'empire

1. Julien SACAZE, art. cité, p. 72.

2. Julien SACAZE, art. cité, p. 76.

3. SOLER, ouv. cité, p. 56.

4. Julien SACAZE, ouv. cité, p. 74.

s'était maintenue, les Convènes restèrent unis à leur métropole¹. Mais il est vraisemblable qu'à la faveur du trouble provoqué par les invasions, les hautes vallées pyrénéennes déjà isolées de par leur situation géographique, se détachèrent peu à peu de la capitale².

Avec la domination visigothique³, le calme régna de nouveau, mais Lugdunum n'en perdait pas moins chaque jour un peu de son antique splendeur ; son organisation son administration restaient encore en vigueur, mais elle n'avait plus d'action sur les communautés voisines. Ces dernières s'isolèrent peu à peu et ne conservèrent plus du passé que quelques institutions devenues traditionnelles qui, reposant sur les coutumes et les usages, composèrent le droit commun. Les peuples pyrénéens, d'ailleurs, ne subirent pas à proprement parler l'invasion des Visigoths⁴.

Après leur victoire de Vouillé, en 507, les Francs remplacent les Visigoths, Clovis reçoit même de l'empereur d'Orient les insignes de la dignité consulaire, ce titre légitimait son pouvoir, aux yeux des Gallo-Romains qui conservaient un reste de fidélité à l'empire⁵.

En 585, Lugdunum eut le tort d'accueillir le rival de Gontran à la succession de Clotaire I^{er}⁶. L'armée ennemie poursuivant ce prince arriva devant les murs de la ville, livra sans succès, d'ailleurs, plusieurs assauts mais s'en empara un peu plus tard par trahison, après que Gondewald fut tombé dans un piège. Aux dires de Grégoire de Tours,

1. CASTILLON D'ASSET, *Histoire de Luchon*.

2. CAMPAGNE, *Evolution des forêts pyrénéennes à travers les âges*.

3. Les Visigoths sont maîtres du pays après la défaite des armées romaines à Toulouse (439), (Julien SACAZE, p. 74.)

4. SOLER, *ouv. cité*, p. 58.

5. J. SACAZE, *art. cité*, p. 74.

6. DOM VAISSETTE, T. I, livr. VI, p. 626.

les vainqueurs furent impitoyables, ils massacrèrent les habitants, pillèrent et incendièrent leurs demeures, ne laissant après eux que le désert « *Nihil ibi præter humum vacuum reliquentes*¹ ».

Ainsi périt misérablement Lugdunum Convenarum, l'antique métropole des Pyrénées. Pendant près de deux siècles ces ruines persistèrent ; les Sarrasins ne cessaient d'exercer leurs ravages. Ce sera le christianisme qui procurera un nouvel essor à la vieille cité romaine, quand il en fera le siège d'un évêché, dont l'un des plus illustres titulaires, Bertrand, lui donnera son nom².

Charlemagne³ rétablit pour son fils Louis l'ancien royaume d'Aquitaine, et il voulut s'attacher l'élément religieux de la région, qui avait toujours été hostile aux Francs. Il créa un grand nombre de monastères, édifices à la fois religieux et militaires, véritables forteresses de la foi dont les abbés furent précurseurs des Templiers⁴.

Et, afin de protéger les frontières de son vaste empire ce même monarque voulut aussi mettre l'Aquitaine à l'abri des invasions des Sarrasins. Il les refoula au delà de l'Ebre et créa la Marche d'Espagne qui fut administrée par des comtes francs établis dans diverses villes. A la tyrannie musulmane succéda la paix et l'on a conservé en Catalogne le souvenir des bienfaits de l'empereur Charles.

Louis le Débonnaire attacha lui aussi l'importance qu'il convenait à la Marche d'Espagne⁵. Il l'agrandit en y réu-

1. GRÉGOIRE DE TOURS, liv. VII, c. 38, p. 291, édition (Poupardin, 1913).

2. DOM VAISSETTE, T. I, liv. VI, p. 627.

3. PICOT et BERTRAND, *Précis d'Histoire du Comminges et du Nébouzan*, p. 22.

4. CASTILLON D'ASPET, *ouv. cité*, T. I, p. 160 et 161.

5. DOM VAISSETTE, T. I, p. 953.

nissant l'ancienne Septimanie et Barcelone devint la capitale du nouveau duché ou marquisat de Septimanie (817 :) cela dura peu, il est vrai, et Charles le Chauve réalisa de nouveau en 864 la distinction entre la Septimanie et la Marche d'Espagne ¹.

La vie reprit à Lugdunum avec le rétablissement de ses évêques. Au Concile de Narbonne en 788, figure « *Abraham, Commenensæ sedis episcopus* ² ». Et en 879 siégeait Involatus ; la liste des évêques de Comminges a pu être à peu près établie depuis cette époque jusqu'à la suppression de l'évêché en 1790 ³.

Quant au « *Pajus Convenicus* », qui correspond à l'ancienne « *civitas Convenarum* », il fut gouverné par des comtes dont on ne sait rien. On n'est guère davantage fixé sur l'époque à laquelle ces comtes amovibles, et qui étaient primitivement de simples fonctionnaires, suivirent l'exemple de leurs voisins, les ducs de Gascogne et les comtes de Barcelone, et fondèrent la lignée des comtes héréditaires de Comminges ⁴.

On a cependant essayé d'établir leur origine et leur succession, mais il faut remarquer combien cette matière est obscure, d'autant plus que ces princes ne prenaient que leur noms de baptême avec le simple titre de comte sans y ajouter le nom du pays.

Voici les conclusions auxquelles on est arrivé par l'étude de quelques chartes et documents de l'époque ⁵.

Le premier comte de Comminges serait Asnarius qui

1. Dom VAISSETTE, Tome II, p. 318.

2. Voir aussi *Gallia Christiana*, T. II, p. 547.

3. Dom VAISSETTE, Tome IV, p. 371 et 373.

4. PICOT et BERTRAND, ouv. cité, p. 27.

5. Dom VAISSETTE, Tome IV, note 22, p. 109.

vivait au commencement du X^e siècle, un de ses fils, Arnaud (944) épousa Arsinde, héritière du comte de Carcassonne Alfred II et posséda, avec le comté de Carcassonne, ceux de Razès, de Comminges et de Couserans. Il eut un frère Roger dont on verra plus loin la descendance¹.

De son mariage avec Arsinde Arnaud I^{er} eut plusieurs enfants : Roger, Odon ou Eudes, Raimond et Amélius Simplicius².

L'aîné, Roger, dit le Vieux, reçut le comté de Carcassonne en partage et fut le premier comte de Carcassonne de ce nom, il le fut aussi du Couserans et d'une partie du Comminges ; il épousa une certaine Adélaïde, et mourut vers l'an 1012 laissant plusieurs enfants entre autres Raimond I^{er} Comte de Carcassonne ; Bernard Comte de Couserans et de Foix.

Les droits sur le Comminges des descendants de Roger leur ont été discutés.

Cependant une petite-fille de Raymond, Ermengarde, épouse de Raimond Bernard, dit Trencavel, vendit au comte de Barcelone ses droits sur le Comminges.

Une fille de Bernard, Gilberge de Foix, épouse en 1036 Ramire I^{er} roi d'Aragon.

Le second fils d'Arnaud, Odon ou Eudes qui épousa Altrude et mourut vers 1018, fit souche des comtes de Razès³.

La descendance du troisième, Raimond que nous trouvons en possession d'une partie du Comminges en 980 paraît s'être rapidement éteinte ; une de ses arrière-petites-

1. Dom VAISSETTE, Tome III, p. 148.

2. Dom VAISSETTE, Tome IV, note 22, p. 111.

3. Dom VAISSETTE, T. IV, note 22, p. 121.

filles du nom de Galinde épousa un descendant de Roger¹.

Il en est de même pour le quatrième fils d'Arnaud, comte d'une partie du Comminges en 997.

Ce même Arnaud avait un frère Roger, qui fut comte de Comminges, pour partie du moins ; il épousa Adélaïde et c'est de lui que descendent, probablement, les comtes héréditaires de Comminges qui vivaient au XII^e siècle².

Son fils aîné Arnaud II eut lui-même trois fils : Bernard, évêque de Toulouse en 1035, Eudes ou Odon et Roger II qui prennent l'un et l'autre le titre de comtes de Comminges.

La descendance de Roger II se continue pendant un certain temps. Quant à Eudes, il eut un fils Bernard Odon, comte d'une partie du Comminges vers 1062, lequel eut lui-même divers fils qui prennent tous le titre de comte de Comminges. L'un de ceux-ci Bernard III épousa Galinde descendante de Raimond I^{er}, il semble par ce mariage avoir réuni à ses domaines, l'autre partie du Comminges ; c'est ainsi que la branche Bernard Odon paraît posséder tout le comté depuis cette époque (1075).

Bernard III eut un fils Bernard IV qui porte le titre vers 1130, épousa Dias de Muret ; et mourut vers 1150 ; tous les comtes de Comminges qui vécurent au XII^e siècle et suivants descendent de Bernard IV³.

Au milieu de cette multiplicité de comtes possédant chacun une portion de ce qui avait été le « *Pagus Convenicus* » il est bien difficile de fixer des limites aux possessions des divers membres de cette famille. Il n'est pas da-

1. Dom VAISSETTE, T. IV, note 22, p. 122.

2. Dom VAISSETTE, T. IV, note 22, p. 123 à 126.

3. Dom VAISSETTE, T. IV, note 22, p. 123.

vantage possible de préciser pour cette époque la question de l'allégeance, ni celle de la suzeraineté féodale.

Il semble que le Comminges appartint au début, à un vassal ou plus exactement à des vassaux du roi d'Aquitaine¹.

Le 22 août 1036, le roi d'Aragon Ramire I^{er} épousa Gilberge de Foix, héritière du comte de Couserans et de Foix, et petite-fille de Roger I^{er} qui avait possédé une partie du Comminges².

Il est possible que ce mariage ait réuni à l'Aragon, le Haut Comminges et l'Aran, c'est du moins l'opinion de certains auteurs ; il est à supposer que dès avant ce mariage, les rois d'Aragon profitant de la faiblesse des successeurs de Charlemagne avaient revendiqué ces territoires situés au-delà des Pyrénées³.

Les comtes de Barcelone (qui vont devenir rois d'Aragon) firent leur possible pour s'assurer les comtés de Carcassonne, de Razès et de Comminges.

C'est ainsi qu'en 1067 et 1068 Raimond Bérenger I^{er} obtient d'Ermengarde de Carcassonne, épouse de Raimond Bernard, la cession de leurs droits sur les comtés de Carcassonne et de Razès⁴. Et le 26 juin 1070 ce même Raimond Bernard, dit Trencavel, et la vicomtesse Ermen-garde, sa femme, vendent au comte de Barcelone, à son épouse Almodis et à leur fils Raimond Bérenger « tous
« les droits qu'eux et leurs vasseaux pouvaient prétendre
« sur... le Couserans, le Comminges... soit villes, comtés,
« évêchés, vicomtés et autres dignités, soit châteaux, for-

1. CASTILLON D'ASPET, *ouv. cité*, T. I, p. 200.

2. DOM VAISSETTE, T. III, p. 275.

3. SOLER, *ouv. cité*, p. 61.

4. DOM VAISSETTE, T. III, p. 360.

« terres, églises, paroisses, villages, maisons, cens, rentes, marchés, etc... ».

Tous ces droits, qui paraissent, d'ailleurs, lui avoir été discutés revenaient à Ermengarde en sa qualité d'héritière de Roger I^{er} dit le Vieux, son trisaïeul ; Ermengarde et ses descendants conservèrent le domaine utile de ces comtés dont ils se qualifient vicomtes et ils furent de ce chef les arrière-vassaux des comtes de Toulouse, dont les comtes de Barcelone furent les vassaux immédiats².

On constate également que le comte de Foix Roger Bernard, descendant de Roger le Vieux par Bernard son second fils, reconnut un peu plus tard, 1150, Raimond Bérenger IV pour son seigneur, en ce qui concerne une partie de son comté et demeura pour l'autre dans le vasselage du comte de Toulouse³.

En 1134, Ramire II d'Aragon succède à son frère Alphonse le Batailleur, mais des discussions s'élèvent au sujet de cette succession entre lui et le roi de Castille Alphonse VII⁴.

Les comtes de Toulouse, de Foix, de Comminges, celui de Barcelone et divers autres seigneurs d'Aragon et de France, s'entremettent pour ramener la paix entre les deux monarques⁵.

On a prétendu à tort qu'à cette occasion ils rendirent hommage au roi de Castille en sa qualité de suzerain d'Aragon.

Ramire II incapable de gouverner eut l'habileté politi-

1. Dom VAISSETTE, T. III, p. 369.

2. Dom VAISSETTE, T. III, p. 373 et 374.

3. Dom VAISSETTE, T. IV, p. 121.

4. Dom VAISSETTE, T. III, p. 694.

5. Dom VAISSETTE, T. III, p. 694.

que de s'entendre avec le comte de Barcelone Raimond Bérenguer IV, et lui promit le 11 octobre 1137, la main de sa fille Pétronille encore toute enfant ; puis il renonça au trône et se retira dans un couvent. Le comte Bérenguer épousa Pétronille en 1151, et ce mariage réunit l'Aragon à la Catalogne¹.

C'était l'un des buts poursuivis depuis longtemps par la maison de Barcelone², qui, dès l'époque où les liens politiques entre la Marche d'Espagne et le royaume de France s'étaient relâchés chercha à imposer sa suprématie sur les territoires des deux versants pyrénéens.

Raimond Bérenger IV, comte de Barcelone, roi d'Aragon, date une de ses chartes du château de Morel en Aragon, le 13 de mars de l'année 1157 « la vingt-deuxième du règne de Louis le Jeune³ ».

On pourrait en déduire que le comte de Barcelone reconnaissait pour partie de ses domaines au moins, le roi de France pour son suzerain⁴ et que, si les comtes de Comminges étaient à cette époque dans le vasselage des comtes de Barcelone, rois d'Aragon, le comté de Comminges était resté en l'allégeance du roi de France.

On ne peut dire d'une façon précise quel fut le sort de la Vallée d'Aran pendant toute cette période. Elle dépendit, à n'en pas douter, du pays des Convènes, puis après la chute de l'empire pendant les invasions et pendant les premiers temps de la « *Reconquesta* » de la lutte contre

1. Dom VAISSETTE, T. III, p. 693-698 et 699.

2. BAUDON DE MONY, *Relations politiques des comtes de Foix avec la Catalogne*, partie préliminaire.

3. Louis VII, dit le Jeune (1137-1180),

4. Dom VAISSETTE, T. III, p. 696.

les Maures, elle jouit comme la plupart des vallées Pyrénéennes d'une indépendance à peu près absolue.

Enfin elle dut suivre le sort du Haut Comminges avant de passer sous la domination des rois d'Aragon, et plus tard de la maison de Barcelone³.

Ce qu'il y a de certain c'est que le premier document connu sur la vallée d'Aran est de l'année 1175⁴.

Le roi Alphonse II d'Aragon et Catalogne, après les guerres soutenues contre Sanche VI de Navarre voulant, sans doute, consolider l'union de ses états ultra pyrénéens à sa couronne, maria sa cousine Matella ou Matte de Baux avec le comte Centulle de Bigorre, et en 1175 fit donation aux deux époux de la vallée d'Aran en des termes qui ne laissent aucun doute.

Il en résulte que, antérieurement à cette date, l'Aran faisait partie des possessions de ce monarque.

Il se réserve d'ailleurs la suzeraineté dans ce contrat, et spécifie que les donataires seront ses vassaux.

Or, un peu plus tard, en 1192, lors du mariage de Pétronille, fille aînée de Bernard IV de Comminges¹ et nièce de Centulle avec Gaston VI de Moncade, vicomte de Béarn, le roi Alphonse, en sa qualité de suzerain intervint au contrat et confirma la cession à Gaston du comté de Bigorre ; mais au mépris de la Charte de 1175 il se réserva la vallée d'Aran prétendant qu'elle n'avait jamais appartenu au comté de Bigorre.

« *Excipio autem de praedicta donatione et expressim*

1. J. MIRET Y SANS, « *Discurso leído en la Real Academia.* ». Cité par VALLS TABERNER. *Textes de Dret Català, Privileges y Ordinacions de les Valls Pirinenques*, I, *Vall de Aran*, Introduction.

2. Appendice I.

3. Bernard avait épousé en premières nocces une fille du comte de Bigorre, et, après la mort de ce dernier exerça son autorité sur

« *retineo mihi, et meis, et proprietate meæ ac successo-*
« *rum meorum, totam vallem et terram quæ dicitur Aran*
« *cum omnibus vllibus suis, montibus, pronis inclinis et*
« *terminis omnibus simul cum suis habitantibus et cete-*
« *ris hominibus quodquod modo pertinentibus ; cum cons-*
« *tet præ dictam terram vallis Aran ad ipsum comitatum*
« *nihil omnino pertinere* ¹. »

Dans un document de 1196, Pierre I^{er} d'Aragon concède à un certain Portola de la Moga, la baylie de Garos et du Haut Aran ².

Le 22 septembre 1201, se trouvant à Bagnères (de Bigorre), ce même monarque fait donation de la vallée d'Aran à Bernard comte de Comminges ³, mais ce dernier se reconnaît le vassal du roi pour l'entier comté de Comminges, auquel l'Aran se trouve ainsi de nouveau rattaché.

Le début du XIII^e siècle est troublé par la guerre des Albigeois ; sous le couvert de combattre l'hérésie, Simon de Montfort envahit les états pyrénéens.

On assure que les hérétiques étaient nombreux dans la région, et qu'ils auraient tenu un concile en 1167, près de Toulouse, cette assemblée où figuraient notamment les députés des hérétiques de la Vallée d'Aran « en Gascogne » nomma un pape et des évêques ⁴.

Le roi d'Aragon Pierre I^{er} (1196-1213) obligé de venir au secours de ses vassaux est battu à Muret en 1213 et meurt ; son fils Jacques, âgé de cinq ans et demi, fut pris

les deux pays ; plus tard il délaissa sa première femme et en épousa successivement deux autres (PICOT et BERTRAND, ouv. cité, p. 29). Pétronille se remaria plusieurs fois (D. VAISSETTE, T. VI, p. 498).

1. MARCA, *Histoire du Béarn*, p. 496.

2. VALLS TABERNER, Introduction, p. XII, note 2.

3. Appendice n^o 2.

4. DOM VAISSETTE, T. VI, p. 7.

et gardé par Simon¹ qui ne le rendit qu'en avril 1214 au Cardinal de Bénévent, légat du Pape². Les troupes du vainqueur parcoururent le Comminges et ne sont arrêtées qu'aux châteaux de Fronsac et de Saint-Béat³.

Avec la mort de Simon de Montfort s'acheva une longue période de luttes. La guerre des Albigeois entraîna la décadence de l'autorité de la maison de Catalogne et Aragon sur les états pyrénéens et facilita l'établissement de celle du roi de France sur ces régions.

En 1249, le 1^{er} décembre le comte de Comminges prête serment de fidélité au comte de Toulouse Alphonse, « sauf le droit du roi et de ses héritiers »⁴.

Le traité de Corbeil, en 1258, entre Louis IX et Jacques 1^{er} (1213-1276) successeur de Pierre d'Aragon fut le coup de grâce donné à cette autorité et Jacques I^{er} renonça à ses possessions ultra-pyrénéennes⁵.

En 1271 le comte de Comminges Bernard VI prête serment de fidélité au roi de France⁶.

Ainsi donc le Comminges est passé sous la suzeraineté du comte de Toulouse et en l'allégeance du roi de France, mais la vallée d'Aran n'est pas mentionnée dans le traité de Corbeil, et reste en la possession du roi d'Aragon, comte de Barcelone, sans que l'on puisse préciser à quelle date et pour quelle raison elle est séparée du Comminges.

Plusieurs documents de l'année 1259 en sont la preuve ;

1. Dom VAISSETTE, T. VI, p. 428 et suiv.

2. Dom VAISSETTE, T. VI, p. 440.

3. Dom VAISSETTE, T. VI, p. 126, note 8.

4. Dom VAISSETTE, T. VI, p. 810 et 811.

5. Dom VAISSETTE, T. XII, p. 280.

6. SOLER, *ouv. cité*, p. 64.

Jacques I^{er} octroie ou confirme la concession antérieure de baylies, dans la vallée¹.

Dans son second testament qui date de 1242, Jacques I^{er} laissait déjà à son fils aîné « *totum Aragonis et totam Catalaniam, Rippamcorciam, Palars, Aran et Dominium comita-Urgelli cum omnibus ad prædicta loca pertinentibus* » Et en 1262, partageant ses états entre ses fils, il laisse à Pierre, son fils aîné (Pierre III), entre autres possessions les comtés de Ribagorza, de Pallars et la Vallée d'Aran².

Le 23 juillet 1265, Jacques I^{er} se trouvant en Aran accorde aux Aranais trois privilèges. D'une part, il leur garantit la sécurité pour eux et leurs biens dans tous ses domaines ; dans le second il les autorise à se servir de la monnaie Jaquesa ; dans le troisième, il ordonne aux hommes de Ribagorza et de Pallars d'accueillir les Aranais sans leur causer le moindre préjudice³.

Pierre III successeur de Jacques I^{er}, à la suite de démêlés avec le Pape Martin IV, fut excommunié et déclaré déchu de la couronne d'Aragon⁴.

Philippe le Hardi voulut alors donner ce royaume à l'un de ses fils, Charles de Valois, et la guerre éclata entre le roi de France et celui d'Aragon. La vallée d'Aran fut occupée par les Français.

Philippe le Hardi et Pierre III meurent à peu d'intervalle l'un de l'autre, la paix fut conclue entre leurs suc-

1. VALLS TABERNER, ouv. cité, Introduction, p. xiv.

2. TOURTOULOU, *Jacques I^{er} le Conquérant*, T. II, p. 656. Cité par VALLS TABERNER.

3. DOM VAISSETTE, T. IX, p. 49.

4. VALLS TABERNER, ouv. cité, Documents I, II, III, voir ci-après chap. II, p. 65.

5. DOM VAISSETTE, T. IX, p. 89.

cesseurs Philippe le Bel et Alphonse III¹ (traité de Tarascon 1290) et on n'effectua pas de restitution². Il en fut bien question en 1295, mais, les ambassadeurs des deux princes ne purent tomber d'accord. Jacques II succéda à son frère Alphonse III et en 1303, lorsque Philippe le Bel à l'occasion de ses discussions avec le pape Boniface VIII, essaya d'entraîner ce prince dans son parti, celui-ci refusa et rappela à son cousin que le val d'Aran n'était pas encore restitué.

Comme le différend se prolongeait, Philippe le Bel ne se pressant pas de s'exécuter, le roi de Majorque, oncle des deux adversaires, fut nommé sequestre de la vallée³.

Le 5 novembre 1298, ce dernier, à la demande des Aranais, confirme les vieux usages et les antiques privilèges de la Vallée.

En 1308, le roi d'Aragon renouvelait ses instances et une ambassade vint trouver le roi de France à Poitiers. Celui-ci écrivit à Jacques II lui promettant de s'exécuter : « Je désire, dit-il, maintenir d'une façon indestructible les liens qui nous unissent ; tout ce que possédait votre père au moment de l'ouverture des hostilités vous sera rendu et nous envoyons des personnes compéten-

1. Philippe le Hardi avait épousé Isabelle d'Aragon, fille de Jacques I^{er}, sœur de Pierre III et de Jacques I^{er} roi de Majorque ; Pierre III eut pour fils et successeur Alphonse III (1285-1291), auquel succéda son frère Jacques II (1291-1327).

Le fils de Philippe le Hardi, Philippe le Bel, Alphonse III et Jacques II étaient donc cousins ; ils étaient aussi les neveux du roi de Majorque Jacques I^{er}.

2. DOM VAISSETTE, T. IX, p. 144.

3. PASQUIER, *Cession définitive du Val d'Aran à l'Aragon par Philippe le Bel*, p. 101.

« tes en vue de régler la question et de vous mettre en possession réelle avant la prochaine Saint-Rémy ¹. »

La Saint-Rémy passa, et il faudra arriver en 1312 pour que le roi de France se décidât à en finir. Il fut entendu que l'on prendrait un arbitre et que l'on s'en rapporterait à sa sentence ² ; le cardinal de Tusculum, Jean Bucamaza choisi d'un commun accord envoya des commissaires enquêter en Aran, Aragon et Comminges, et, sur leur rapport, ordonna que la vallée d'Aran soit restituée au roi d'Aragon.

Le roi de Majorque sequestre de la vallée, chargea son administrateur Pierre de Castel de remettre le territoire, objet du litige, aux représentants de Jacques II ³.

Ainsi fut fait, et les frais occasionnés au sequestre par la gestion de la vallée lui furent restitués. Les syndics et procureurs de l'Aran prêtèrent serment au souverain.

Les princes d'Aragon, comtes de Barcelone, grâce à leur ténacité avaient donc fini par avoir gain de cause. Il est d'ailleurs possible, que Philippe le Bel n'ait accepté cette solution que pour garantir la paix dans les Pyrénées, en s'assurant l'amitié de son cousin ; il était, en effet, déjà en difficultés avec l'Angleterre et les Flamands. Sans cela, il n'aurait sans doute pas abandonné un territoire compris dans les frontières naturelles de son royaume.

1. Bibliothèque Nationale, Collection de Camps, volume 61, p. 489.

2. « *Dicta Valle fuit litigatis inter Philippus Francia et Jacobum Aragoni et inter ea Jacobus Rex Majoricarum habuit in secuestro dicta Valle. Causa litis erat quia pretendebat Aragoni quod rex Petrus pater ipsius fuerat spoliatus dicta Valle per rege Philippus Francia tempore belli.* »

(Archives de la Couronne d'Aragon, Armario de Urgel, Saco P.)

3. PASQUIER, art. cité.

Le 20 septembre 1313, Jacques II, pour mieux assurer son autorité sur le pays donne à la vallée d'Aran le fameux privilège de la « *Querimonia* ».

En 1322, Roger de Comminges entre en Pallars ; et, sur l'ordre de Pierre III (IV d'Aragon)¹ les Aranais se soulèvent.

Le 21 juin 1352, des privilèges importants sont confirmés par Pierre III.

Sous le règne de ce même monarque², les Aranais firent preuve d'un bel esprit d'indépendance. Ce prince à court d'argent vendit la vallée au comte de Pallars, qui en 1385 voulut en prendre possession, mais il se heurta au refus des habitants. Ils se révoltent, prennent les armes ; Salardu est à la tête de la résistance et soutient un siège héroïque que les soldats du comte de Pallars sont obligés de lever en subissant de lourdes pertes³.

A leur victoire, les Aranais joignirent le beau geste d'offrir, pour leur rachat, deux mille florins au roi, qui accepta cette humiliation. S'il faut en croire d'anciens récits populaires, les femmes de l'Aran vinrent en France vendre leurs bijoux pour alléger, avec l'argent qu'elles en retirèrent, les charges de leurs communautés.

Le roi Jean, successeur de Pierre III récompensa la fidélité des Aranais en leur octroyant le 1^{er} mars 1387 diverses franchises⁴.

1. Un usage fréquent de l'histoire particulière de Catalogne veut que l'on appelle les comtes de Barcelone rois d'Aragon sous le nom d'Alphonse II, III, IV et V, Alphonse I, II, III et IV. De même pour Pierre II, III et IV, appelés I, II et III.

2. DE LAURIÈRE, *Promenade Archéologique au Val d'Aran*, p. 5 et sq.

3. VALLS TABERNER, *ouv. cité*, p. XXI et suiv.

4. VALLS TABERNER, *Documents XXXII à XXXV*.

En 1390, le comte d'Armagnac envahit le Val d'Aran, il est repoussé par les troupes catalanes commandées par Arnau de Cervello et Ramon de Bages, traversant la vallée et aidés par les Aranais elles pénètrent en Comminges. La guerre fut terminée en 1392 par l'alliance et le mariage de Jeanne (d'autres disent Violant) fille de Jean I^{er} avec Mathieu, comte de Foix, vicomte de Castelbon, allié du roi de France Charles VI¹.

A la mort de Jean I^{er} (1396), son gendre voulut faire valoir ses droits à la couronne d'Aragon, mais la campagne qu'il engagea lui fut funeste, et en 1396, des renforts venus de France furent arrêtés en Aran et forcés de repasser la frontière².

Durant le règne de Jean II, en 1473, lors de la guerre menée par le roi de France Louis XI contre la Catalogne, les troupes françaises envahissent une partie de la vallée ; elles s'emparent de la ville et du château de Lés, mais elles en sont chassées un peu plus tard par les capitaines de Ferdinand le Catholique, vers 1479³.

Jeanne la Folle, fille de Ferdinand II d'Aragon⁴ et d'Isabelle de Castille, prit le titre de reine d'Aragon et de Castille ; de son mariage avec l'archiduc d'Autriche, Philippe le Beau, naquit Charles-Quint, roi d'Espagne et empereur. L'Aragon et la Catalogne devinrent des provinces et la vallée d'Aran fut rattachée à la Catalogne

1. SOLER, p. 69.

2. Dom VAISSETTE, T. IX p. 976.

3. Le Comté de Comminges qui dépendait en fait du domaine royal depuis 1453 fut laissé par Louis XI aux derniers représentants de la maison de Comminges et définitivement rattaché à la couronne en 1498.

4. SOLER, p. 69.

5. V de Castille.

avec laquelle elle avait des communications plus directes¹.

En 1524, M. de San Juan, sur l'ordre du sénéchal de Toulouse envahit le val d'Aran par le port d'Orle, à la tête de troupes nombreuses et vient le 5 novembre assiéger, avec 5.000 hommes le château et la ville de Salardu. La ville possède à peine quelques défenseurs et la résistance qu'ils opposent à l'assaillant tient du prodige, si l'on en croit don Diego de Sayas dans ses récits sur l'Aragon ; l'ennemi fut mis en déroute.

Les guerres religieuses du XVI^e siècle troublèrent fort la tranquillité de la région, en 1586, le Comminges est envahi par un capitaine de Jeanne d'Albret qui ne peut d'ailleurs, s'emparer de Saint-Bertrand. Un peu plus tard, les huguenots furent plus heureux et pénétrèrent dans la ville pour en être d'ailleurs chassés, quelques mois après. La vallée d'Aran subit, elle aussi, le contre-coup de ces guerres civiles ; en 1579, un luthérien, le comte de Saint-Girons, y pénètre à la tête de troupes importantes, mais une fois de plus, les Aranais se défendent victorieusement ; leur fanatisme religieux double leur courage².

En 1598, une nouvelle invasion a lieu, les Français s'emparent d'abord des villages de Bazergues et de Trèdos, les pillent de fond en comble et investissent ensuite Salardu. Mais le gouverneur de la vallée, le seigneur don Juan Gomez, châtelain de Castel Léon, vient au secours de la ville assiégée et oblige les envahisseurs à se retirer, non sans leur faire subir des pertes sévères.

Ainsi, les habitants du Val d'Aran résistèrent à bien des attaques, repoussèrent toutes les atteintes que l'on

1. LAMBRON et LÉZAT, *Les Pyrénées*, T. II, p. 826.

2. SOLER, p. 70.

voulut porter à leur liberté et restèrent immuablement fidèles à leurs souverains et à leur foi. Ce loyalisme ne put qu'être encouragé par les nombreux privilèges qui leur avaient été accordés, privilèges que tous les princes respectèrent scrupuleusement.

Aussi, quand en 1613, don Francisco de Gracia, envoyé en Aran par Philippe III en qualité de commissaire enquêteur, rendit compte de sa mission à son maître, il pouvait lui garantir l'attachement des Aranais. « Les
« habitants de la Vallée, écrit-il, ont toujours persévéré
« dans l'obéissance de votre Majesté, dans celle des Sérénissimes rois d'Aragon vos prédécesseurs, comme de
« fidèles et loyaux vassaux et ils s'estiment si heureux,
« qu'ils disent d'une seule voix, qu'ils vendraient plutôt
« leurs propres fils et abandonneraient le pays plutôt
« que de devenir les sujets du roi de France ».

Philippe III continua la politique de ses prédécesseurs, et, en 1616, ayant pris acte des renseignements fournis par le « *visitador real* » Francisco de Gracia il renouvela solennellement les privilèges de la Vallée.

Profitant des soulèvements que provoqua en Catalogne la politique d'oppression pratiquée par Philippe IV, le roi de France Louis XIII appuya les Catalans et déclama la Catalogne province française.

Le prince de Condé, nommé en 1647, vice-roi de Catalogne fit occuper la vallée d'Aran par ses troupes. Il nomma François de Saint-Paul, seigneur de Nestier, châtelain de la forteresse de Castel Léon et ce dernier conserva ses fonctions jusqu'au traité du 7 novembre 1659 ¹.

Au traité des Pyrénées, la France atteignait vers le

1. DOM VAISSETTE, T. XIII, p. 297.

Sud, ses frontières naturelles. Tracées au hasard des guerres, des mariages ou des successions, tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre versant les anciennes limites disparaissaient.

« Les monts Pyrénées, qui ont anciennement divisé les « Gaules des Espagnes, feront aussi dorénavant la division des deux mêmes royaumes ». Tels sont les termes généraux par lesquels débute l'article XIII. « S'il se « trouve quelques lieux — continue le même article — « dudit comté et viguerie de Cerdagne seulement et non « de Catalogne qui soient dans les dits monts Pyrénées « du côté de France ils demeureront à sa Majesté très « chrétienne¹. »

Cela signifie, semble-t-il bien, que les enclaves de la Catalogne sur le versant français continueront à appartenir à sa Majesté catholique, autrement dit à Philippe IV.

En tout cas, malgré la déclaration pourtant nette que nous avons citée, la vallée d'Aran restait à l'Espagne. On a discuté longuement sur cette solution du traité des Pyrénées. On a reproché à M. de Marca qui fut délégué français, de ne pas s'être occupé de cette affaire². Cependant il avait fourni de nombreux mémoires et fut commissaire pour les limites. Ce plénipotentiaire, lui-même, nous parle de la question³. Il admet que bien évidemment l'Aran devait être français, « *Dubium non est quin pagus « aranensis olim pertinuerit ad corpus Galliarum* ». Il explique que s'il n'en est plus ainsi, c'est que les Princes « *limiti naturali vim fecerunt* ». Il ajoute que le traité n'a pas corrigé cette « violence » faite aux limites naturelles,

1. Louis XIV.

2. Dom VAISSETTE, T. XIII, p. 697.

3. *Marca Hispanica*, livre I, chap. xv, col. 12, 65 et 87.

parce que « *ab hispanis delinebatur absque ulla lile* ». Et c'est peut-être bien là, en effet, une raison suffisante.

Pendant la plus grande partie du règne de Louis XIV le calme régna dans la région et on ne trouve guère d'événements susceptibles d'être notés. Il en fut autrement lorsque, en 1701, éclata la guerre de la succession d'Espagne. Alors que la Castille défendait les droits du petit-fils de Louis XIV, Philippe V, la Catalogne et l'Aragon embrassaient la cause du prétendant, l'archiduc Charles d'Autriche ; la frontière franco-espagnole devint l'un des principaux champs de bataille ¹.

Jusqu'en 1708, la vallée d'Aran et ses voisines du Haut Comminges ne se ressentirent pas beaucoup des hostilités. Le canon tonnait dans les plaines de Catalogne, mais l'ennemi ne s'engageait pas dans les Pyrénées Centrales.

Les populations frontières, toujours sous la menace d'une incursion de miquelets ², vivaient, malgré tout, dans l'anxiété ; ils ne commencèrent cependant à faire parler d'eux que vers 1709 ³. Jusque là, les armées françaises avaient pénétré en Espagne par le Roussillon et la Navarre ; un simple cordon de troupes était échelonné de Perpignan à Bayonne. En 1708, on put espérer un instant l'arrêt des hostilités, mais elles reprirent en 1709, et c'est à partir de ce moment, que le théâtre des opérations fut porté vers nos régions ⁴.

Vendôme remporte le 10 décembre 1710 la victoire de

1. DE LASSUS, *Les guerres du XVIII^e siècle sur les frontières du Comminges*, p. 2.

2. Volontaires espagnols recrutés dans les montagnes qui se livraient à d'audacieuses incursions dans les Vallées Pyrénéennes.

3. DE LASSUS, *ouv. cité*, p. 19.

4. DE LASSUS, *ouv. cité*, p. 21 et sq.

Villaviciosa ; il veut alors prendre Vénasque, devant laquelle un de ses lieutenants, le comte d'Estaing, avait échoué l'année précédente. Le lieutenant général de Rozel est choisi pour diriger ce nouveau siège.

Nos vallées alors vraiment connaissent la guerre ; les troupes de l'archiduc s'unissent à travers les montagnes, on leur oppose non plus seulement des milices, mais des troupes de l'armée régulière. On organise à Luchon des dépôts de matériel, des baraquements pour les troupes. Des postes de guet sont installés aux ports de la Glère, de Vénasque et de la Picade, pour maintenir la liaison et les communications avec les troupes assiégeantes.

Sans se prononcer ouvertement contre Philippe V, la vallée d'Aran devient une position intéressante pour les armées de l'Archiduc. Aussi, le comte de Taff l'occupe et s'y organise¹. Ayant reçu des renforts, il réussit à entraîner cinq ou six cents Aranaïs, et, avec plusieurs bataillons de miquelets, au matin du 16 septembre 1711, il franchit les montagnes et passe dans la vallée de Luchon. Il surprend les troupes, met tout à feu et à sang, et repart pour l'Aran emmenant un butin considérable, notamment des troupeaux entiers de bœufs et de vaches.

Cependant, Vénasque se rendait au marquis d'Arpajon, il ne restait plus qu'à occuper la vallée d'Aran pour éteindre ce dernier foyer de résistance et obtenir les réparations légitimes des dommages causés².

Le marquis de Rozel pénètre sans encombre, dans la vallée par le Nord, le 23 septembre ; tandis que M. d'Ar-

1. DE LASSUS, ouv. cité, p. 38.

2. DE LASSUS, ouv. cité, p. 45.

pajon repassait le port de Vénasque et descendait vers Castel-Léon par la vallée d'Artigue de Lin.

On en profita pour faire restituer aux Aranais le bétail volé à Luchon ; on réquisitionna la poudre et on imposa au pays, une contribution de 3.300 pistoles. Le 9 octobre. Castel-Léon se rendait ; maître de la vallée, M. de Rozel la remit sous l'autorité de Philippe V¹.

Dans une lettre au ministre Voysin, ce même M. de Rozel nous renseigne sur la façon dont on régla l'indemnité due par l'Aran à Luchon.

« M. de Boissière, écrit-il, travaille, avec le juge d'Aran
« et celui de Saint-Béat à régler l'indemnité de Lu-
« chon en présence de deux commissaires français et de
« deux Aranais. Je propose de prendre dans la vallée
« d'Aran, 1.200 têtes de bétail en représentation de pareil
« nombre volé à Luchon. En réparation des incendies,
« toutes les paroisses d'Aran fourniront des bois de sa-
« pins, qui serviront d'abord à la reconstruction des mai-
« sons et granges ; le surplus sera très avantageusement
« vendu à des marchands de Toulouse au profit des brû-
« lés » et il ajoute : « Quoique je ne sois pas intendant,
« je n'ignore pas les moyens de dégraisser un pays². »

Les Aranais consentirent à payer une indemnité de 40.000 livres, qui devait être versée en partie comptant et en partie à la Saint-Martin de 1712 et des deux années suivantes. L'accord définitif fut signé à Saint-Gaudens le 10 février 1712 par les fondés de pouvoirs de Luchon et de l'Aran³.

Dès après l'occupation du Val d'Aran, le calme était re-

1. DE LASSUS, *ouv. cité*, p. 59.

2. Arch., *Hist. du Ministère de la Guerre*, R-2, 329.

3. Archives Nationales, G-7, 398.

venu dans le Comminges ; le comte de Taff s'était prudemment retiré, emmenant avec lui les troupes régulières, seuls les miquelets continuèrent à effectuer quelques incursions¹.

Enfin, le 22 mai 1713, le traité d'Utrecht terminait la guerre et la vallée d'Aran restait espagnole sous le sceptre de Philippe V.

Ce monarque accorda une amnistie générale aux peuples de Catalogne, mais cela ne suffit pas aux Aranaïs. Ne se sentant pas rassurés, ils demandèrent et obtinrent une enquête pour établir que la masse de la population était restée étrangère aux événements des dernières années².

Une fois de plus, la paix ne fut pas de longue durée ; au début de 1719, les hostilités éclataient entre le Régent et Philippe V, et cette guerre, très impopulaire dans tout le royaume, l'était tout particulièrement parmi les habitants des pays confinant à l'Espagne. Aussi, on prit des ménagements ; il fut recommandé à l'intendant de la généralité d'Auch et de Pau de gagner par d'adroites promesses la neutralité, sinon la sympathie, des vallées espagnoles³.

La prise de Castel-Léon et l'occupation de l'Aran furent envisagées comme nécessaires ; mais avant, un avis fut donné aux habitants de ne point broncher, s'ils ne voulaient pas être traités comme des brigands et des voleurs de grand chemin : « *como saltadores y robadores de camino*⁴ ».

Avertis par la dure expérience des années précédentes les Aranaïs se le tinrent pour dit. Aussi, quand le gouver-

1. DE LASSUS, ouv. cité, p. 64 et suiv.

2. DE LASSUS, ouv. cité, p. 96 et sq.

3. DE LASSUS, ouv. cité, p. 87.

4. Arch. Hist. du Ministère de la Guerre, R-2, 560.

neur de Castel-Léon voulut faire une levée en masse, il ne put y réussir ; les habitants se contentèrent d'exécuter certaines de ses prescriptions, et, notamment, ils rendirent les routes impraticables.

M. de Bonas chargé de prendre Castel-Léon, est arrêté par les obstacles, ainsi amoncelés, mais, il ne s'émeut point, et se rend immédiatement à Luchon¹.

En fort peu de temps, il rassemble un millier de travailleurs, pris dans la région, les adjoint à ses soldats et fait construire une route carrossable par le Portillon. Il franchit ensuite le col, avec de l'artillerie et arrive devant Castel-Léon, sans que les Aranais fassent quoi que ce soit pour l'en empêcher. Des milices étaient tenues en réserve un peu partout, prêtes à intervenir en cas d'incursions de miquelets.

Le 11 juin 1719, Castel-Léon se rendait et son château fut détruit sur l'ordre de Berwick. Le nouveau gouverneur de la vallée convoqua immédiatement consuls et bayles pour les assurer des bonnes dispositions du Régent².

Ailleurs, les opérations continuaient, mais ici, on se contentait de tenir les ports ; les habitants assistaient à de fréquents passages de troupes.

La paix de Londres, qui fut signée le 17 février 1720, causa une allégresse générale, surtout dans les provinces frontières plus particulièrement atteintes par la guerre ; dans la vallée d'Aran comme dans le Comminges, les réjouissances durèrent plusieurs jours³.

Quant à la situation de l'Aran, elle restait toujours la même.

1. DE LASSUS, p. 108.

2. DE LASSUS, p. 127 et suiv.

3. DE LASSUS, p. 142.

Le pacte de famille semblait devoir assurer la paix entre la France et l'Espagne, mais la Révolution ne pouvait en hériter. Pendant quelque temps, cependant, la couronne d'Espagne resta dans l'expectative, ce ne fut qu'au sujet de Louis XVI que les choses se brouillèrent. Charles IV insistait pour qu'on lui confiât le monarque déchu ; il se portait garant de sa conduite en Espagne¹.

Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1793, au moment de la condamnation du roi, une dernière note de l'Espagne arrive à la Convention et y provoque un tumulte indescriptible. De nouveau, c'était la guerre.

Après bien des hésitations sur le plan de campagne à adopter, les hostilités s'ouvrirent dans les Pyrénées centrales et, une fois de plus, le Val d'Aran fut envahi.

Quelques jours après la déclaration de guerre, le général Sahuguet passe de la vallée de Castillon dans celle d'Aran ; il surprend les Espagnols qui l'attendaient vers le Pont du Roi, prend Bosost et remonte jusqu'à Viella sans coup férir. Une autre colonne qui comptait dans ses rangs, la Tour d'Auvergne, partie de Luchon occupait le Portillon. Le soir toute la vallée était prise.

On voulait en occupant l'Aran protéger le bassin de la Garonne, mais ce n'est pas le faible cordon de troupes, placé à la descente des ports, qui aurait arrêté les Espagnols s'ils avaient voulu avancer.

Le 14 août 1793, le général Sahuguet convoqua les députés des communes de l'Aran, et, à Viella, leur donna lecture des décrets rendus les 15, 17 et 22 décembre 1792, par la Convention².

Libres de choisir la constitution qu'ils voudraient, ils ac-

1. FERNEL, *Campagnes de la Révolution dans les Pyrénées*.

2. FERNEL, *ouv. cité*.

ceptèrent d'être réunis à la France, demandant que leur pays fut divisé en trois cantons : Bosost, Viella et Salardu. Ils adoptèrent, également, l'organisation provisoire et la fixation des impôts, dont s'était occupé M. Joseph Cazes de Saint-Béat.

Il fut enfin convenu que les prêtres seraient conservés, que le pays pourrait en nommer d'autres, mais, que la République ne leur assurerait aucun traitement. Un délai était accordé aux émigrés pour leur permettre de rentrer après la fonte des neiges¹.

Toute cette organisation n'eut guère le temps de fonctionner. Par le traité de Bâle du 22 juillet 1795, « la République restitue au roi d'Espagne, toutes les conquêtes qu'elle a faites...² », la vallée d'Aran en faisait partie.

Napoléon, qui avait porté si loin les limites de l'empire, ne pouvait manquer de rectifier la frontière pyrénéenne. C'est ce qu'il fit au détriment des états de son frère, lorsque celui-ci eut occupé le trône d'Espagne.

Dès l'année 1811, Napoléon faisait connaître au préfet de la Haute-Garonne son intention d'annexer les vallées des Pyrénées « dont le penchant des eaux verse en France », et l'engageait, en conséquence, à lui signaler les vallées susceptibles d'être réunies à son département.

Aussi, un décret impérial du 26 janvier 1812 qui, par ailleurs, organise le territoire de Catalogne en quatre départements, décide dans son article VI que « la vallée d'Aran, située sur les pentes Nord des Pyrénées et où se trouvent les sources de la Garonne, est réunie au département de la Haute-Garonne³ ».

1. Archives de la Haute-Garonne, série M.

2. Article IV.

3. Arch. Nationales, AF., IV, 626, plaquette 4936.

Le 1^{er} juillet de la même année, M. Charier, sous-préfet de Saint-Gaudens, accompagné du commandant militaire de l'Aran, M. de Montesquieu prit solennellement possession de la vallée. A Viella, en présence des administrateurs, des fonctionnaires et de toutes les autorités locales, il prononça, en espagnol, une allocution dans laquelle il vantait les bienfaits de l'annexion, mais où il menaçait aussi les Aranais des foudres impériales, en cas de rébellion ¹.

Voici ce que, sa mission achevée, M. Charier écrivait au Préfet de Toulouse : « Je ne vous dirai pas que les « Aranais m'aient donné d'éclatants témoignages de satisfaction de se voir réunis à l'empire. De telles démonstrations m'eussent étonné, elles m'eussent même paru « suspectes. Mais ils n'ont montré aucun mécontentement. « Les chefs, même, paraissent en sentir l'avantage... La « conscription (ils me l'ont dit avec beaucoup de franchise) est la seule chose qui les inquiète...; sans cela je « crois qu'ils n'éprouveraient pas le moindre déplaisir de « se voir français ². »

Une série de décrets de l'année 1813 ³ s'occupèrent de l'organisation du pays. Le docteur Sengez, maire de Luchon, qui venait d'être nommé administrateur de la vallée d'Aran, en assura l'exécution.

Les décrets impériaux eurent une carrière aussi courte et une existence aussi éphémère que ceux de la Révolu-

1. DE CASTÉRAN, *Lettres écrites par M. de Froidour*, p. 123 et sq.

2. DE CASTÉRAN, *ouv. cité*.

3. Décrets du 15 janvier 1813. Archives Nationales AF, IV, 714, plaq. 5722.

Décrets du 10 avril 1813. Archives Nationales, AF, IV, 757, plaq. 6092.

Décrets du 3 mai 1813. Archives Nationales, AF, IV, 765, plaq. 6147.

Décrets du 28 avril 1813. Archives Nationales, AF, IV, 769, plaq. 6130.

tion. Le 20 juillet 1814, le traité entre la France et l'Espagne décidait que « du côté des Pyrénées les frontières restaient telles qu'elles étaient à la date du 1^{er} janvier 1792¹ ».

*
* *

En résumé, après avoir suivi le sort du pays des Convenès, la vallée d'Aran jouit, vraisemblablement, pendant toute la période qui correspond à l'affaiblissement et la disparition de la puissance romaine, d'une très grande indépendance de fait, tout comme, d'ailleurs, les autres vallées pyrénéennes.

Vint ensuite, sans doute à partir du X^e siècle, l'influence des comtes héréditaires de Comminges, dont nous avons donné l'énumération, telle du moins qu'on a cru pouvoir la fixer d'une façon approximative antérieurement au XII^e siècle.

Le début du XI^e siècle voit s'établir la prédominance de la maison de Barcelone sur tous les états environnants. Petit à petit ces comtes incorporent à leurs domaines les états pyrénéens des deux versants de la chaîne.

Ils acquièrent en 1067 et 1070 des droits sur les comtés de Carcassonne, de Couserans, de Comminges ; et le comte de Foix reconnaît pour son seigneur, vers 1150, Raimond Bérenger IV.

En 1151, par son mariage avec la fille de Ramire II, ce même Raimond Bérenger réunit l'Aragon à la Catalogne.

Il est vraisemblable que dès avant cette date l'Aran dépendait directement ou indirectement de l'Aragon, c'est ainsi qu'un auteur a pu citer un accord intervenu en 1144 entre les hommes de la vallée d'Aran, et le comte Artau de Pallars, en vertu duquel les Aranais s'engagent à le sui-

1. Traité du 20 juillet 1814, art. VIII, § 8.

vre contre quiconque, sauf contre le roi d'Aragon, et à ne pas conclure de traité avec Bernard, comte de Comminges sans son consentement¹.

D'ailleurs, il semble résulter d'une charte de 1157, que Raimond Bérenger IV reconnaissait le roi de France pour son suzerain, en ce qui concerne une partie de ses domaines.

Ce qu'il y a de certain, c'est que en 1175 le roi d'Aragon, comte de Barcelone, fait donation de la vallée au comte de Bigorre qui devient son vassal.

En 1192, ce même monarque s'attribue la suzeraineté féodale directe sur l'Aran qui se trouve ainsi détaché des comtés de Bigorre et de Comminges.

En 1201, Pierre I^{er} d'Aragon et Catalogne fait donation de la vallée au comte de Comminges qui tombe dans son vasselage pour tout le comté, et l'Aran est à nouveau rattaché au Comminges.

La querelle des Albigeois porte une sérieuse atteinte à la puissance de la maison de Barcelone et à son influence sur les états pyrénéens.

Le traité de Corbeil en 1258 consacre cette décadence, par la renonciation du roi d'Aragon à ses possessions ultra-pyrénéennes.

Le comté de Comminges dépend du comte de Toulouse, vassal du roi de France, mais l'Aran n'est pas mentionné dans ce traité et ne fait plus partie du Comminges, sans que l'on puisse dire pourquoi, ni à quelle date eut lieu cette séparation.

En 1242, en 1259, en 1262, en 1265, des documents cer-

1. LLOBET, *Genealogia de los condes de Pallars* (Cité par VALLS TABERNER, Intr., p. XI, note 1.

tains nous montrent la vallée en la possession des rois d'Aragon, comtes de Barcelone, à titre de fief direct.

De longs démêlés eurent lieu entre Philippe le Hardi, puis Philippe le Bel, d'une part, Pierre III et Alphonse III d'autre part, au sujet de l'Aragon et plus particulièrement au sujet de l'Aran, dont Jacques II n'obtint la restitution qu'en 1312. A partir de ce moment, la Vallée demeurera d'une façon à peu près constante rattachée à l'Espagne.

De par sa situation géographique même, elle subit cependant un certain nombre d'invasions ; elles furent passagères.

Les guerres de religion virent ses habitants immuablement fidèles à leur roi et à leur foi ; elle fut souvent le théâtre d'hostilités au cours des guerres du XVIII^e siècle. Mais toutes les tentatives d'annexion à la France demeurèrent infructueuses, aussi bien sous Louis XIV que, plus tard, sous la Révolution et sous l'Empire.

La question de possession de la vallée d'Aran ne s'est plus posée depuis 1814. Sous Napoléon III intervinrent seulement des accords de délimitation.

CHAPITRE II

Sources du Droit de l'Aran

La vallée d'Aran, nous l'avons vu, après avoir suivi le sort du pays des Convènes, passa sous la domination des comtes de Barcelone¹, rois d'Aragon, ces derniers accordèrent aux Aranais d'importants privilèges consacrant leurs usages et déterminant leur droit spécial.

Mais à côté de ces textes, il est manifeste que la législation en vigueur en Catalogne a exercé une influence en Aran. Aussi nous ferons précéder l'examen des Privilèges de la Vallée d'une étude succincte portant à la fois sur l'état de choses antérieur à 1298² et sur les lois auxquelles fut soumis l'ensemble des sujets des comtes de Barcelone, rois d'Aragon.

§ I. — GÉNÉRALITÉS SUR LES SOURCES DU DROIT DE L'ARAN

Nous ne nous attarderons pas à la question de savoir quels étaient les usages et les coutumes en vigueur parmi les habitants des hautes vallées pyrénéennes avant l'arrivée des Romains.

1. Ci-dessus, page 22 et suiv.

2. Date de la première confirmation de privilège accordée à la Vallée d'Aran.

S'il faut en croire cependant certains auteurs, plusieurs institutions du Val d'Aran seraient d'origine Ibère et se retrouveraient sur divers points de la chaîne ¹.

Nous savons l'importance considérable prise par la « *Civitas Convenarum* » : la civilisation et l'influence romaines, rayonnant de cet intense foyer, pénétrèrent dans les vallées, nous n'en voulons pour preuve que les innombrables vestiges de ce passé découverts en Aran ².

Rome n'imposait pas sa législation aux peuples conquis, mais la supériorité de son droit qui, encore de nos jours, reste à la base de tout savoir juridique, fit qu'il s'ajouta, dans chaque région, aux coutumes et aux lois indigènes ³.

Aux centres de civilisation, comme Lugdunum qu'ils établissaient au milieu de ces peuples, les Romains accordaient des privilèges différents suivant leur importance ⁴.

Strabon nous apprend que les habitants de la « *Civitas Convenarum* » étaient en possession du droit latin ⁵.

1. BERTRAN Y MUSITU, ouv. cité, p. 14, signale notamment l'existence de la « *sucesion troncal* » et du « *retracto gentilicio* » dans les *Fueros de Viscaya*, dans ceux de Navarre, dans les coutumes de Soule et du Labourt.

2. Ci-dessus, p. 8 et suiv.

3. BROCA Y AMELL, *Institucions del Derecho Civil Catala*, p. 7.

4. DOM VAISSETTE, T. I, p. 102.

5. « Dans les plaines de l'intérieur, ainsi que dans la partie montagneuse, le sol de l'Aquitaine est de meilleure qualité ; il est « notamment fertile dans le voisinage du mont Pyrène chez les « Convènes où, comme nous disons, en grec, chez les Synclides, « peuple dont la capitale se nomme Lugdunum, et qui possède les « thermes Onésiens, sources magnifiques donnant une eau excellente à boire. Le territoire des Auscii est également d'une grande « fertilité. Ajoutons que quelques-uns des peuples aquitains proprement dits et dans le nombre les Auscii et les Convènes ont reçu « des romains le droit latin. » STRABON, *Géographie*, liv. IV, Traduction A. TARDIEU, T. I, p. 314.

Il n'y avait pas, d'ailleurs, de grandes différences entre les cités de droit latin et les colonies proprement dites ; de même que temples, palais, cirques, amphithéâtres rappelaient les monuments de Rome, l'administration était organisée et les institutions calquées sur celles de la capitale.

Un sénat ou curie composé de décurions gérât la chose publique ; des duumvirs nommés pour cinq ans remplissaient les fonctions des consuls romains ; à côté d'eux on trouvait également des édiles, des questeurs, des préteurs, des censeurs¹.

L'invasion visigothique laissa subsister les lois appliquées par les Gallo-Romains, une sorte de dualisme se créa dans la législation, les barbares suivant les coutumes germaniques et les gallo-romains la loi romaine, c'est ce que l'on a appelé le système de la personnalité des lois².

Un roi visigoth, voulant faciliter pour ses sujets gallo-romains l'application du code Théodosien, ordonna la rédaction d'une compilation qui porte son nom, le Bréviaire d'Alaric ou Bréviaire d'Anian³.

Ce dualisme, d'ailleurs, s'atténua surtout après la conversion de Reccarède au catholicisme en 589 avant le 3^e Concile de Tolède⁴. Notons en passant qu'à partir de cette date le caractère de ces assemblées se modifie ; elles cessent d'être purement religieuses, deviennent des moyens de gouvernement ; certains ont vu en elles l'origine des « Cortes » qui, un peu plus tard, jouèrent un rôle législatif si important⁵.

1. DOM VAISSETTE, T. I, p. 636.

2. BROCA Y AMELL, ouv. cité, p. 4.

3. DOM VAISSETTE, T. I, p. 102 et suiv.

4. DOM VAISSETTE, T. I, p. 527.

5. ESMEIN, *Histoire du droit*, p. 111 (1892).

Le droit romain se maintint malgré la tentative de divers monarques successeurs d'Alaric qui, vers le milieu du VII^e siècle, essayèrent d'en interdire l'usage ¹.

Quant à la législation visigothique, elle est contenue dans le « *Forum Judicum* » ou « *Fuero Juzgo* ». Guizot a constaté combien le peuple auquel s'adressait ce code était romanisé ² et l'on a pu dire que dans le « *Forum Judicum* » « on sent à chaque pas le triomphe de la civilisation romaine et du clergé sur les institutions germaniques ³ ».

Après le droit visigothique, le droit franc exerça son action ; sans doute les Francs permirent aux Visigoths de conserver leur législation, mais il est certain que le *Forum Judicum* ne resta pas seul en vigueur ⁴.

Charlemagne organisa la Marche d'Espagne ⁵ ; elle devint plus tard la principauté de Catalogne tout comme les comtes héréditaires de Barcelone furent les successeurs des administrateurs installés par ce monarque dans le pays. En effet, lorsque l'empereur eut laissé la direction de son empire à des mains trop faibles, ceux qui avaient reçu des titres ou des bénéfices temporaires, les gardèrent comme un patrimoine propre. Cet amoindrissement de l'autorité des rois francs favorisa la puissance naissante des comtes de Barcelone ; ils se contentèrent d'abord d'être les premiers parmi les seigneurs catalans, puis, aidés par la position avantageuse de Barcelone, par le souvenir de

1. DOM VAISSETTE, T. I, p. 529.

2. BRUTAILS, *Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen-Age*, Introduction, II^e partie.

3. DE ROZIÈRES, *Formules Visigothiques*, (Cité par BRUTAILS.)

4. BRUTAILS, ouv. cité.

5. Ci-dessus, p. 16.

la puissance et de la domination franque installée dans cette ville, leur ambition et leurs succès assurèrent le triomphe de leur autorité¹.

Un membre de la famille de Barcelone, Borrel, repoussa sans le secours des monarques francs une invasion des sarrasins et reprit la capitale tombée en leur pouvoir² ; le prestige de la maison s'en trouva encore accru.

La féodalité naquit ainsi de la faiblesse des monarques successeurs de Charlemagne, de la désorganisation de toutes les institutions politiques et du morcellement du pouvoir central. Le délégué du roi, le comte, abusant de l'éloignement de ce dernier s'attribua sur sa terre les droits de souveraineté ; les vassaux du comte cherchèrent à l'imiter au lieu de contester son autorité.

Avec le système féodal s'établissent de nouveaux rapports entre les personnes et entre les biens et se crée une législation correspondant au nouvel état de choses.

Le *Forum Judicum* reste le code officiel, mais il est pratiquement abandonné. Le développement de ce droit nouveau est laissé un peu au hasard ; la jurisprudence des « bayles », les privilèges concédés par les monarques le consacrent ; aussi, malgré des bases communes, il existe une grande diversité dans les coutumes locales³.

Le système féodal a pénétré partout mais avec des nuances, variant suivant chaque région et il semble bien que les hautes vallées pyrénéennes ne subirent pas ce régime aussi vite et d'une manière aussi complète que les états de la plaine⁴.

1. BAUDON DE MONY, ouv. cité, partie préliminaire.

2. PIERRE DE MARCA, *Marca Hispanica*, col 411.

3. BRUTAILS, ouv. cité, Introduction, p. XXX.

4. CASTILLON D'ASPET, ouv. cité, T. I, p. 299.

Nous verrons, en examinant les relations pastorales entre habitants des vallées, un aspect de cette indépendance des peuples pyrénéens groupés en des sortes de républiques de fait ; indépendance qui cependant diminuera et tendra à disparaître à mesure, d'abord, que s'affirme sur les deux versants de la chaîne l'autorité des premiers seigneurs féodaux et que se développe, ensuite, la puissance des monarchies française et espagnole¹.

Il est difficile, nous l'avons vu, de préciser l'époque à laquelle l'Aran fut réuni à la Catalogne ; au moyen-âge on ne se préoccupait guère des frontières naturelles ; « un français pouvait être possesseur de fiefs en Espagne » et un aragonais devenir vassal d'un suzerain languedocien² ».

Que l'Aran soit tombé sous la domination de Ramire I d'Aragon par son mariage avec Gilberge de Foix en 1036, ou sous celle de Raymond Berenguer en 1070³, il est vraisemblable que l'influence des comtes de Barcelone, avant même qu'ils fussent devenus rois d'Aragon (1151), s'était étendue sur les deux versants des Pyrénées et que cette vallée, dans le courant du XI^e siècle, était comprise dans les territoires ultra-pyrénéens soumis à leur suzeraineté.

Or, en 1068, Raymond Berenguer I, comte de Barcelone, ordonna la rédaction des usages en vigueur, et nés au fur et à mesure des besoins. « *Anno 1068 Raimondus Berengarii comes Barcinonensis et Adalmodis ejus uxor cum consilio procerum et judicum provinciae condide-*

1. CAVAILLÈS, *Une Fédération pyrénéenne sous l'ancien régime*. *Revue Historique*, 1910.

2. PASQUIER, art. cité, p. 70.

3. C.-dessus, p. 20 et suiv.

« *runt codicem legum quem vulgo vocant usaticos Barci-*
« *nonenses quo etiamnum utuntur Catalani* ¹. »

Les usages de Barcelone sont à la fois et « la plus ancienne manifestation législative du peuple Catalan ² », et « le premier code de coutumes qui ait paru en Occident ³ ».

Le *Forum Judicum* ne correspondait plus aux besoins de l'époque, son système de répression était trop rigoureux ; il ignorait le régime féodal, la nouvelle organisation de la propriété et les nombreux échelons de la société féodale. Une nouvelle législation s'imposait « pour remédier sur tous ces points à l'insuffisance ou à l'inapplicabilité de la loi visigothe ⁴ ».

Il y aurait trois époques dans la confection des Usages, les 140 premiers articles émaneraient de Raymond Bérenguer et devraient être par conséquent placés entre 1053 et 1071 ; les usages 142 et 143 seraient l'œuvre d'Alphonse I^{er} (1102-1196) et les usages 144 à 170 celle de Jacques le Conquérant (1213-1275) ⁵.

Dans leur ensemble, les Usages de Barcelone ont trait au droit public ; ils tendent à suppléer les lois visigothiques en ce qui concerne le droit féodal, quelques-uns cependant s'occupent de questions de procédure et quelques autres de droit civil.

D'une manière générale on a pu dire que « les « *Usatici* » jouirent dans l'ancienne Septimanie et même dans le « Midi de la France d'une influence considérable non seulement pendant la période féodale mais encore dans la

1. P. DE MARCA, *Marça Hispanica*, col. 456.

2. D'ABADAL et VINYALS, « *Textes de Dret Catala* », Introduction, p. XIII.

3. LAFERRIÈRE, *Hist. du Droit français*, T. I.

4. POUMARÈDE, *ouv. cité*, p. 190-191.

5. MASSOT REYNIER, *Coutume de Perpignan*, p. 5.

« suite ; cette influence ils la devaient non seulement
« aux services rendus à la société féodale par la légis-
« lation précise et opportune qu'ils introduisaient, mais
« encore à la puissance toujours croissante de ses fon-
« dateurs ¹ ».

Immédiatement appliqués dans les domaines du comte, ils furent acceptés peu à peu et plus ou moins rapidement dans le reste de la Catalogne ².

En moins de deux siècles, ils sont adoptés par les divers comtés composant la marche d'Espagne, notamment Urgel et Païllars ³.

En Aran, si nous n'en trouvons pas trace dans les premières confirmations de Privilèges, nous voyons que les « *Ordinaciones Pragmatica y Edictos Reales del Valle de Aran* » s'y réfèrent d'une manière explicite, c'est ainsi que fixant les obligations du gouverneur on y parle du serment qu'il doit prêter, d'observer en même temps que les Privilèges de l'Aran les Constitutions de Catalogne et les Usages de Barcelone ⁴.

D'ailleurs, il s'en faut que les « Usages » aient été imposés d'une manière formelle et même qu'ils tiennent le premier rang dans les législations locales. C'est ainsi que dans le préambule des coutumes de Lerida ⁵ nous voyons qu'en 1228 on invoquait d'abord, les coutumes de la ville, écrites ou non écrites et les ordonnances de police ; en second lieu, les chartes et privilèges accordés par le prince, puis les usages de Barcelone, ensuite les

1. POUMARÈDE, ouv. cité, p. 471.

2. BROCA Y AMELL, ouv. cité, p. 25.

3. BAUDON DE MONY, ouv. cité, Introduction.

4. *Ordinaciones*, p. 108, col. 2.

5. Chef-lieu de la province de même nom dont dépend actuellement l'Aran.

lois gothiques, enfin, les lois romaines. La coutume locale était préférée à tout autre droit ¹. Les monarques cependant avaient le désir de voir s'étendre une législation qui était leur œuvre ; c'est ainsi qu'en 1251, à Barcelone, Jacques I^{er} défend d'appliquer les lois gothiques ou romaines, et le droit canon, là où suffisent la coutume et les Usages de Barcelone ².

Les usages de Barcelone se trouvent dans leur texte original aux archives municipales de Barcelone.

A) *Libro appelé Usatges de Ramon Ferrer*, folios 28-53.

B) *Llibre vert* (XV^e siècle), collection des lois générales de Catalogne et privilèges de Barcelone ; en quatre volumes. Les usages sont dans le volume I, folio 37-48.

C) *Llibre dels privilèges* (XV^e siècle) ³.

Ils ont fait l'objet de nombreuses publications, notamment dans les « *Cortes de Catalunya* » (Tome I), et dans Giraud, *Essai sur l'Histoire du droit civil français au moyen-âge* (Tome II, p. 465-504) ⁴. M. Charles Poumarède en a fait une nouvelle publication suivie d'une étude ⁵.

Au point de vue de l'Histoire du droit catalan, la période qui suit la rédaction des derniers usages sous le règne de Jacques I^{er} le Conquérant (1215) et s'étend jusqu'à la publication de la constitution de 1599, ne fut pas moins importante.

Pendant toute cette époque se développe le système des « *Cortes* » source législative abondante. A partir du règne de Jacques I^{er}, apparaissent ces Assemblées qui rappellent les réunions du Conseil du roi, tel qu'il se

1. ALART, *Privilèges et titres*, p. 113, note 1.

2. *Cortes de Catalunya*, T. I, p. 138.

3. BROCA, *Historia del Derecho de Catalunya*, p. 187.

4. BROCA, *Historia del Derecho de Catalunya*, p. 182.

5. POUMARÈDE, *ouv. cité*,

réunissait antérieurement¹, mais un Conseil plus vaste et plus important tant par le nombre et la qualité de ses membres, que par les questions qu'il était appelé à traiter.

Elles étaient convoquées aussi bien à Barcelone que dans toute autre lieu.

Dans les *Cortes* réunies à Lerida en 1214 figurent pour la première fois les représentants des villes².

Mais la représentation populaire, au début du moins, n'eut pas constante dans ces assemblées, nous n'en trouvons pas trace dans les *Cortes* de Vilafranca del Panadès en 1218³ ; ni dans celles réunies à Tarragone la même année⁴, cette représentation finit cependant par être habituelle.

Les *Cortes* étaient convoquées par le Roi-Comte et étaient formées de trois groupements appelés « bras », l'ecclésiastique, le militaire ou de la noblesse, et le populaire. Ils délibéraient et décidaient séparément ; les accords approuvés par les trois « *brazos* », et sanctionnés par le monarque, qui prêtait serment de les conserver, étaient placés dans un volume : le « *Procès de la Cort* »⁵.

Ces accords s'appelaient « *Constituciones* » quand le roi les avait proposés, et « *Capitols de Cort* » s'ils étaient lus à l'initiative de l'un des trois « *brazos* ». Enfin on nommait « *Actes de Cort* » les privilèges et concessions faites par le monarque à la demande des délégués ; le terme de « *Constituciones* » a fini par embrasser toutes les dispositions légales créées par les *Cortes*.

1. BROCA, ouv. cité, p. 257.

2. *Cortes de Catalunya*, T. I, p. 90-95.

3. *Cortes de Catalunya*, T. I, p. 95.

4. *Cortes de Catalunya*, T. XII, p. 369.

5. BROCA, ouv. cité, p. 262.

Depuis les *Cortes* de Lerida de 1301, on décida qu'elles se réuniraient tous les trois ans.

Il fut créé une représentation permanente, sous le nom de « *Diputacion ó General* » ou « *Generalidad de Catalunya* ». Elle eut primitivement pour mission de faire exécuter les décisions de l'assemblée, mais elle prit de plus en plus d'importance. C'était elle, notamment, qui recevait le serment de tous les hauts fonctionnaires sur l'observation des Constitutions et autres lois¹.

Les *Cortes* réunies à Barcelone en 1413 demandèrent avec instance au roi Fernand de faire traduire les « *Usages, Constituciones et Capítulos de Cortes* » du latin en Catalan, et de les placer dans un certain ordre².

Cette demande, acceptée par le roi, donna naissance à une constitution qui est à la base de toutes les compilations légales publiées en Catalogne³.

La première fut faite en 1413 ; la traduction des textes a été déposée aux archives de la couronne d'Aragon, elle fut imprimée en 1495, et un certain nombre d'exemplaires ont été répartis entre les Archives d'Aragon et les Archives de Barcelone³.

La seconde compilation, réclamée à nouveau par les *Cortes* de Monzon en 1585, fut faite en 1586 et 1587 et imprimée en trois volumes à Barcelone en 1588 et 1589.

L'Académie royale d'Histoire a publié 26 tomes des « *Cortes de los Antiguos, reinos de Aragon y de Valencia y principado de Cataluña — Cortes de Cataluña*. Il faut noter qu'un certain nombre d'omissions ont été faites notamment dans les tomes 1 à 4 ; omissions répa-

1. BROCA, OUV. cité, p. 375.

2. *Cortes de Cataluna*, T. XI, p. 281.

3. BROCA, p. 377.

rées, en partie, dans les tomes XII et XV, et les *Cortes* qui n'y figurent pas sont ou seront insérées dans des suppléments.

Les « Constitutions » de Catalogne s'appliquèrent dans la Vallée, au même titre que les Privilèges accordés par divers monarques aux Aranais.

Les « *Ordinaciones, Pragmatica, y Edictos reales del Valle de Aran* », que nous avons déjà eu l'occasion de citer, et que nous analysons un peu plus loin, se divisent en deux parties, dont la première concerne essentiellement l'organisation administrative du pays, et la seconde le droit pénal qui y était en vigueur : dans bien des chapitres de ce document, on se réfère aux « *Constituciones* ». Ainsi il est précisé que le syndic de la Vallée, en même temps qu'il veille à l'observation des Privilèges doit tenir la main à ce que les Constitutions de Catalogne soient respectées¹. Le Gouverneur prêtait serment d'une façon solennelle de ne pas enfreindre ou méconnaître « les Privilèges, Usages, Coutumes et libertés de la vallée d'Aran, les Constitutions de Catalogne et les Usages de Barcelone »².

La même obligation était imposée au notaire, aux « bayles », aux « *jueces de tabla* »³.

Dans le préambule de la *Pragmatica*, il est dit que lorsqu'ils fut question d'imposer aux Aranais les diverses peines qui y sont prévues, le Conseil de la Vallée consentit à ce qu'on lui notifiât les Constitutions de Catalogne et les peines imposées par ces dernières. Les délégués de l'Aran demandèrent et obtinrent cependant du

1. *Ordinaciones*, p. 132, col. 2.

2. *Ordinaciones*, p. 108, col. 2.

3. *Ordinaciones*, p. 116, 119, 142.

« *Visitador Real* » qu'un adoucissement soit apporté à certaines de ces peines ¹.

La même *Pragmatica* dans son chapitre V se réfère à la Constitution faite par les « *Cortes* » de 1510, chapitre 32 et dans celles de 1542 ².

Il en est de même dans le chapitre X où on rapporte la Constitution de Catalogne « qui commence par ces mots : « *Com instigat* » ³.

Dans le chapitre XIII il est spécifié que, en principe, « les Constitutions générales, Chapitres et Actes de Cour « obligent et s'appliquent à tous les habitants de la Vallée « sans qu'il soit nécessaire de procéder à une autre publication » ⁴. Enfin, dans le chapitre final de la *Pragmatica*, nous lisons : « Attendu que la présente *Pragmatica* « et ses chapitres ne contient autre chose que ce qui était « décidé et ordonné dans les Constitutions et « *Pragmaticas Reales* » de la Principauté de Catalogne, lesquelles, « sans la présente publication, liaient tous les habitants de « la Vallée... » ⁵.

Comme on le voit, tout en codifiant le droit pénal Aranaïs, le représentant du roi tient à ne pas laisser prescrire l'autorité du prince ni celle de la législation de Catalogne.

Resterait à fixer l'époque à laquelle cette législation pénétra en Aran : on ne peut le faire d'une manière précise, ce fut vraisemblablement après 1313, puisque la « *Querimonia* » n'y fait pas encore allusion.

Dans les documents les plus récents et notamment dans

1. *Ordinaciones*, p. 185.

2. *Ordinaciones*, p. 198.

3. *Ordinaciones*, p. 201.

4. *Ordinaciones*, p. 203. Voir aussi les chap. XIV, XVI, XVII, XVIII, XIX,

5. *Ordinaciones*, p. 218 et 219.

les « *Ordinaciones* », il n'est question, à côté des coutumes de la Vallée, que des Constitutions de Catalogne et des Usages de Barcelone. Jamais on ne parle de la législation ou des coutumes d'Aragon.

Et quand cela est nécessaire, les Aranais se défendent même énergiquement d'avoir à subir en quoi que ce soit la loi d'Aragon.

Cependant dans l'un des plus anciens monuments juridiques de la Vallée, la supplique de 1298, il est fait mention à deux reprises des usages ou « *fueros* » d'Aragon auxquels on se réfère¹ ; mais ce sera le seul exemple où l'on constate un lien avec la législation de l'Aragon. Il ne faut pas d'ailleurs oublier que depuis 1151, date du mariage de Pétronille fille de Ramire II d'Aragon avec Raimond Berenguer IV comte de Barcelone, l'Aragon est réuni au comté de Barcelone² et que, avec la puissance des comtes de Barcelone devenus rois d'Aragon, grandit l'autorité et l'influence des Usages de Barcelone, puis des Constitutions de Catalogne.

§ 2. — ANTIQUES PRIVILÈGES DE L'ARAN

La vallée d'Aran possédait des privilèges tant en ce qui concerne l'administration qu'en matière civile, pénale et ecclésiastique, privilèges accordés et ratifiés par les souverains d'Aragon, Catalogne et de Castille.

Depuis quelle date avait-elle des lois écrites, il est difficile de le préciser ; Francisco de Gracia dans la « *Relacion* » qui précède les *Ordonaciones* note que l'Aragon

1. VALLS TABERNER, Documenti V, § VII et VIII, p. 13.

2. Cf-dessus, p. 21.

eut pour la première fois en 1247 une sorte de compilation de ses coutumes ou *fueros*, qui fut faite sur l'ordre du roi Jacques I^{er} dans les *Cortes* réunies à Huesca et il ajoute que très probablement l'Aran ne fut pas plus favorisé ¹.

Quoi qu'il en soit de la date à laquelle les Privilèges de la Vallée d'Aran furent rédigés, il est incontestable qu'ils étaient en usage depuis une date très ancienne et en tout cas très antérieure à celle à laquelle ils furent écrits ; c'est ce qui ressort du texte même des premières rédactions ou confirmations.

Documents antérieurs aux « Ordinaciones ».

Les privilèges de l'Aran, rédigés en latin (originaux ou copies authentiques), se trouvent soit aux archives de la Vallée, conservées dans la sacristie de l'église paroissiale de Viella, soit aux archives de la couronne d'Aragon.

La plupart furent traduits en Catalan, et publiés en un volume actuellement très rare et que nous n'avons pu consulter, sous le titre suivant : « *Privilèges Franqueses y libertats, concedides per los sereniss. Reis de Arago à la Vall de Aran, del Principat de Catalunya, y a les Universitats y singulars de Aquella, ab les concordies que fan en son favor Traduydes de Llatí en Catala Any Imatge de la Verge del Roser* » 1640. *En Barcelona per Sebast — y Jaume Matheval.* »

M. J. Bertran y Musitu ² en a donné la traduction de quelques-uns en espagnol, et M. Mondon ³ en français ; l'un et l'autre se sont servis de l'édition de 1640,

1. *Ordinaciones*, p. 3.

2. BERTRAN Y MUSITU, ouv. cité, Appendices.

3. MONDON, *Revue de Comminges*, 1912-1913,

Enfin, le texte latin original de ces privilèges se trouve dans la collection de « *Textes de dret Catala* » publiée sous le patronage de la « *Diputacion Provincial* » de Barcelone par Ferran Valls Taberner : *Privilegis i Ordinacions de les Valls Pirinenques — I Vall d'Aran* ¹.

Après une introduction historique, les Privilèges, déclarations et confirmations diverses nous sont donnés dans l'ordre chronologique.

Ces textes sont au nombre de quarante-six ; en voici l'énumération avec les remarques que comportent les plus importants d'entre eux, tels que ceux de 1298, de 1313 et de 1352.

Documents I, II, et III ². — Dans les privilèges I, II et III qui furent accordés le 23 juillet 1265 et sont datés de la Vallée d'Aran, le roi Jacques I^{er} ³ prend les Aranais sous sa protection, leur garantit pleine et entière sécurité dans tous ses domaines, leur concède l'usage de la monnaie « *jaquesa* » et ordonne aux gens de Ribagorza et Pallars ⁴ de recevoir sans leur faire aucun tort, les Aranais chez eux.

Document IV et V ⁵. — Le 30 juillet 1298, le lieutenant du roi de Majorque alors sequestre de la vallée promet aux Aranais la confirmation de leurs privilèges.

Et le 5 novembre suivant (1298) les représentants qualifiés demandent et obtiennent que cette promesse soit tenue ; nous aurons à reprendre le contenu de cet important document.

1. *Barcelona, Imprempta de Caritat*, 1915.

2. VALLS TABERNER, ouv. cité, p. 1 à 8.

3. Ci-dessus, Chapitre I.

4. Vallées espagnoles au sud de la chaîne, voisines de la Vallée d'Aran.

5. VALLS TABERNER, p. II, Appendice III.

Notons qu'à cette même époque eut lieu la rédaction d'une partie des usages de Barcelone qui constituent une sorte de charte du droit féodal. Or, nous le verrons, le texte de 1298 reconnaît aux Aranais le droit d'user des pâturages, des eaux, des bois, des mines, de vendre maisons, vignes, etc... sans aucune entrave de la part du « seigneur » qui ne peut prélever ni droits, ni péages.

Sans doute, il existe une sorte de contre-partie à ces avantages, au profit du roi ; chaque maison doit lui fournir une mesure de blé ; les hommes devront le suivre à la guerre, et il reste entendu qu'il pourra être établi des droits et péages sur les étrangers.

On ne peut cependant que remarquer le caractère libéral du privilège de 1298. Notons aussi que ce privilège n'est que la confirmation d'usages et d'immunités anciennes.

Document VI ¹. — En 1310, tandis que le roi de Majorque remplissait encore ses fonctions de sequestre, son délégué Pierre de Castel établit diverses ordonnances que nous verrons aussi ultérieurement.

Certaines ont été reprises dans le Préambule des *Ordinaciones* ².

Document VII ³. — Le 22 septembre 1313, Jacques II accorda aux Aranais la plus importante concession de Privilèges qui est restée sous le nom de « *Querimonia* ».

Ici également il est question de libertés, franchises et immunités respectées antérieurement par les prédécesseurs du monarque.

La date à laquelle le Privilège de la *Querimonia* fut

1. VALLS TABERNER, p. 15 et suiv.

2. *Ordinaciones*, p. 5.

3. Appendice IV.

donné est certaine ; celle de la rédaction de cette compilation est plus douteuse.

Nous avons vu qu'en 1298 une supplique fut présentée au roi de Majorque, plusieurs chapitres de ce document se retrouvent dans la *Querimonia* ; il résulte de ce rapprochement ou bien que lors de la rédaction de cette dernière, on se servit du document de 1298, ou alors que celui-ci fut tiré d'une compilation déjà existante en 1298¹. Ce qui est certain, c'est que les usages dont il est question existaient depuis fort longtemps dans la vallée ; mais il n'est pas impossible de supposer à la *Querimonia* une date sensiblement antérieure à 1298, de la faire remonter à l'époque de Jacques I^{er} le Conquérant (1213-1276) et, de ce fait, à l'époque même de la rédaction d'une partie importante des Usages de Barcelone.

Placée à cette date la confirmation des coutumes du Val d'Aran met en opposition, nous l'avons remarqué, le caractère libéral de ces dernières avec le caractère féodal des Usages.

Quoi qu'il en soit de la date à laquelle a été rédigé le document confirmé en 1313, nous lui conserverons le nom de *Querimonia*.

Pour la *Querimonia* comme pour le privilège de 1298, le procédé employé est le même ; un certain nombre de notables de la Vallée présente au roi une liste de libertés, franchises, immunités dont jouit leur pays et le prient « *humildemente suplicando* », au nom de leurs mandants de les confirmer ; cédant à cette requête, le monarque après les avoir vus et examinés en son conseil ratifie les chapitres présentés.

1. BERTRAN Y MUSITU, p. 37.

Les vingt-deux articles composant la « *Querimonia* » furent confirmés à Lérida le 22 septembre 1313 ; ils furent confirmés à nouveau par Alphonse III (IV d'Aragon) à Saragosse le 15 mai 1328¹.

Le document VIII est une ordonnance fixant les divers salaires que peut percevoir le greffier de la vallée.

Le document IX (Barcelone, 2 septembre 1315) précise le précédent, et interdit certains abus notamment celui qui consiste à faire payer, dans des affaires de peu d'importance, l'intégralité des frais alors que les personnes citées ne sont pas condamnées.

Document X. — Le 11 février 1316, Jacques II décide que les procès pourront avoir lieu tous les huit jours le vendredi à Castel Léon ; il indique qui ne doit pas être procureur dans un procès, il dit aussi qu'il y aura un greffier dans chaque « *baylie* », et un autre auprès du châtelain de Castel Léon. Enfin, il stipule que lorsqu'on plaide sur le paiement d'une créance la présentation du titre suffit à moins qu'on ne prouve sa fausseté ou le paiement de la dette.

Document XI. — Le 29 mars 1317 à Barcelone, Jacques II confirme le chapitre XX de la *Querimonia*, le contenu de la déclaration du 30 septembre 1314, et de celle du 2 septembre 1315.

Document XII du 28 juin 1320. — Confirmation nouvelle du chapitre XX de la *Querimonia*.

Document XIII. — Le 3 novembre 1322 ce même Jacques II ordonne que les Aranais ne soient pas cités en justice le jour où ils s'approvisionnent en commun de bois, comme aussi le jour où ils font leurs récoltes.

1. VALLS TABERNER, Document XIV, p. 46.

Document XIV. — Alphonse III, le 15 mai 1328, à Saragosse confirme la *Querimonia*.

Document XV. — Le même jour il confirme les documents de 1316 (X), 1320 (XII) et 1322 (XIII) et la déclaration faite par Jacques II en 1317 (XI).

Document XVI du 15 mai 1328. — Alphonse III confirme la déclaration de Jacques II en 1317 (XI).

Document XVII. — Le 11 juin 1328, Alphonse III étend aux biens meubles les franchises dont les Aranais jouissent pour leurs immeubles (en vertu de la *Querimonia*).

Document XVIII. — A la même date il ordonne au châtelain et au juge de prêter serment à leur entrée en fonctions, qu'ils observeront les libertés, franchises et privilèges de la Vallée.

Document XIX. — Au 8 avril 1329. — Déclaration sur le document de Jacques II de 1320 (XII) relative à un chapitre de la *Querimonia*.

Document XX. — Le 8 février 1331, Alphonse III promet aux hommes de l'Aran de ne jamais séparer la Vallée ou partie d'elle des possessions de la couronne d'Aragon. Cette promesse avait déjà été faite par Jacques II dans le chapitre final de la *Querimonia*.

Document XXI. — Pierre III confirme la coutume en vertu de laquelle les Aranais peuvent fixer le prix des denrées (pain, vin, viande, huile, etc...).

Document XXII. — Confirmation de tous les privilèges de la Vallée par Pierre III à Lérida le 11 juillet 1336.

Document XXIII. — Le 13 juillet 1336, le même monarque ordonne que le procureur royal ou son suppléant, quand ils prennent possession de leur charge, s'engagent à tenir une table de justice tous les trois ans selon les Constitutions de Catalogne.

Document XXIV. — Du 17 décembre 1337 à Valencé. — Pierre III décide à la demande des Aranaïs que lorsque un animal cause un dommage, on doit remettre la bête à la victime ou à son héritier.

Document XXV. — Les Aranaïs pourront saisir les biens de ceux qui leur porteront préjudice et les conserver tant que le dommage n'aura pas été réparé.

Document XXVI. — Sur la façon de mesurer le blé.

*Document XXVII*¹. — Le 26 juin 1352 à Lérída, Pierre III donne une très importante confirmation de vieilles coutumes concernant le droit privé.

Avant de procéder à cette confirmation, le monarque fit faire une enquête par le châtelain de Castel Léon pour se rendre compte de l'existence de ces coutumes.

Dans l'édition des *Privilejos y franquexas* de 1640, ce document figure avec la mention « Confirmation de coutumes sur les successions ».

Il y est en effet question du droit successoral en vigueur dans la Vallée.

Document XXVIII. — Le roi ayant envoyé en Aran un certain Pons d'Altariba pour le renseigner sur les usages, et celui-ci ayant donné une interprétation de ceux-ci que les Aranaïs estimaient fausse, ils s'adressèrent à Pierre III pour protester et le monarque déclare, notamment, que les habitants ont la libre disposition des montagnes et des pâturages, que le « *Galtin* » de blé est dû par foyer et même par foyer vraiment habité ; et il confirme, pour le surplus, tous les privilèges.

Document XXIX. — Confirmation par Pierre III du privilège qu'il avait lui-même accordé en 1336 (XXIII).

1. VALLS TABERNER, p. 81. Appendice V.

Document XXX. — Le 21 octobre 1381, Pierre III promet à nouveau ce qu'avaient déjà promis Jacques II et Alphonse III, à savoir que jamais l'Aran ne devrait être séparé de la Couronne d'Aragon, Principauté de Catalogne et comté de Barcelone.

Document XXXI. — Confirmation d'un Privilège accordé par Jacques I^{er} (Doc. I).

Document XXXII. — Le 1^{er} mars 1387. Jean I^{er} accorde aux Aranais le droit de tenir une foire annuelle de huit jours qui aura lieu à partir du mardi de Pâques, et il promet sa protection spéciale à ceux qui y participeront.

Document XXXIII. — Le roi établit quelques règles concernant les notaires et les titulaires d'offices.

Document XXXIV. — Toujours le 1^{er} mars 1387 il renouvela la promesse de Pierre III (Doc. XXX).

Document XXXV. — Les Aranais seront exempts, dans l'ensemble des domaines de la couronne d'un certain nombre de droits.

Document XXXVI. — Jean I^{er} confirme le document d'Alphonse III de 1329 (XIX).

Document XXXVII. — Le même monarque stipule que dans le Conseil Général de la Vallée, les décisions sont prises en cas de discussion à la majorité des voix.

Document XXXVIII. — Martin I^{er} confirme le 17 mai 1399 divers privilèges antérieurs.

Document XXXIX. — Le 17 mai 1399 Martin I^{er} concède aux Aranais le droit de se réunir pour choisir des syndics ou procureurs qui défendraient leurs privilèges.

Document XL. — Sur la vérification des poids et mesures.

Document XLI. — Confirmation par Fernand I^{er} des privilèges antérieurs, le 28 avril 1414.

Document XLII. — Nouvelle confirmation du 28 août 1420.

Document XLIII. — En l'absence du juge ou du greffier, les Aranais pourront leur nommer un suppléant.

Document XLIV. — Le roi Alphonse IV confirme le document précédent.

Document XLV. — Jean II décide que les Aranais éliront chaque année neuf conseillers, trois par terçon qui pourront, dans des réunions avec les consuls de terçons, s'occuper de questions jusque là réservées au Conseil Général.

Document XLVI. — Le 21 décembre 1496, Fernand II confirme les privilèges de la Vallée.

Viennent ensuite les quatre appendices.

Appendice I. — Nomination faite par Jacques II le 18 août 1313 de Guillaume de Castelnou aux fonctions de « bayle » et « administrateur général » de l'Aran, et détermination des attributions de sa charge.

Appendice II. — Approbation par Pierre III en 1381 des traités de paix et concordes faits entre les Aranais et le comte Aimerich de Comminges, représentant les comtes de Comminges et d'Armagnac.

Appendice III. — Approbation le 15 avril 1387 par Jean I^{er}, d'un accord intervenu entre les Aranais et le comte de Pallars.

Appendice IV. — Approbation par Jean II le 8 octobre 1471, d'un traité intervenu entre Aranais et Commingeois.

Tels sont les documents sur l'Aran publiés par M. Valls Taberner.

Des confirmations postérieures de ces privilèges furent faites, notamment par Charles I^{er} le 16 juin 1519, par Phi-

lippe I^{er} (II de Castille) le 24 décembre 1585, par Philippe II (III de Castille) le 30 juin 1599¹.

En 1616 paraît un nouveau texte d'une importance capitale pour l'Aran.

Ordinaciones, Pragmatica y Edictos Reales Del Valle de Aran.

Les « *Ordinationes, Pragmatica y Edictos Reales del Valle de Aran* » furent rédigées en 1616 par le « *Doctor* » Juan Francisco de Gracia alors « *assessor* » de Ribagorza et enquêteur royal dans la Vallée pour le compte de Philippe III de Castille (II d'Aragor).

L'ouvrage qui contient cette compilation, se compose d'un prologue² où le *Visitador Real* se livre à quelques considérations historiques sur le passé du Val d'Aran et donne quelques généralités sur la nécessité des lois pour conserver l'ordre et la paix entre les sujets de sa Majesté.

Suit un « *Acto de Presentacion*³ » où Francisco de Gracia fait le récit des difficultés qu'il eut pour faire accepter sa mission par les Aranais et la façon dont il s'y prit pour arriver à ses fins.

Viennent après, les « *Ordinaciones* »⁴ proprement dites, qui ont trait à l'organisation administrative et judiciaire de la Vallée.

Les droits que peuvent et doivent prélever les divers magistrats et représentants de l'autorité royale font l'objet d'un chapitre spécial⁵.

Enfin, après un préambule où l'envoyé royal expose

1. BROCA, ouv. cité, p. 330

2. *Ordinaciones*, p. 1 à 59.

3. *Ordinaciones*, p. 59 à 80.

4. *Ordinaciones*, p. 80 à 176.

5. *Ordinaciones*, p. 177 à 181.

les difficultés qu'il eut à surmonter pour mettre un peu d'ordre dans le droit pénal, nous trouvons la « *Pragmatica, Edictos y Pregones reales del Valle de Aran* ¹ » qui rappelle les peines et châtiments en vigueur dans la Catalogne en vertu des « Constitutions » et des « Usages de Barcelone » avec les modifications et atténuations demandées et obtenues par les Aranais.

L'inspection de l'Aran par Francisco de Gracia fut suivie de la publication des « *Ordinaciones* » en 1616, elles furent imprimées à Saragosse en 1618 et rééditées en 1752 à la demande du gouverneur Don Pedro de Santa Maria y Rutic et des représentants de la Vallée ².

Quand Francisco de Gracia présenta ses lettres de créance, on lui répondit que les Aranais attendraient de connaître les ordres du roi, et qu'ils admettraient bien volontiers ce que les « Ordonnances » décideraient en conformité des Privilèges de la Vallée, des Constitutions de Catalogne et des coutumes « auxquelles il ne peut venir à l'idée de sa Majesté de porter atteinte ³ ».

D'ailleurs, les conseillers, parlant au nom de la communauté, tiennent pour certain et acquis que l'Aran dépend de la Catalogne, que ses habitants sont considérés comme Catalans, que les procès sont portés en appel devant la cour de Barcelone, que, par conséquent, la Vallée ne dépend pas de l'Aragon, et que les Aranais ne sauraient être soumis à ses usages et à ses lois, pas plus qu'à la juridiction de la cour royale d'Aragon.

Ils discutèrent les qualités de l'envoyé extraordinaire

1. *Ordinaciones*, p. 185 à 224.

2. *Ordinaciones Pragmática y Edictos Reales del Valle de Aran*. Barcelone, 1752. Imprenta de Francisco Suria.

3. *Ordinaciones*, p. 72.

prétendant que si son excellence « *El Virrey* » d'Aragon mandatait quelqu'un au nom du roi, il devait en fournir la preuve car les délégations de ce genre ne se présument pas. D'ailleurs, et en admettant que cette subdélégation fût régulière, Francisco de Gracia pas plus que le délégué du roi n'aurait le droit de violer les Privilèges et Constitutions de Catalogne ; et, au cas où il le ferait, les décisions prises dans ce sens seraient tenues pour nulles. On rappela également qu'en Catalogne et en vertu de ces mêmes Constitutions, des lois nouvelles ne peuvent être faites en dehors des « *Cortes* » réunies et présidées par le roi en personne ¹.

La théorie soutenue par les notabilités de la vallée était absolument rationnelle et juridique, puisqu'après avoir soulevé la question de compétence ils soutenaient la thèse indiscutable qu'en Catalogne, l'autorité de la coutume l'emporte sur celle de la loi. D'ailleurs la prétention qu'avait Francisco de Gracia d'établir des lois était également réduite à néant puisque en Catalogne, les lois peuvent seulement être faites dans les « *Cortes* » générales.

Le « délégué » jura sur les Evangiles, en présence de deux notaires, de respecter, d'observer et de conserver les Privilèges de la Vallée, les coutumes et usages de Catalogne ; les Aranais l'autorisèrent alors à compléter et développer la législation existante, mais à condition que ce qu'il proposerait fût accepté par la communauté.

Son travail ne pouvait porter que sur quelques dispositions concernant l'administration, le droit pénal ou la procédure ; c'est, en effet, le caractère des « *Ordinaciones* » qui ont trait presque exclusivement à l'organisation admi-

1, *Ordinaciones*, pp. 72 et 73.

nistrative et à la procédure ; de la « *Pragmatica* » et des « *Edictos* » qui s'occupent du droit pénal.

Francisco de Gracia, dans le préambule qu'il écrivit lors de la publication des « *Ordinaciones* », nous dit qu'il demanda aux Aranaïs de donner pouvoir à quelques personnes qui examineraient son travail et les propositions qu'il faisait, propositions qui toutes tendaient à faciliter l'exécution des lois et coutumes en vigueur. C'est ainsi que huit ecclésiastiques connus pour leur savoir et leur honorabilité furent désignés, et après accord avec eux, les « *Ordinaciones* » furent lues au Conseil Général de la Vallée ; elles furent ensuite communiquées aux conseils des six terçons et déposées dans un lieu où chacun put en prendre connaissance, en approuver les articles, faire des observations et proposer des modifications. De nombreuses appréciations furent données, des modifications furent proposées, tant et si bien que dix-huit chapitres nouveaux furent ajoutés¹.

Francisco de Gracia ne put donc toucher à rien d'essentiel dans les usages du Val d'Aran, et le résultat de sa mission fut la confirmation de tous les vieux organismes administratifs et judiciaires de la Vallée. Peu de chose fut modifié ou ajouté aux institutions que le « *visitador real* » releva au cours de son enquête et les quelques nouveautés dont il put obtenir l'acceptation ne furent admises qu'après de longues discussions. L'une des modifications importantes introduite sur son initiative fut la réforme du mode d'élection des titulaires des charges et fonctions publiques ; le système de l'élection proprement dite fut abandonné et remplacé comme nous le verrons par le tirage

1. *Ordinaciones*, p. 74 et 75.

au sort des noms de personnalités déjà choisies comme particulièrement aptes,

*
* *

Les « *Pragmatica, Edictos y Pregones del Valle Aran* » occupent la dernière partie de la compilation de 1616¹.

Elle comprend vingt-six chapitres tous suivis d'une correction.

Dans le Préambule, il nous est expliqué que la mise au point définitive de cette compilation eut lieu le 3 octobre 1616 à Viella au domicile de Franciso de Gracia chez le Révérend Bartholomé de Binos représentant dans la vallée l'Evêque de Comminges.

Ce jour-là, dans une réunion à laquelle assistent les représentants de la Vallée et le « *Visitador Real* » lecture est faite de la *Pragmatica* par le notaire public.

Ce document n'est en somme que la confirmation des peines établies par les constitutions de Catalogne avec une atténuation demandée par les Aranais et accordée par l'envoyé du roi, cette atténuation figure à la fin de chaque chapitre sous la rubrique « *Correcion* ».

*
* *

Diverses autres confirmations² des Privilèges de l'Aran ont eu lieu postérieurement aux « *Ordinaciones* ».

Ils furent confirmés par Charles II le 20 février 1700 et par Philippe V le 28 février 1738 ; ce monarque concéda en outre aux Aranais, divers avantages concernant le commerce avec la France ; ils pouvaient tenir deux foires par an et un marché par semaine à Viella ; ces jours-là, les

1. *Ordinaciones*, p. 185 à 224.

2. *Ordinaciones*, p. 185.

3. BROCA, ouv. cité, p. 330.

Français introduisaient librement marchandises et bétail, les droits étaient seulement prélevés sur ce qui était vendu et restait dans la vallée.

Le 14 octobre 1735, les Aranais sont exemptés de l'obligation d'utiliser le papier timbré dans tous les documents où il était imposé par la loi.

Une confirmation importante fut faite par Ferdinand VI le 10 octobre 1755. Il y est dit que la Vallée dépendant de la Principauté de Catalogne était soumise à l'application des lois générales de la Principauté, pour tout ce qui n'était pas contenu dans ses ordonnances et privilèges.

Enfin de nouvelles confirmations ont été faites par Charles III le 24 octobre 1760, par Charles IV le 10 juillet 1790, et par Ferdinand VII le 1^{er} février 1817¹.

1. BROCA, ouv. cité, p. 330.

CHAPITRE III

Vieille organisation politique de la Vallée

§ 1. — Avant les « *Ordinaciones* »

Les institutions politiques et administratives de la Vallée sont contenues dans les « *Ordinaciones* » de 1616.

Nous avons rappelé les difficultés soulevées par les Aranais lorsque le « *Visitador Real* » voulut établir ses ordonnances et modifier l'état de choses préexistant¹; il dut jurer d'observer les Privilèges de l'Aran, ainsi, d'ailleurs, que les coutumes et usages de Catalogne ; son travail n'est, en somme, que la codification du droit public Aranais avec cependant un certain nombre de modifications et de compléments, parfois importants², dont la nécessité lui était apparue au cours de son enquête.

Les « *Ordinaciones* » nous rapportent, en définitive, la très vieille organisation de l'Aran.

Nous avons cependant, grâce à quelques textes, des renseignements sur l'état des choses antérieur à 1616.

1. Cf-dessus, p. 74.

2. Voir, notamment, le mode d'élection aux principaux « offices » ci-après, p. 96 et suiv.

Il semble que, primitivement, les « *bessins* » ou chefs de famille formaient « *el bessiau* » ou « *vehinat* » qui fut la première forme d'association dans la vallée d'Aran ¹, ils discutaient et réglaient tout ce qui concernait la communauté.

Mais une organisation aussi simple ne put se maintenir très longtemps ; avec l'augmentation de la population les assemblées se composèrent seulement des principaux « *bessins* » qui choisissaient parmi eux des délégués.

Ces réunions des habitants d'un village où se traitent les affaires intéressant la collectivité, et où sont choisis les chefs, ont de grandes analogies avec les « *behetrias* » de Castille : les unes et les autres seraient d'origine Ibère ².

Nous avons vu combien fut grande l'influence romaine dans tout le pays que dominait Lugdunum ; cette influence s'étendit dans les hautes vallées pyrénéennes et donc en Aran ; mais alors que, dans la plaine, les habitants s'assimilèrent presque entièrement les habitudes romaines, les montagnards perdirent beaucoup moins de leur originalité, ils restèrent, avant tout, un peuple de bergers particulièrement attaché à leurs coutumes pastorales ³.

D'ailleurs, l'organisation romaine chez les Convènes n'était pas tellement différente de celle des populations primitives de l'Aran, avec ses décurions choisis parmi les notables et le conseil formé par les consuls.

Mais, à côté de ces administrateurs, de ces magistrats indigènes qui existèrent très certainement de bonne heure, dont le nombre s'accrut et dont les fonctions se précisi-

1. SOLER. ouv. cité, p. 75.

2. OLIVER, *Libro de las Costumbres de Tortosa*, IV, p. 394 (cité par BRUTAILS).

3. CAMPAGNE, ouv. cité.

rent avec le temps, apparurent en Aran les représentants des princes qui, des deux côtés des monts, cherchaient à agrandir leurs domaines et à affermir leur autorité¹.

Il est un fait certain c'est que vers le milieu du XII^e siècle, l'Aran est sous la domination directe de la maison de Barcelone.

Cette introduction d'un pouvoir étranger à la Vallée ne dut se faire que progressivement et non sans opposition et résistance soulevées par ces populations animées d'un vif sentiment d'indépendance.

Le rapprochement entre les divers textes que nous possédons complétés ou éclairés par quelques renseignements tirés de la législation en vigueur en Catalogne, nous permet d'avoir une idée sur l'organisation administrative en vigueur aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles.

Le premier représentant de l'autorité royale en Aran fut le « *bayle* » ; en 1196 Pierre I^{er} concède à Portola de la Moga et à ses successeurs, la « *baylie* » de Garos, cette concession est faite en conformité avec le droit de Barcelone et le nouveau bayle devra exercer ses fonctions comme l'avaient fait ses prédécesseurs². Il fixe les droits qu'il prélèvera, l'assure de son appui et ordonne à tous de lui obéir sous peine d'encourir sa colère et de se voir imposer une forte amende.

1. SOLER, ouv. cité, p. 76.

2. La teneur de ce document dont la date paraît être 1196 et non 1192 comme porte le texte est la suivante :

Manifestum sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, quod ego Petrus Dei gratia rex Aragonum, et comitis Barchinone, do firmiter et concedo tibi Portulano de la Moga et successoribus tuis imperpetuo bajuliam de Garos et de tota incontrata usque ad caput d'Aran, juxta forum Barchinone, sicut tui antecessores firmiter tenuerunt, scilicet XI denarium e XI sestarium de omnibus directis, donis et acquisitionibus nostris, quocumque modo inde provenien-

Le 18 août 1313, Jacques II nomme Guillaume de Castelnou « *bajulus et generalis administrator pro nobis in dicta valle Arannii* ». A la suite de cette nomination, il précise quelles sont les attributions de la charge¹. Le « *bayle* » représente le comte en Aran ; il perçoit les droits qui lui reviennent et les amendes infligées ; sauf lorsque la peine encourue est la mort ou la mutilation d'un membre, il peut remettre la peine ou fixer une composition. Il nomme trois « *bayles* » qui résideront « *in tribus locis dicte vallis in quibus est antiquitus assuetum* » ; ces localités étaient, très certainement, les chefs-lieux des trois « *terçons* » primitifs. Ces sous-administrateurs dépendent de lui et lui-même dépend du roi.

Il semble, en somme, qu'à partir du XIII^e siècle il y eut un « *bayle* » ou administrateur général pour la Vallée, et un « *bayle* » ou sous-administrateur par terçon.

Nous retrouverons dans les « *Ordinaciones* » des « *bayles* » représentant du gouverneur dans les « *terçons* »².

A défaut de précisions plus grandes sur le « *bayle* » aronais, nous savons ce qu'était le « *bayle* » ce qu'il représentait selon la coutume et les usages de Barcelone auxquels nous renvoie le texte précité de 1196.

La « *bajulia* » paraît désigner un mode particulier de possession ; il semble que ce soit le droit d'administration

tibus, et lezdam de mercato de Salardu; et recipio personam et omnia tua bona, mobilia et immobilia, sub protectione et deffensione me ac custodia speciali. Quicumque autem bajuliam istam in aliquo contradiceret iram et indignationem nostram prorsus incurreret et pro solo ausu mille solidos nobis emendaret et dampnum in duplum tibi restitueret.

(*Arxiu de la Corona d'Aragon*, Registre 2192, f. 141.)

Cité par VALLS TABERNER, Introduction, p. XII, note 2.

1. VALLS TABERNER, Appendice I, p. 159 et suiv.

2. Ci-après, p. 95.

directe sans intermédiaire¹. Le « bayle » serait une sorte de bas seigneur que M. Brutails² met sur le même pied que le châtelain. Pour Alart³, c'était un officier du comte ou du seigneur chargé de l'administration de leurs domaines ou de leurs revenus. C'est en outre un magistrat dont la juridiction s'étend sur toute la « baylie ».

Toujours d'après les usages de Barcelone, le « bayle » déléguait parfois ses pouvoirs à divers agents au « sagio », par exemple, sorte d'huissier chargé de l'exécution des sentences⁴.

La baylie était-elle ou n'était-elle pas héréditaire ? Il semble que non, du moins en Aran.

En 1313 un bayle était nommé ; or, à des dates très rapprochées nous voyons que le roi procède à de nouvelles nominations, le 13 janvier 1315 Ramon Valdevell, le 29 novembre 1316 Arnau de Miralles, le 14 avril 1318⁵ Jaume Toroella et le 3 décembre 1325 Pera de Canyelles sont appelés aux fonctions de « bayles ».

L'une des marques de l'autorité des princes en Aran était leur droit de prélever — par l'intermédiaire du bayle — un tribut annuel fourni par chaque maison. Dans le document de 1198, nous lisons que les Aranaïs promirent « *reddere et persolvere domino regi unum sestarium frumenti de qualibet domo seu ospitio villarum predictarum de Aranno, semel singulis annis prout alias est et fuit consuetum ad persolvendum temporibus retroactis* »⁶.

1. DOM VAISSETTE, T. VII, p. 197.

2. BRUTAILS, ouv. cité, p. 222.

3. ALART, *Notices historiques*, T. I. p. 235, cité par BRUTAILS.

4. POUMARÈDE, *Usages de Barcelone*, p. 379.

5. VALLS TABERNER, p. 161, note 1.

6. VALLS TABERNER, Document V, § XII, p. 14.

Le tribut annuel était fourni en blé et se composait d'un « *sister* », ou « *galin* », vieille mesure Aranaise d'environ vingt litres.

Les monarques essayèrent d'alourdir le tribut et les Aranais font préciser, en 1358, que le « *sister* » ou « *galin del rey* » n'est dû que par feu, par maison réellement habitée : ce qui est reconnu par Pierre III le 19 mars 1358¹. Ils prennent soin en tout cas d'en rappeler l'existence².

De même les Aranais devaient suivre le roi à l'armée s'il faisait appel à eux, aux frais du monarque lorsque le déplacement était supérieur à une journée³.

Cette obligation est rappelée dans la *Quérimonia*⁴.

Cependant, eu égard à la situation géographique de la Vallée, entourée de puissants seigneurs susceptibles de lui causer de grands dommages, le roi Jean I^{er} dispense les Aranais de suivre les prescriptions de l'Usage « *Princeps namque* »⁵ qui ordonne à la population de le suivre à la guerre, lorsque un conflit surgira avec les seigneurs gascons, voisins de l'Aran.

Enfin, il pouvait percevoir des droits, établir des péages sur les marchands étrangers⁶, alors que les Aranais étaient exempts de tout tribut ou droit quelconque⁷.

Le 41 juin 1328 dans un privilège daté de Lérida, le roi Alphonse III, ordonne à son lieutenant dans la Vallée

1. VALLS TABERNER, Document XXVIII, p. 85.

2. VALLS TABERNER, Document XVII, p. 63.

3. VALLS TABERNER, Document V, § XIII, p. 14, ci-après Appendice III.

4. VALLS TABERNER, Document VII, § VI, p. 26, ci-après Appendice III.

5. POUMARÈDE ouv. cité, p. 68, et VALLS TABERNER, Document XXXV, § 2, p. 124.

6. VALLS TABERNER, Document V, § XIV, p. 14.

7. VALLS TABERNER, Document XXXV, p. 123.

« *castellano Castri Leonis* » de prêter serment à son entrée en fonctions, qu'il observerait les privilèges, libertés et franchises de l'Aran ¹.

Dans un texte du 12 juillet 1336 ², nous voyons apparaître un procureur royal auquel Pierre III ordonne de jurer qu'il tiendra tous les trois ans une « *tabla de justicia* ».

Jean I^{er} dans les instructions qu'il donne de Barcelone le 1^{er} mars 1387, précise que les notaires doivent être originaires de la Vallée, y résider, ne pas déplacer leurs écritures et fournir caution entre les mains du procureur royal ³.

Nous voyons une fois de plus, dans ce document que tous les titulaires d'offices doivent prêter serment sur les Evangiles, de se conformer aux constitutions générales de Catalogne et aux libertés, coutumes et usages de la Vallée.

C'est que, si, petit à petit, l'autorité royale s'affirme et se développe, ce n'est pas sans « composer » avec « *l'universitat* » avec cette collectivité Aranaise qui conserve jalousement la tradition d'un long passé d'indépendance.

Quand en 1310, le représentant du roi de Majorque voulut établir quelques réformes, il réunit les « *vecinos* » au sanctuaire de Mitg-Aran, et leur demanda s'ils accepteraient les réformes en question ⁴.

La *Querimonia* (chapitre XVII) ⁵ reconnaît aux habitants le droit de se réunir pour discuter des affaires de la Val-

1. VALLS TALBERNER, Document XVIII, p. 64.

2. VALLS TABERNER, Document XXIII, p. 75.

3. VALLS TABERNER, Document XXXIII, p. 109 et 110.

4. VALLS TABERNER, Document VI, p. 17.

5. VALLS TABERNER, p. 31, ci-après Appendice IV.

lée. C'est l' « *universidad* » qui nomme les notaires et les huissiers — « *sagiones* » — (Chap. XI)¹. Le châtelain n'a même pas à prendre position dans la répression ou la réparation des délits à moins qu'ils ne soient particulièrement graves (chap. XX). D'ailleurs, et d'une manière générale, les consuls et « *prohombres* »² interviennent chaque fois qu'un conflit s'élève entre Aranais et jouent le rôle d'arbitre (chap. XII) même en matière pénale (chap. XIII).

Le 22 mars 1396³ le même monarque décide que, lorsque une discussion survient au sein du Conseil Général de la Vallée, la décision doit être prise à la majorité, cela pour éviter les conflits qui se produisaient en cas de désaccord.

C'est la première fois que nous trouvons mentionnée l'existence de cet organisme dont nous verrons l'importance d'après les *Ordinactones*.

Dans un privilège du 17 mai 1399⁴, Martin I accorde aux Aranais le droit de nommer des syndics et procureurs pour défendre leurs privilèges.

Et le 27 mai 1422⁵, la reine Marie s'adressant « au fidèle Jacob Clergue », nommé Capitaine de Castel Léon et de la Vallée lui fait savoir que les Aranais pourront en l'absence du juge ou du greffier, leur nommer des substituts.

Enfin, les « *Consules y prohombres de dicha Universidad* » étaient de tout temps en possession du droit très

1. VALLS TABERNER, p. 29.

2. Le texte latin dit « *proceres hominum* ».

3. VALLS TABERNER, Document XXVII, p. 130.

4. VALLS TABERNER, Document XXXIX, p. 140.

5. VALLS TABERNER, Document XLIII, p. 150.

important de faire des accords de paix avec leurs voisins des deux versants de la chaîne.

Ce droit leur est reconnu dans la *Querimonia* (chap. XIV) : dans ce document, le roi se réserve cependant de dénoncer les accords, s'il le croyait utile, de telle sorte qu'ils fussent considérés comme nuls¹.

Le 7 avril 1381, Pierre III confirme les concordes intervenues entre Aymerich, représentant les comtes d'Armagnac et de Comminges, et les « *consules probos homines et universitatem Vallis Aranni vasallos et subditos nostros* »².

Le 15 avril 1387, Jean I^{er} approuve un accord intervenu entre les Aranais et le comte de Pallars³. Cet accord qui est transcrit dans la confirmation porte sur le maintien de la paix et les peines prévues contre ceux qui la troubleraient ; il contient également des conventions pastorales, des limitations territoriales, notamment au port de Pallars ; il est spécifié qu'au cas de délit, le juge compétent est celui du coupable et que les deites des particuliers restent soumises au droit commun.

Et, comme cet accord venait après une période de luttes entre l'Aran et le comté de Pallars⁴, il contient un pardon général et le règlement de quelques difficultés particulières reliquats de cette guerre (délivrance de prisonniers, etc...)

Enfin, le 8 octobre 1471, Jean II approuve également un traité de paix entre Aranais et Commingeois, dans lequel figurent des représentants de toutes les localités

1. VALLS TABERNER, Document VII, chap. xv, p. 29.

2. VALLS TABERNER, Appendice II, p. 162.

3. VALLS TABERNER, Appendice III, p. 177 et suiv.

4. Citedessus, p. 28.

des vallées de Luchon, du Larboust et autres vallées du Comminges ¹.

Ces accords, ces « *Ligas de Paz* » ont joué un grand rôle dans le passé des vallées pyrénéennes, l'histoire en sera reprise dans un chapitre spécial ².

Nous en arrivons maintenant à l'étude de la compilation de 1616.

§ 2. — **Ordinaciones del Valle de Aran**

D'après les *Ordinaciones*, le territoire de l'Aran était divisé en municipales ou « *universidades* » ou « *llocs* », correspondant aux trente communes de la Vallée ; ces communes étaient anciennement réparties en trois groupements ou « *terçons* » ; plus tard ils se dédoublèrent mais conservèrent néanmoins l'appellation primitive de « *terçon* ».

Le terçon de Viella ³ comprenait les communes de Viella, Gausach, Casau, Betren, Escuniau, Casarill.

Celui d'Arties ⁴, seulement Arties et Garos.

Sous le nom d'Iriza ⁵, étaient groupés Vilàmos, Arres Arro, Benos, Begos.

Sous celui de Puyolo ⁶, Salardu, Tredos, Bazergue, Unya et Gessà.

Sous celui de Marcatoza ⁷ : Vilach, Mont, Montcorbau, Betlan, Aubert, Vila et Arros.

1. VALLS TABERNER, Appendice IV. p. 191.

2. Ci-après, chap. VI.

3. *Ordinaciones*, p. 94, col. 1.

4. *Ordinaciones*, p. 93, col. 2.

5. *Ordinaciones*, p. 95, col. 1.

6. *Ordinaciones*, p. 93, col. 1.

7. *Ordinaciones*, p. 94, col. 1.

Enfin, le terçon de Bosost¹ comprenait, en plus de Bosost, Canejan et Bausen.

Actuellement, il y a deux villages de plus en Aran, Lés, entre Bausen et Bosost, et Las Bordes qui est l'ancien Castel Léon.

L'administration de la Vallée était assurée à la fois par des fonctionnaires nommés par les princes, à qui elle appartenait, et des Aranais choisis parmi les plus aptes et appelés soit à siéger dans des conseils, soit à remplir certaines charges ou fonctions publiques.

Le Gouverneur de la Vallée est, en même temps, le chef de l'administration civile, le chef militaire et le plus haut magistrat de l'Aran. Il a, comme assesseur, le juge ordinaire ; à côté d'eux se trouvent le notaire du tribunal royal et le ou les procureurs royaux. Dans les terçons, l'autorité du gouvernement est représentée par les *Bayles* ou baillis, ayant des lieutenants de « *bayles* » dans chaque localité ; ils remplacent le gouverneur empêché à son audience criminelle et exercent la juridiction de la même manière.

A côté de ces fonctionnaires royaux, qui, avant d'occuper leur charge, prêtent serment de respecter les usages, coutumes de la vallée et le droit de Catalogne, des Assemblées assurent l'administration des affaires publiques ; d'abord le Conseil général qui se compose de conseillers et de « *prohombres* » notables choisis et mandatés un par terçon. Le procureur et syndic général est en quelque sorte l'exécuteur des décisions du Conseil et il gère, en outre, le patrimoine commun sans avoir besoin de consulter l'assemblée, sauf dans les cas où il est prévu que cette dernière doit statuer elle-même. La gestion finan-

1. *Ordinaciones*, p. 95, col. 2.

cière du syndic est vérifiée par les « auditeurs de comptes ».

Enfin, dans chaque terçon existe un conseil composé de membres élus par les notables de l'endroit ; et dans chaque village, des consuls sont chargés de maintenir l'ordre.

§ I. — DES REPRÉSENTANTS DE L'AUTORITÉ ROYALE.

Le Gouverneur.

Le Gouverneur est le représentant de l'autorité royale dans la Vallée ; les « *Ordinaciones* » insistent sur le fait que nommé par le roi il ne tient ses pouvoirs que de lui, aussi bien à son entrée en fonctions que pendant la durée de sa délégation¹.

Mais avant de prendre possession de sa charge, le gouverneur doit se présenter devant les Conseillers et « *prohombres* » dans la chapelle du monastère de Mitg-Aran² et, à genoux devant l'autel de la Vierge, en présence de son prédécesseur, il prête serment d'observer, de conserver et de défendre les Privilèges, Usages, Coutumes et libertés de la Vallée, les Constitutions de Catalogne et les Usages de Barcelone. Il promet, en outre, de rendre ses sentences selon toute équité et de réparer, au besoin, les injustices qui pourraient être commises.

Tous ses biens présents et à venir serviront de garantie à l'intégrité de sa gestion et à la stricte observance des engagements qu'il a pris ; il doit fournir des cautions,

1. *Ordinaciones. Del oficio del Governador del Valle*, p. 108.

2. Maurice GOURDON, « *Au pays d'Aran* », *Revue du Comminges*, T. XXXIII, p. 47.

ayant une responsabilité suffisante et habitant l'Aran¹.

A sa sortie de charge, ou en tout cas tous les trois ans, il doit comparaître devant une « *Tabla de Justicia* », sorte de cour de justice, dont les membres sont nommés par le roi, appelée à se prononcer sur sa gestion².

Ce serment qu'é le peuple exige des représentants du roi, comme d'ailleurs des magistrats locaux, serait aussi d'origine ibère³.

Le Gouverneur reçoit un traitement alloué par le roi⁴ ; il perçoit en outre certains droits minutieusement détaillés et limités à la fin des « *Ordinaciones* »⁵.

Il détient la juridiction ordinaire et, dans certain cas, la juridiction suprême. Il doit veiller au maintien de l'ordre, poursuivre criminels et délinquants⁶, visiter les prisonniers, s'assurer qu'ils sont bien traités et convenablement nourris⁷.

Si le juge est absent, malade ou empêché d'exercer ses fonctions, le gouverneur doit tenir audience gratuite au château de Castel-Léon un jour par semaine ; si l'audience était tenue un autre jour, ce serait aux frais des partis⁸.

Lors de l'inspection de Francisco de Gracia, le Gouverneur habitait Castel-Léon où se trouvaient aussi les prisons ; mais les Aranaïs demandèrent qu'il eut une résidence moins excentrique et que, pour la commodité de ses administrés, il vint, avec au moins une partie de ses sol-

1. *Ordinaciones, Forma de juramento obligacion y caucion que ha de prestar el governador*, p. 104.

2. *Ordinaciones, De los Jueces de Tabla*, p. 142.

3. OLIVER, *Libro de las Costumbres de Tortosa*, T. V, p. 394.

4. *Ordinaciones, Del salario del Governador*, p. 113.

5. *Ordinaciones, Los derechos de la Regia Curia*, p. 177.

6. *Ordinaciones, De la Juridiccion del Governador*, p. 110.

7. *Ordinaciones, De la Carcel del Governador*, p. 111.

8. *Ordinaciones*, p. 109.

dats, habiter le château de Viella : il en fut ainsi décidé dans les « *Ordinaciones* »¹.

Les jugements que le gouverneur rend avec la collaboration du juge ordinaire, ou de son assesseur, sont définitifs en principe ; mais, ils sont susceptibles d'appel devant la « *Real Audiencia* » de Catalogne si, au criminel, la peine est la mutilation d'un membre ou la mort, ou encore si, en matière civile, la condamnation excède vingt-cinq écus².

C'est de lui que relèvent les autres titulaires de fonctions publiques ; il a le droit de les citer à comparaître devant lui ou ils peuvent y être cités par le procureur fiscal. Il peut faire remise des peines et emprisonner toute personne qui lui adresserait des injures ou porterait atteinte à sa dignité, par des disputes en sa présence³.

Le gouverneur, étant capitaine de la Vallée et chef militaire, en temps de guerre, la prison de Castel-Léon, puis celle de Viella, sont considérées non pas comme des prisons ordinaires, mais, comme forteresses de sa Majesté. Les peines prononcées contre ceux qui s'évadaient des forteresses étaient très sévères et les Aranais obtinrent que la prison soit assimilée aux forteresses, seulement en temps de guerre⁴.

Le juge ordinaire. — Organisation judiciaire de l'Aran.

Le gouverneur était donc investi de la juridiction ordinaire et parfois de la juridiction suprême ; les *Ordinaciones* déclarent, en outre, que, dans la vallée d'Aran, tant

1. *Ordinaciones*, p. 112.

2. *Ordinaciones*, *De la Juridiccion del Governador*, p. 110. col. 2.

3. *Ordinaciones*, *De la Juridiccion del Governador*, p. 111.

4. *Ordinaciones*, *De la Carcel del Governador*, p. 113, col. 11.

en vertu de privilèges royaux que des dispositions contenues dans les constitutions de Catalogne, il y a de temps immémorial un juge appelé Juge Ordinaire, qui connaît des causes criminelles et civiles, et veille à l'exécution des jugements ¹.

L'existence de ce juge nous apparaît dans des documents très antérieurs à 1616.

C'est ainsi que, dans le privilège de 1298 (chap. XI), il est dit que les Aranais peuvent et doivent avoir un juge ordinaire qui rend ses sentences suivant le droit local, il se tient dans sa commune, sauf réclamation d'un justiciable, auquel cas il jugera là où le seigneur le lui dira ².

Dans ce même document il est question (chap. VII) et (chap. VIII) ³ du tribunal de la Vallée, mais il semble que cette appellation s'applique uniquement au juge dont il est question quelques lignes plus loin (chap. XI).

Enfin, les textes parlent souvent de la « *curia* », mais il ne s'agit pas là en général d'un organisme judiciaire ; c'est ainsi que, toujours dans le Privilège de 1298 nous voyons que le droit d'avoir un juge fut concédé à la curie : « *dicte curie et dictis universitatibus de Aranno* » ⁴, c'est-à-dire à la communauté aranaise.

Ailleurs, il est vrai, la « *curia* » est bien le tribunal, mais un tribunal qui se compose vraisemblablement d'un juge, d'un seul juge, assesseur du seigneur dans ses attributions judiciaires, l'un et l'autre représentant le comte.

Dans le privilège de 1313, la *Querimonia* (chap. XV) nous voyons que le juge doit entendre les parties sans

1. *Ordinaciones*, p. 113, 114, 115.

2. VALLS TABERNER, Document V, § XI, p. 13 *in-fine*.

3. VALLS TABERNER, Document V, § VII et VIII, p. 13.

4. VALLS TABERNER, Document V, § XI, p. 14.

aucun salaire ou indemnité, sauf dans le cas où il serait obligé de se déplacer, et alors on devrait le défrayer de toutes dépenses¹.

Les chapitres XIII et XVI² signalent l'existence d'une sorte de justice arbitrale ; au cas d'injures ou de coups les parties peuvent choisir des arbitres qui fixent la somme que recevra la personne offensée, somme calculée suivant la gravité de l'offense et la qualité de la victime.

Le 2 septembre 1315³, désirant corriger quelques abus dont se plaignaient les Aranais, Jacques II décide que lorsqu'il s'agit d'affaires minimas, on ne réclamera rien, si la partie ne demande pas elle-même copie du jugement, ou si le juge n'est pas obligé de se déplacer.

Un peu plus tard, dans un document du 11 février 1316⁴, le même monarque donne quelques règles de procédure ; les audiences auront lieu à Castel-Léon tous les huit jours, le vendredi, ou le lendemain si le vendredi est férié. Il y aura incompatibilité entre la fonction de « procureur » et certaines charges ou offices ; enfin, chacun des trois bayles aura droit à un greffier ou huissier et le châtelain à un autre.

Et le 3 novembre 1322, il ordonne au châtelain et au juge de ne pas citer les Aranais les jours où ils font leur provision de bois en commun, ni les jours où ils font la moisson et rentrent leurs récoltes⁵.

L'exercice du pouvoir judiciaire était l'une des attributions essentielles du comte et des seigneurs ; mais la plupart du temps ils s'en déchargeaient sur des délégués.

1. VALLS TABERNER, Document VII, § xv, p. 30.

2. VALLS TABERNER, Document VII, § XIII et XVI, p. 29 et 30.

3. VALLS TABERNER, Document IX, p. 35.

4. VALLS TABERNER, Document X p. 37 et 38

5. VALLS TABERNER, Document XIII, p. 44.

Dans les usages de Barcelone, c'est le bayle et le viguier qui remplissent cet office.

En 986, la justice est rendue à Barcelone par un juge et son fils sous la présidence du vicomte, mais c'est une exception, et à partir de l'an 1000, on ne voit plus qu'un seul juge qui dirige les débats et applique la loi¹.

C'est ce juge que nous avons retrouvé dans les divers textes antérieurs à 1616, et dont les fonctions sont précisées dans les *Ordinaciones*.

D'après cette compilation, le juge est un fonctionnaire royal, l'assesseur du gouverneur ; il doit s'occuper de toutes les affaires qui lui sont présentées, mais veiller avec un soin particulier à l'expédition de celles où sont intéressés des indigents, des veuves ou des orphelins².

Il doit avoir appris le droit civil, le droit canonique et le droit de la couronne d'Aragon. Tout comme le gouverneur et dans les mêmes formes, il prête serment et fournit caution. Les jugements doivent être signés par lui, le gouverneur ne pouvant le faire sans son assistance, sauf en cas d'empêchement, et même alors, il doit s'assurer le concours d'un assesseur compétent. Tous les trois ans ou à sa sortie de charge, il doit également tenir une « *Tabla de Justicia* » ; ses émoluments sont déterminés dans les « *Ordinaciones* »³. Bien que résidant à Viella où, à défaut de prétoire, il tient audience chez lui, il se rend une fois par semaine à Castel-Léon, pour la commodité des justiciables du bas Aran.

1. DOM VAISSETTE, T. V, p. 201.

2. *Ordinaciones*, p. 113 et 114.

3. *Ordinaciones*, *Del salario del Juez ordinario*, p. 116, col. 1.

Le Notaire du tribunal royal.
Les Bayles, leurs délégués. — Le Procureur.

Le notaire du Tribunal royal ¹ est une sorte de greffier, propriétaire de sa charge qui, par lui-même ou par ses mandataires, prend acte de toutes les décisions et sentences du gouverneur et du juge, comme aussi de toutes les délibérations du conseil général de la Vallée et les authentifie.

Il conserve les minutes des jugements et doit en délivrer expédition aux intéressés pour que, en cas d'appel, ces pièces puissent servir devant la cour de Barcelone : ses honoraires sont aussi prévus dans les « *Ordinaciones* ». Les archives du Tribunal sont conservées à Castel-Léon dans une armoire à double clef, dont l'une est gardée par le notaire et l'autre remise au gouverneur ².

Le gouverneur, le juge et le notaire ne peuvent acquérir soit directement, soit par personne interposée des biens vendus devant le tribunal et il leur est interdit d'en faciliter achat à quiconque ³.

Trois « *bayles* » ⁴ ou baillis, un dans chaque terçon primitif, sont les exécuteurs des décisions du gouverneur et du juge ; ce sont des fonctionnaires royaux et, comme leurs chefs hiérarchiques, ils prêtent serment ⁵. Ils sont passibles de peines sévères au cas d'inexécution des ordres à eux transmis ; ils doivent poursuivre les malfaiteurs, les prendre en flagrant délit ou les capturer.

1. *Ordinaciones, Del notario de la Regia Curia*, p. 116, col. 1.

2. *Ordinaciones, Que el dicho notario*, p. 116, col. 2.

3. *Ordinaciones, Que el Gobernador*, p. 117, col. 2.

4. *Ordinaciones, De los Bayles de los Terçones del Valle de Aran*, p. 118, col. 1.

5. *Ordinaciones, Del juramento de los Bayles*, p. 118, col. 2.

Au cas d'absence ou d'indisponibilité du gouverneur, ils ont, chacun dans son ressort et en matière criminelle, une certaine juridiction ; mais ils ne connaissent que des causes ordinaires, ne peuvent accorder de remises de peines, doivent prélever les émoluments qui seraient dus au gouverneur et lui en conserver une partie ¹.

Les « *bayles* » sont tenus de placer un lieutenant dans chaque commune, et ces derniers ont dans leur localité les mêmes attributions que le « *bayle* » dans son terçon ; ils doivent prêter serment entre les mains de leur mandant qui reste garant de leur gestion ².

Enfin, le Gouverneur peut nommer un ou plusieurs procureurs qui, devant le tribunal, poursuivent les délinquants et requièrent l'application des peines prévues dans la « *Pragmatica* » et les « *Constitutions* » de Catalogne.

§ 2. — DES ASSEMBLÉES ET DES FONCTIONS ÉLECTIVES

A côté de ces offices, occupés par de véritables fonctionnaires, représentant l'autorité royale, il y avait dans la Vallée des assemblées et des charges dont les membres et les titulaires étaient tirés au sort.

Primitivement, il n'en était pas ainsi et l'on procédait à des élections ³ mais au cours de son enquête Francisco de Gracia put se rendre compte des graves inconvénients qu'il y avait à ce que les personnes occupant les fonctions publiques de l'Aran fussent choisies par le vote des administrés et surtout des justiciables. Aussi les « *Ordinacio-*

1. *Ordinaciones, Del oficio de los dichos Bayles*, p. 119, col. 1.

2. *Ordinaciones, De los lugartenientes de Bayles y de su oficio*, p. 121.

3. *Ordinaciones*, p. 83, col. 1.

nes » prévoient-elles un système ingénieux offrant certainement, pour l'époque, des garanties supérieures à celles de l'élection.

Le Conseil Général de la Vallée se composait de douze membres, deux par terçons, dont l'un était tiré au sort suivant le cérémonial que nous allons examiner ; chaque conseil de canton lui adjoignait un notable ou « *prohombre* » choisi parmi ses membres¹.

Les noms des personnes qui, lors de l'enquête menée par le « *Visitador Real* » étaient aptes à remplir les fonctions de conseiller général, furent inscrits sur des carrés de parchemins insérés chacun dans une sorte d'olive en bois, évidée au centre, nommée « *redolino* ». Les « *redolinos* » tous de même couleur, étaient scellés avec de la cire.

Dans chaque terçon les noms de ces personnalités étaient mis dans une bourse spéciale qui était la bourse de conseiller du terçon. On procédait de même et toujours par terçon pour ceux qui étaient susceptibles de remplir la fonction de procureur et syndic général² ; enfin, on composait la bourse d'auditeurs de comptes³ qui ne servait, comme nous le verrons, que pour celui des trois auditeurs tiré au sort.

Ces bourses étaient mises dans un coffre de bois, muni de trois serrures différentes, l'une des clefs devait rester en la possession du gouverneur, du juge ou encore du « *bayle* » de Viella ; les deux autres conservées, chacune, par un conseiller et suivant un roulement établi parmi les terçons⁴. Le coffre était lui-même placé dans l'armoire

1. *Ordinaciones, Forma de nueva insaculacion y imbursacion*, p. 84, col. 2.

2. *Ordinaciones, Bolsa de Procurador y Syndico general*, p. 85, col. 1.

3. *Ordinaciones, Bolsa de Oidores de cuentas*, p. 85.

4. *Ordinaciones, Arca de los Oficios*, p. 85, col. 2.

contenant les archives de la Vallée et fermée de la même façon ¹. Cette vénérable armoire est encore visible dans la sacristie de l'église de Viella ainsi que le coffre, les bourses et les « *redolinos* » contenant des noms de notables aragnais d'il y a quelques siècles.

Les gardiens des clefs prêtaient serment d'une façon très solennelle de ne jamais ouvrir armoire et coffre, ni de les laisser ouvrir en dehors des cas prévus par les « *Ordinaciones* », comme aussi de porter les clefs dans ces mêmes cas et sans soulever de difficultés, le tout sous la menace de sanctions rigoureuses ².

Chaque année ³, le gouverneur, le juge, les conseillers et « *prohombres* » devaient se réunir, sans qu'ils aient à recevoir de convocations spéciales, le premier dimanche de septembre, à sept heures du matin en l'église de Viella.

Après avoir entendu la messe, on procède, en public, à l'ouverture de l'armoire d'abord, du coffre ensuite, non sans que, chaque fois, soient vérifiés les cachets de cire garantissant que depuis l'année précédente rien n'a été touché.

La première bourse que l'on sort est celle de conseiller du terçon de Pujolo ⁴ ; le nombre des « *redolinos* » est compté, on les met dans un vase et un enfant en tire un au hasard. Le nom inscrit sur le parchemin est lu à haute voix par le notaire royal et, si le gouverneur et autres personnalités présentes ne soulèvent pas d'objections concernant

1. *Ordinaciones, Arca de los Oficios*, p. 85, col. 2.

2. *Ordinaciones, Juramento que tuvieron de hacer*, etc., p. 86, col. 1.

3. Les « *Ordinaciones* » n'étant pas encore entrées en vigueur le premier dimanche de septembre 1616, il fut décidé (*Ordinaciones*, p. 61, col. 1), que la première « *extraccion* » aurait lieu le dimanche après le 23 octobre 1616.

4. *Ordinaciones, Extraccion de los Oficios*, p. 87, col. 2.

l'honorabilité de la personne tirée au sort, elle est proclamée conseiller du terçon de Pujolo. Son nom est remis dans le « *redolino* » replacé lui-même dans la bourse, qui est aussitôt réintégrée dans le coffre, le tout après que les cachets de cire ont été apposés de nouveau. Le notaire royal prend acte de toutes ces opérations.

Il est procédé pareillement au tirage au sort des conseillers des divers terçons. Pour ceux de Viella, Bosost, et Vilach (Marcatosa)¹, il existait deux bourses, une pour le chef-lieu, l'autre pour l'ensemble des communes ; mais une seule servait, l'on prenait alternativement l'une ou l'autre, de telle sorte qu'il n'y eut jamais qu'un conseiller par terçon.

On passe ensuite à la nomination du syndic général de la Vallée, dont le nom est sorti de l'une des bourses avec le même cérémonial, un ordre étant établi entre les terçons qui devaient fournir ce haut magistrat à tour de rôle².

Il en est, enfin, de même pour la charge d'auditeur des comptes.

Les précautions les plus complètes étaient donc prises pour que le tirage au sort soit effectué d'une manière absolument régulière³.

Nous avons vu précédemment comment procéda le « *Visitador real* » pour préparer les « Ordonnances »⁴ ; les villages protestèrent contre l'attribution d'une seule bourse pour eux tous, dans chaque terçon, alors que Viella, Bosost et Vilach, en avaient une spéciale ; il fut donné satisfaction à ce besoin rigoureux d'égalité et une ordonnance additionnelle prévoit la création d'une bourse pour cha-

1. *Ordinaciones, Extraccion de los Oficios*. p. 89, col. 2.

2. *Ordinaciones, Extraccion de los Oficios*, p. 90, col. 1.

3. *Ordinaciones, Extraccion de los Oficios*, p. 90, col. 2.

4. Ci-dessus, p. 61 et suiv.

cun des villages qui la réclamait, restant entendu qu'un seul conseiller serait tiré au sort par terçon et par an¹.

Tout est prévu dans les moindres détails afin d'éviter ce qui pourrait fausser le fonctionnement de ces opérations.

Si l'un ou plusieurs des gardiens des clefs faisait défaut, on attend jusqu'à neuf heures, puis on passe outre, et les serrures sont enlevées².

Si le gouverneur ou les autres gardiens des clefs s'absentent de l'Aran, ils remettent les clefs en présence de trois témoins à des personnes dont la liste est minutieusement établie et qui prêtent serment³.

Lorsque l'un des notables choisi est inapte à remplir la fonction à laquelle il est appelé, son nom est définitivement enlevé de la bourse et on procède à un nouveau tirage au sort. Ce sont les conseillers en exercice qui, sous la présidence du gouverneur et du juge, apprécient les motifs de ces exclusions et les décident à la majorité des voix. Les « *Ordinaciones* », d'ailleurs, mentionnent certaines causes d'incapacité telles que le fait d'être en procès avec la Vallée, ou de lui devoir de l'argent ; de même, les usuriers sont exclus d'office.

Dès que la nomination a eu lieu, les intéressés en sont informés et ils doivent accepter la charge dans les dix jours de la notification qui leur en est faite ou dans les vingt s'ils sont absents.

Le premier dimanche après la Toussaint, ils se réunissent en l'église de Viella pour donner leur acceptation officielle et prêter serment entre les mains du gouverneur

1. *Ordinaciones, Addicion y correccion*, p. 91.

2. *Ordinaciones, En caso que...*, p. 96.

3. *Ordinaciones, En caso que...*, p. 96, col. 2.

4. *Ordinaciones, Que en lugar de los inhabiles...*, p. 97.

assisté de l'official ecclésiastique d'Aran ¹ de se conformer toujours aux usages et « *Ordinaciones* » en vigueur ; celui qui ferait défaut serait considéré comme renonçant à la charge et, sauf l'existence d'excuses valables appréciées par le gouverneur, encourrait une amende de soixante sous, dont la moitié serait attribuée à la caisse commune, et l'autre, au remplaçant qui est immédiatement tiré au sort. Si la renonciation se produit en dehors des délais ci-dessus, le Conseil se réunit aussitôt, l'amende encourue par le défaillant est de cent sous, le supplément servant à couvrir les frais de cette nouvelle réunion ².

Les mêmes noms de notables sont mis dans les diverses bourses, il est cependant prévu que personne ne peut, la même année, remplir plusieurs fonctions et, au cas de double élection le nouvel élu doit accepter la première charge à laquelle il a été appelé ou y renoncer ³.

Si, au cours du tirage au sort des offices, une difficulté quelconque survient, elle est tranchée, sans appel, par le gouverneur et le Conseil Général, à la majorité ⁴.

Lors de la visite de Francisco de Gracia, on avait, une fois pour toutes, choisi les notables susceptibles de remplir les fonctions publiques et leurs noms avaient été mis dans les diverses bourses ; mais ces notables pouvaient et devaient fatalement disparaître les uns après les autres et toute cette organisation n'eut plus servi à rien. Aussi, le remplacement des « *insaculados* » en cas de mort est-il prévu, le nom du défunt est retiré de la bourse et les personnes des mêmes terçon et village qui se croiraient aptes,

1. *Ordinaciones, Que los oficiales hayan de jurar...*, p. 98.

2. *Ordinaciones, Pena de los que no aceptaren...*, p. 99, col. 1.

3. *Ordinaciones, Que un año no pueda...*, p. 100, col. 2.

4. *Ordinaciones, Que el Gobernador y consejo general*, p. 106, col. 1,

posent leur candidature; le conseil décide de l'admission, ou choisit entre les candidats s'il y en a plusieurs, au vote secret et à la majorité.

Enfin, en cas d'absence du nouvel élu, le titulaire de la charge reste en fonctions jusqu'à la prestation de serment de son successeur.

*
**

Dans chaque terçon se trouvait, donc, un conseil général comprenant les notables de l'endroit, les « *Ordinaciones* » ne disent pas de quelle façon étaient choisis ces notables mais il est probable que l'élection qui, auparavant, servait à désigner même les membres du Conseil Général, fut conservée pour la nomination de ceux des conseils de terçon. Avant toute réunion, les conseillers du terçon doivent prêter serment entre les mains du conseiller représentant le terçon au Conseil Général et promettre de prendre part aux délibérations et aux votes de l'assemblée, selon leur conscience sans haine, fraude, ni passion¹.

Le conseil de terçon choisit parmi ses membres le plus capable et le plus digne de la confiance de ses collègues et ce « prohombre » siégera au Conseil Général de la Vallée avec le conseiller du terçon; ils voteront tous deux suivant les instructions du conseil de terçon.

Ce conseil doit tenir un registre de ses délibérations et votes et, au retour du Conseil Général, le conseiller inscrira sur ce même registre ce qui a été décidé dans la réunion à laquelle il vient de participer².

Lorsque est présenté devant le conseil, une affaire dans laquelle est intéressé le proche parent d'un des membres

1. *Ordinaciones, De la forma que se debe de guardar...*, p. 100, col 2.

2. *Ordinaciones, Como se debe de juntar*, p. 101, col. 2.

de l'assemblée, celui-ci doit se récuser et ne pas assister à la séance ¹.

*
* *

Les membres du Conseil Général de l'Aran, choisis comme nous l'avons vu, par tirage au sort et les six « *prohombres* » envoyés par les terçons, doivent prêter serment entre les mains du gouverneur ou du juge. Pour éviter des dépenses inutiles, le conseil ne se réunit que dans certains cas bien déterminés et, si des réunions ont lieu dans d'autres circonstances, les conseillers n'ont droit à aucune indemnité ² ; mais, par contre, conseillers et « *prohombres* » sont tenus de se rendre aux convocations régulières qui leur sont adressées, sous peine d'amendes sévères ³.

Le Conseil ne doit jamais rien discuter qui soit contraire aux « *Ordinaciones* » et si un débat de ce genre s'engageait, il appartiendrait au notaire royal de rappeler aux conseillers le texte des « *Ordinaciones* » ⁴.

Deux conseillers, pris à tour de rôle dans les terçons, doivent vérifier les comptes du syndic dont nous allons examiner les hautes fonctions, mais sur l'acceptation ou le rejet de ces comptes, ils ne votent pas ; en outre, ils ne doivent pas appartenir au même terçon que le syndic.

Les affaires sont d'abord examinées dans les conseils particuliers, et, si cela paraît nécessaire, le conseiller de terçon provoque la réunion du Conseil Général. Le syndic peut s'occuper des questions courantes, sans qu'il soit besoin de déranger, à tout instant, les membres du conseil ;

1. *Ordinaciones, Que los Parientes...*, p. 123, col. 1.

2. *Ordinaciones, De la forma...*, p. 201.

3. *Ordinaciones, De la pena de los que no vinieren a Consejo general*, p. 124, col. 2.

4. *Ordinaciones, Que en los Consejos no se pueda...*, p. 125, col. 1.

cependant les six conseillers et les six prohombres doivent être réunis chaque fois que cela est prévu dans les « *Ordinaciones* » et alors ils sont défrayés de toutes dépenses ¹.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; au cas de décès ou de disparition de l'un des membres comme d'ailleurs et plus généralement, d'un titulaire de fonction publique, il est pourvu à son remplacement et pour le temps qui reste à courir.

Les conseillers doivent être âgés d'au moins trente-six ans ², posséder une certaine pratique et expérience des affaires et du Gouvernement et avoir, pendant un an, rempli les fonctions de consul dans une localité quelconque de la Vallée ³. Aussitôt après leur nomination, ils doivent fournir caution comme garantie de leur bonne gestion, notamment en ce qui concerne l'administration des biens sequestrés qui pourra leur être confiée ⁴.

*
* *

Le procureur et syndic général est, nous l'avons vu, également choisi par tirage au sort parmi les personnes aptes à occuper cette charge ⁵ ; il doit avoir au moins trente-six ans et fournir un cautionnement de deux mille sous ⁶.

Lors de son entrée en fonctions, il jure solennellement de porter tous ses soins à la gestion de la chose publique, de prendre, le cas échéant, tous conseils utiles et notam-

1. *Ordinaciones, En caso que...*, p. 124, col. 1.

3. *Ordinaciones De la edad que han de tener...*, p. 127, col. 1.

3. *Ordinaciones, De las calidades...*, p. 128, col. 1.

4. *Ordinaciones, De las Fianzas que han de dar los consejeros*, p. 128.

5. *Ordinaciones, Bolsa de procurador o syndico general*, p. 85.

6. *Ordinaciones, Del Oficio de Procurador*, p. 128, col. 2.

ment de s'entretenir avec les conseillers des affaires concernant leurs terçons respectifs ¹.

Il administre le patrimoine commun de l'Aran ; il perçoit les rentes, touche le prix des ventes, des locations, les droits quelconques qui peuvent être dûs par les individus ou les collectivités, entre autres, il encaisse la part revenant à la communauté sur les amendes infligées aux délinquants ; il paie également ce que la Vallée peut devoir ; en un mot, rien ne se fait concernant le patrimoine de l'Aran, sans l'intervention du syndic ².

Il tient un livre de comptes, recettes et dépenses, où sont mentionnés tous les mouvements de fonds avec leur date, les noms de la partie prenante ou payante. Ce livre est remis en fin de mandat aux « auditeurs de comptes » pour vérification et si un manquement est relevé, une forte amende lui est réclamée par les auditeurs et par le syndic qui lui succède, amende dont ces derniers conservent la moitié. La reddition de comptes ³ doit avoir lieu avant la fin septembre faute de quoi le syndic perd ses émoluments de l'année ; deux conseillers, pris par terçon à tour de rôle y assistent. S'il y a du déficit, il doit être supporté par le syndic et si dans les dix jours, le règlement n'en est pas effectué, le nouveau syndic poursuit ce paiement par tous les moyens y compris la contrainte par corps ⁴.

Le syndic représente la Vallée dans les procès, dans les discussions quelles qu'elles soient, notamment celles engagées avec les communautés voisines au sujet des « pas-

1. *Ordinaciones, Del juramento*, p. 129.

2. *Ordinaciones, Del Oficio, Cargo y obligaciones del Syndico*, p. 130, col. 1.

3. *Ordinaciones, Que el Syndico haya de dar sus cuentas*, p. 134.

4. *Ordinaciones. Del Oficio...*, p. 131, col. 1.

series ». Si, par sa négligence, il perdait un procès il en supporterait personnellement le dommage et, au cas de dol, il est destitué de ses fonctions ¹.

Il reçoit toutes les communications concernant l'Aran, en prend connaissance en présence du conseiller de son terçon ; ils en font part aux autres conseillers ce qui évite ainsi le dérangement et les frais d'une réunion du conseil général. Au cas de désaccord, il en est référé au Juge et l'on se conforme à son opinion ².

Les affaires en cours sont donc toujours communiquées aux conseillers ; le syndic doit convoquer le conseil pour les examiner, si cela lui paraît utile, ou si la réunion est demandée par deux membres de l'Assemblée ³.

Il ne peut percevoir que les émoluments fixés par les « *Ordinaciones* » et s'il lui arrivait d'engager des dépenses extraordinaires, dans l'exercice de son mandat, les auditeurs des comptes devraient en autoriser le remboursement.

Le syndic est le défenseur attitré des Privilèges de la Vallée et des Constitutions de Catalogne ⁴, et, dans le cas où un privilège serait violé dans une sentence du juge, il devrait en prévenir celui-ci, lui donner copie du texte intéressé et au besoin réunir le Conseil Général. Dans les réunions et cérémonies publiques il vient immédiatement après les conseillers. Pour lui faciliter l'exercice de sa fonction, le Conseil, lors de son élection, lui donnait un pou-

1. *Ordinaciones Que el syndico ha de elevar los Pleytos del Valle*, p. 131, col. 1.

2. *Ordinaciones, Que el syndico reciba las cartas*, p. 131, col. 2.

3. *Ordinaciones, Que el syndico comuniquen...*, p. 132, col. 1.

4. *Ordinaciones, Que el syndico defienda los privilegios...*, p. 132, col. 2.

voir concernant un grand nombre d'affaires, avec la faculté de substituer ¹.

Son traitement ² était de mille sous payable par trimestre, mais transitoirement et par suite des difficultés pendantes avec la France lors de la rédaction des « *Ordinaciones* » ³, ce traitement fut porté à seize cents sous, jusqu'au règlement définitif de ces difficultés. Bien entendu, les dépenses qu'il engage pour régler les différends entre particuliers aranais et français, restent à la charge des particuliers et non de la communauté ⁴.

Enfin, le syndic ne peut s'absenter de la Vallée, du moins sans l'autorisation des conseillers et, alors, comme au cas de maladie ou d'indisponibilité quelconque, il présente un substitut à l'acceptation des conseillers et reste garant de sa gestion ⁵.

Syndic et conseillers devaient maintenir en Aran un maître de grammaire ⁶, un médecin ⁷ et un apothicaire ⁸ dont l'existence était assurée, par ceux qui avaient recours à eux et par la communauté, notamment pour les services rendus aux indigents.

*
* *

La responsabilité pécuniaire et pénale du syndic était, en somme, proportionnée, à l'importance, à l'étendue, et à la variété de ses fonctions, il était indispensable que ses

1. *Ordinaciones, Que el consejo general otorgue Syndicado...*, p. 133, col. 1.

2. *Ordinaciones, Salario del Syndico*, p. 135, col. 2.

3. Ci-dessus, chap. I, p. 29.

4. *Ordinaciones, Que los Gastos*, p. 135, col. 2.

5. *Ordinaciones, Que el Syndico no se pueda ausentar del Valle*, p. 136, col. 2.

6. *Ordinaciones*, p. 147, col. 1.

7. *Ordinaciones*, p. 148, col. 1.

8. *Ordinaciones*, p. 148, col. 2.

comptes fussent examinés consciencieusement : c'était le rôle des « auditeurs de comptes ». Ils étaient trois, l'un était choisi par tirage au sort, son nom était extrait d'une bourse spéciale ; il lui était adjoint le juge de la Vallée et le syndic nouvellement élu. A ces trois vérificateurs s'ajoutaient deux conseillers pris à tour de rôle dans les terçons ¹.

Avant de commencer leur travail les « auditeurs de comptes » prêtaient serment entre les mains du gouverneur de la Vallée ². Ils avaient tout pouvoir pour procéder à des investigations et devaient s'assurer que les dépenses engagées par le syndic l'avaient été en conformité des dispositions contenues dans les « *Ordinaciones* » ³. La vérification devait être faite le seize septembre de chaque année ⁴ et le résultat en être inscrit sur le registre de la Vallée.

*
* * *

Les « *Ordinaciones* » ne parlent pas du mode de nomination des consuls, ces derniers n'étant pas compris dans la liste des magistrats tirés au sort, il est probable qu'ils étaient élus, comme cela se passait pour les titulaires de toutes les fonctions publiques avant la visite de Francisco de Gracia.

Les consuls de village avaient simplement des pouvoirs de police ; ils devaient appréhender les coupables pris en flagrant délit et les remettre entre les mains du « *bayle* » ou de son lieutenant. Les « *Ordinaciones* » accordent aux

1. *Ordinaciones, De los Oidores de cuentas*, p. 137, col. 1.

2. *Ordinaciones, De los Oidores de cuentas*, p. 138, col. 1.

3. *Ordinaciones, De los Oidores de cuentas no admiten...*, p. 139, col. 2.

4. *Ordinaciones, De día que...*, p. 138.

consuls le droit d'incarcérer pendant trois jours, au plus, les personnes qui leur manqueraient de respect ¹.

Un autre fonctionnaire appelé procureur des pauvres était chargé d'intervenir dans les procès intéressant les indigents ².

*
* *

Les conseillers généraux de la Vallée avaient, éventuellement, à remplir les délicates fonctions d'administrateur des biens mis sous séquestre en vertu d'une décision de justice et se trouvant dans leurs terçons respectifs ³.

Ils devaient jurer de remplir ce rôle en conscience et veiller à la conservation de ces biens. Sur le registre du terçon on en établissait la désignation, on indiquait à la requête de qui ils avaient été séquestrés, le revenu qu'ils donnaient, soit par gestion directe, soit par location. La location, s'il y était procédé, devait se faire aux enchères publiques, un jour de fête, être annoncée huit jours à l'avance et avoir lieu en présence du « bayle », du notaire public et des parties, dûment convoquées ⁴.

Le conseiller sequestre percevait chaque année les revenus et fermages, et remettait les sommes perçues à son successeur ou à tel dépositaire indiqué par le Tribunal. Il avait droit à des honoraires fixés par le juge, suivant l'importance des biens et le travail occasionné par leur administration ⁵.

1. *Ordinaciones, De los Consules*, p. 140, col. 1.

2. *Ordinaciones, Del oficio de Procurador de pobres*, p. 140, col. 2.

3. *Ordinaciones, Del Comisario de los bienes sequestrados*, p. 140, col. 2.

4. *Ordinaciones, Del Comisario de los bienes sequestrados*, p. 140 et 141.

5. *Ordinaciones, Del Comisario de los bienes sequestrados*, p. 140 et 141.

Des peines sévères sont prévues contre les conseillers qui ne s'acquitteraient pas convenablement de leur mission. D'ailleurs si le conseiller appelé à ces fonctions de sequestre paraissait suspect à l'une des parties en cause, et s'il en est référé au juge, celui-ci, sur le serment prêté par les intéressés, doit confier l'administration de ces biens au conseiller du terçon voisin ¹.

*
**

Le gouverneur et le juge étaient tenus, nous l'avons vu, de se présenter à leur sortie de charge, et en tout cas tous les trois ans, devant une « *Tabla de Justicia* », sorte de cour chargée d'apprécier leur gestion. Les juges de cette cour devaient être nommés par le roi, mais au cas où cette nomination n'aurait pas été faite, les « *bayles* » de la Vallée devaient y procéder et les choisir parmi les notables « *insaculados* » dans la bourse du syndic ².

Pendant qu'il comparaît devant cette cour, le gouverneur ne peut acquitter les délinquants; mais il continue à percevoir le « *galin del rey* » ³ puisque la majeure partie de cet impôt est remise au roi; quant à la portion qui lui revient, elle est mise de côté et s'ajoute aux biens garantissant l'intégrité de son administration.

Enfin, il faut également signaler qu'il existait en Aran des notaires chargés de conférer l'authenticité aux accords entre particuliers ⁴; mais dans ce domaine aussi Francisco de Gracia put se rendre compte des abus qui se commettaient; c'est ainsi que des personnes dépourvues

1. *Ordinaciones, De lo que se debe de hacer...*, p. 142, col. 1.

2. *Ordinaciones, De los Jueces de Tabla*, p. 142, col. 2.

3. Le « *galin* » est une mesure aranaise d'une contenance de six litres environ.

4. *Ordinaciones, De la reduccion de los notarios*, p. 141, col. 1 et 2.

et de compétence et d'autorité faisaient fonctions de notaires. En outre, à la mort des notaires publics, leurs archives étaient conservées bien souvent par des femmes ou des enfants. Aussi les « *Ordinaciones* » décident-elles que seules les personnes qui depuis trois ans, au moins, remplissent ces fonctions pourront les conserver. De plus, les curés des églises paroissiales pourront recevoir les contrats, notamment des contrats de mariage ou des testaments mais seulement quand il s'agit de leurs paroissiens ou que quelqu'un de ceux-ci y est intéressé¹. Tout contrat établi dans d'autres conditions sera considéré comme nul et de nul effet.

Au cas de décès d'un notaire, le juge doit veiller à ce que ses archives soient remises par la famille à l'un de ses collègues ou, à défaut, qu'elles soient confiées au curé de l'église paroissiale. Si l'héritier devient notaire à son tour, les archives lui sont restituées avec la moitié des émoluments perçus pendant la gérance².

Celles des offices auxquels il n'est pas donné de successeur seront conservées dans l'église de Viella sous la garde du notaire du tribunal royal qui en délivre les expéditions. Les actes reçus par les curés sont gardés dans chacune des églises paroissiales ; au cas de décès du desservant, le « *bayle* » doit prendre la clef, faire un inventaire en présence d'un consul et ne la remettre qu'au nouveau curé, lors de son installation³.

*
**

1. Actuellement encore les curés peuvent recevoir les testaments en cas de danger de mort et s'il n'y a pas de notaire dans la localité.

2. *Ordinaciones, De la conservacion y comission de notas*, p. 145.

3. *Ordinaciones, De la conservacion y comission de notas*, p. 145.

Comme on le voit, l'organisation administrative de la vallée d'Aran constatée et, d'ailleurs, modifiée dans les « *Ordinaciones* », comprenait deux ordres de fonctions bien distinctes : celles dont les titulaires nommés par le roi étaient les représentants de son autorité et celles occupées par des Aranaïs mandataires de la « communauté ».

Les « *Ordinaciones* », parues en 1616, semblent marquer l'apogée de cette double organisation administrative ; à mesure que se développe, en Espagne, un état unitaire et un pouvoir central puissant, la vieille organisation de la Vallée disparaît, peu à peu, pour laisser la place à une administration analogue à celle des autres provinces espagnoles. L'influence de gouverneur finit par détruire celle du Conseil Général des terçons et du syndic.

Lorsque le 16 janvier 1716 Philippe V réorganisa la Catalogne et répartit son territoire en douze « *corregimientos* », l'Aran ne fut rattaché à aucune de ces subdivisions : le baron de Lés fut maintenu dans le gouvernement militaire et politique de Castel-Léon et de la Vallée avec un assesseur nommé par le roi.

En 1833 fut créée la province de Lérida ; il n'y eut plus de gouverneur ni d'organisme spécial dans le Val d'Aran qui fut rattaché à la nouvelle province.

Depuis la loi municipale de 1877, chaque commune possède un « *ayuntamiento* » ou conseil municipal d'abord élu au suffrage universel, dont le président est, « *l'alcalde* » : en 1924, le Directoire a supprimé l'élection et les « *ayuntamientos* » sont nommés par le gouvernement.

Les maires de la Vallée se réunissent parfois, sous la présidence de l'« *alcalde* » de Viella, mais ces assemblées n'ont aucun pouvoir effectif, de simples échanges de vues y ont lieu concernant les intérêts communs des villages.

L'organisation moderne comporte aussi une séparation des pouvoirs, inconnue dans le système des « *Ordinaciones* ». Il y a à Viella un juge de première instance pour tout l'Aran, l'appel de ses jugements a lieu devant « *l'Audiencia territorial* » de Barcelone ; au correctionnel, il est seulement chargé de l'instruction et le procès s'ouvre devant « *l'Audiencia provincial* » de Lérida.

Enfin, en matière administrative, un recours peut être formé devant le gouverneur de Lérida et devant le « *tribunal contencioso administrativo* ».

CHAPITRE IV

Le Val d'Aran et l'Evêché de Comminges

Le Comminges ecclésiastique avait sa circonscription particulière, qui n'était pas tout à fait celle du comté ; elle ne l'embrassait pas tout entier et s'étendait, par contre, au delà de ses limites, à des régions qui n'avaient jamais appartenu aux comtes de Comminges, ou ne faisaient plus partie de leur domaine ¹.

Il en fut ainsi pour la Vallée d'Aran.

Mais d'abord, qu'était cet évêché de Comminges et à quel moment fut-il créé ? ².

Le christianisme fut apporté de bonne heure à notre région par saint Saturnin. Lugdunum était alors la brillante capitale des Convènes qui, peu à peu, faisait pénétrer l'influence et la civilisation romaines vers les montagnes. Ici, comme dans tout l'empire, la nouvelle religion profita des chemins préparés par Rome ³.

Un monument épigraphique ⁴ conservé dans l'église

1. Dom VAISSETTE, T. XII, note 18, p. 173.

2. Le premier évêque de Comminges dont on trouve le nom est Suavis : « *Suavis in Concilio Agathensis 506* ». *Gallia Christiana*, T. II, p. 547.

3. Dom VAISSETTE, T. IV, note 69, p. 371.

4. En voici le texte rapporté par Julien. SACAZE en note dans l'*Histoire du Comminges d'A. Marrast*, p. 77.

VAL, SEVERA. EGIT. ANNOS. XXX, RECESSIT. III. NON. IUL.

Saint-Just de Valcabrère, monument qui correspond au 5 juillet 347 atteste, qu'à cette date, le christianisme existait à Lugdunum.

Quant à la création de l'évêché lui-même, on n'est pas très fixé. On sait, cependant, qu'à partir de 313, la liberté du culte chrétien étant admise, l'Eglise adopta l'organisation et les divisions administratives romaines. Il n'est donc pas impossible que, dès alors, Lugdunum soit devenu un siège épiscopal¹.

Un document officiel de la fin du IV^e siècle, la « *Noticia provinciarum et civitatum* » mentionne² la « *Civitas Convenarum* », comme l'un des douze évêchés de la Novempulanie.

De même Sidoine Apollinaire, dans une lettre écrite vers 475, cite le Comminges parmi les évêchés du Midi de la Gaule, qui ont subi les atteintes des invasions. « Bordeaux, Périgueux, Comminges... et un plus grand nombre de cités, dont les pontifes ont été moissonnés par la mort, offrent, dit-il, l'image des ruines spirituelles ; aucun évêque n'a été mis à la place des évêques décédés³ ».

L'Aran et les autres vallées du Haut Comminges avaient subi l'influence de la capitale des Convènes, elles ne purent davantage rester indifférentes au voisinage du nouvel

RUFINO. ET, EUSEBIO. CONSS. PAC PATROCLUS. PRAESBITER SIBI IN. PACE. XP. « *Valeria Severa a vécu trente ans, est morte le trois des nones de juillet sous le consulat de Rufinus et d'Eusèbe. Pac (ius) Patroclus, prêtre (a fait ce tombeau) pour lui (ou pour eux) qu'il repose (ou qu'ils reposent) dans la paix du Christ !* »

1. DOM VAISSETTE, T. IV, note 69, p. 371.

2. GUERARD, *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule*, Int., p. 4.

3. *Lettres de Sidoine Apollinaire*, Traduct. Ch. MUSART, Paris 1887, p. 150.

évêché, et peu à peu, le christianisme se répandit vers les montagnes.

En 585, Lugdunum disparaît sous les coups des barbares et ce fut l'évêque Bertrand qui, en 1076, ranima la vieille cité en ruines. Séduit par la beauté et la majesté du site, il voulut établir son siège épiscopal sur ce rocher témoin de la grandeur romaine¹.

Il releva les murailles, reconstruisit des maisons, bâtit un cloître et appela autour de lui des religieux et des habitants. Peu de temps après sa mort, la ville renaissante prenait le nom de son bienfaiteur et devenait « Saint-Bertrand-de-Commenge »².

Il est à supposer que pendant la période qui suivit, l'Aran resta attaché, au point de vue religieux, à l'évêché de Saint-Bertrand.

Les prêtres étaient proposés par la communauté à l'acception de l'évêque de Comminges ; la réunion des chefs de famille qui procédait à l'élection était présidée par le « bayle » et l'archiprêtre.

D'intéressants détails sur l'état de ce diocèse au XIV^e siècle, nous sont donnés dans un censier établi en 1387 par deux membres du chapitre de Saint-Bertrand.

Son but était de faire connaître les capacités des divers bénéfices, afin de fixer la contribution que chacun d'eux devait payer, à l'occasion des visites pastorales de l'évêque. Ce document est précieux par les renseignements de tous ordres qu'il nous fournit³.

Il nous indique, notamment, comment l'instruction était organisée dans le Comminges à cette époque ; il nous ap-

1. DOM VAISSETTE, T. III, p. 395.

2. DOM VAISSETTE, T. III, p. 651.

3. MOREL, *Le Diocèse de Comminges en 1387*. *Revue du Comminges*, 1888.

prend aussi les malheurs causés dans le diocèse par la peste qui ravagea la région au cours du XIV^e siècle. Certaines paroisses ne se composent plus que de quelques fidèles et il en cite même une où le desservant est resté seul.

Il nous énumère, enfin, les divisions du diocèse, qui comprend alors vingt archiprêtres, dont dix-huit en France et deux dans la vallée d'Aran. Ces deux derniers sont ceux de « *Leyss* (Lès) et de « *Geysa* » (Gésa). L'évêque de Comminges avait également un droit de juridiction sur deux chapelles dédiées à Saint-Bertrand, qui se trouvaient de l'autre côté des Pyrénées, à Balbastro, en Aragon et à Lérida en Catalogne ¹.

L'autorité de l'évêque de Comminges sur le clergé et sur les fidèles de l'Aran ne fut jamais très forte. Les prêtres y vivaient à leur guise, oubliant peu à peu leur caractère et leur rôle. Peu instruits, assez misérables, ils négligeaient les devoirs de leur charge ; aussi, tout respect à leur égard avait disparu dans le peuple.

Certains évêques essayèrent de réagir, mais ils se heurtèrent à une violente opposition et ne purent modifier cet état de choses.

C'est ainsi que, vers le milieu du XVII^e siècle, Monseigneur de Labatut engagea les habitants de la Vallée à se soumettre avec plus de docilité aux instructions de leur évêque, contre lesquelles ils étaient très prévenus.

Il leur envoya un zélé missionnaire, le Père Forcaud qui devait préparer une visite de l'évêque. Le Père effectua cette mission en 1642 ; voici ce qu'il nous dit lui-même :

« Cette Vallée dans le cœur des Pyrénées, dépend,
« quant à la juridiction spirituelle, de l'évêché de Commi-

1. COUGET, *Histoire du Comminges, Revue du Comminges*, 1885.

« ges quant à la temporelle, pour la justice, de la prin-
« cipauté de Catalogne et quant au gouvernement, de la
« couronne d'Aragon... Elle est fort peuplée et comprend
« vingt-six paroisses et trois annexes ; plusieurs des égli-
« ses y sont fortifiées, mais on n'y tient pas garnison.

« L'état ecclésiastique y est fort nombreux et d'une po-
« lice toute diverse des autres pays. Aucun ecclésiastique
« étranger n'y est reçu pour y habiter et servir, qui ne soit
« naturel et né dans la vallée ; voire ni des naturels même,
« aucun n'est reçu pour habiter et servir qu'au lieu même
« où il est né. Tout le dixme est partagé en la plupart des
« lieux, par moitié entre les prêtres et les églises et pour
« la moitié revenant aux prêtres, elle est également répar-
« tie entre le recteur et les prêtres natifs du lieu ; de sorte
« que le recteur n'a au-dessus des autres que la préséance.
« En quelques lieux, il a un galin de grain... et ce qui lui
« revient à la main, de l'administration des sacrements.
« Aussi les cures n'y sont guère ambitionnées. Chaque lieu
« a droit de patronage à la cure. Ainsi le recteur étant dé-
« cédé, le conseil nomme deux ou trois de ses prêtres, si
« tant y en a, et les présente au seigneur évêque pour
« choisir tel qu'il jugera ; dans le cas où il les trouve in-
« capables, le lieu en peut nommer quelqu'un de son ter-
« ron¹. »

On conçoit qu'étant donnés ces usages, les habitants
finissent à voir quelques-uns des leurs entrer dans les ordres.
Par le seul fait de leur ordination, les prêtres participaient
au partage du produit des bénéfices. Le clergé imposait
aux nouveaux ordonnés, un certain nombre d'obligations

1. Relation de la Mission faite en la Vallée d'Aran, le 8^e de juin
jour de la Pentecôte 1642. Archives de la ville d'Auch, liasse 72, n^o 11.
(Cité par B. BERNARD, *Revue du Comminges*, 1892.)

qui ne laissaient pas d'être onéreuses. C'est ainsi que, lors de la première messe, tous les prêtres du terçon doivent être invités à de fraternelles agapes. De plus, ceux-ci, pour admettre leur nouveau confrère au partage de la dîme, exigent de lui le versement d'une certaine somme.

Les prêtres, par ailleurs, s'engagent à ne jamais agir contre l'intérêt de la communauté et à la soutenir partout où besoin sera, en cas de conflit avec l'autorité épiscopale.

Il va sans dire que le nombre sans cesse croissant des ecclésiastiques augmentait en proportion leur pauvreté ; ils vivaient « mesquinement, comme le peuple » ; la plupart faisaient leur pain, eux-mêmes, avec le grain qu'ils allaient acheter à Saint-Béal ¹.

Le Père Forcaud, dans sa relation parle également de la justice ecclésiastique. Voici ce qu'il nous en dit : « Elle « est administrée par un official que le seigneur évêque « de Comminges y nomme et qu'il choisit parmi les prêtres nés dans la Vallée ; lequel, soit par privilège, soit « par usurpation, s'attribue la juridiction spirituelle et « connaissance de toutes les affaires, sauf des matières « bénéficiales, matrimoniales et criminelles majeures, d'où « sont nés, de tout temps, quantité d'abus ². » Cet official, nous dit-il aussi, est aussi peu instruit que les autres prêtres ; sa justice est d'ailleurs trop faible, ses sentences restent inexécutées. Parfois, il est obligé de revenir sur une décision sous les menaces de l'intéressé.

On sait l'importance et le développement que prit la juridiction ecclésiastique au Moyen-Age dans la société

1. B. BERNARD, ouv. cité, p. 7.

2. B. BERNARD, ouv. cité.

féodale, l'apogée de sa puissance peut être fixée au XII^e siècle.

« Le juge ecclésiastique de droit commun était l'évêque.
« Il rendit d'abord la justice en personne, mais dans la
« suite surchargé d'affaires, il dut se faire suppléer. Son
« suppléant fut d'abord l'archidiacre, mais les archidiaques
« profitèrent souvent de cette suppléance pour la transfor-
« mer à leur profit en un droit de juridiction propre. Aussi
« dans le dernier tiers du XII^e siècle, les évêques prirent-
« ils l'habitude de faire tenir leur cour par un délégué
« spécial, toujours révocable qui n'eut point de pouvoir
« propre dans leur église, et qu'on appela l'*officialis* ¹, »

Dans les domaines des comtes de Barcelone, l'existence et l'importance de la juridiction ecclésiastique est aussi formellement reconnue par les « Usages ». Elle est mise sur un pied d'égalité avec l'autorité judiciaire du comte et des seigneurs. « *Temporalium rerum duae sunt protestates secularis et pontificia* ² », écrit Oliba.

Le privilège de 1298 spécifie dans son chapitre X que les procès concernant les Aranais, clercs ou laïcs, doivent toujours être appelés devant lui juge d'Aran. « *Item nullus homo de Aranno sive sit clericus vel secularis, debet conveniri vel citari coram ecclesiastico vel iudice seculari extra dicta terram de Aranno, sed coram iudice ordinario dicte terre et hoc infra dictam terram de Aranno* ³. »

Il y avait donc dans la Vallée un official dont la fonction

1. ESMEIN, *Histoire du Droit Français*.

2. OLIBA, *De Jure fisci*, Chap II, § 2. Cité par POUMARÈDE, ouv. cité, p. 421.

3. VALLS TABERNER, Document V, § X, p. 13.

principale était de rendre la justice ecclésiastique, mais il semble qu'il fut plus généralement le représentant de l'évêque en Aran.

Nous voyons qu'en 1616, lors de la confection des *Ordinaciones* et de la *Pragmatica Criminal*, l'envoyé du roi Francisco de Gracia, convoqua dans les réunions préparatoires, en même temps que les délégués des communautés aranaïses « *el Licenciado Bartholomé de Binos oficial eclesiastico en el dicho Valle de Aran por el muy ilustre y reverendissimo señor Obispo de Comenge* »¹.

Très anciennement il y aurait eu dans la vallée un archidiaque qui était le chef du clergé et possédait toutes les attributions d'un prélat, sauf le pouvoir d'ordonner et de confirmer². En 1775, l'official avait le titre d'archidiaque³.

Il est certain que peu à peu, l'official acquit une certaine indépendance vis-à-vis de l'évêque, c'est ce que nous dit le père Forcaud⁴ ; et lorsque Monseigneur de Labatut, après la visite de ce dernier, voulut prendre des Ordonnances, il se heurta, non seulement à la résistance du peuple et du clergé aranaï, mais encore aux réserves formulées par l'official lui-même⁵.

Les évêques n'entreprenant guère de tournées pastorales dans cette partie un peu aride de leur diocèse ignoraient les abus qui s'y commettaient, ou n'en connaissaient pas toute la gravité. Leur autorité était à peine reconnue et se trouvait diminuée encore, du fait des discussions en-

1. *Ordinaciones*, p. 185 ; voir aussi p. 74.

2. SOLER, ouv. cité, p. 94.

3. SOLER, ouv. cité, p. 92.

4. Ci-dessus, p. 117.

5. Ci-après, p. 124.

tre les couronnes de France et d'Aragon. De plus, les contestations qui s'élevaient lorsqu'une ordonnance, un mandement, ne plaisait pas à tout le monde, ou touchait à certains privilèges, étaient faites pour effriter encore davantage cette autorité.

Le missionnaire s'en rendit bien compte. Les Aranais, le reçurent d'abord assez bien, mais les prêtres, eux-mêmes, ne tardèrent pas à lui opposer une vive résistance et à le gêner dans son œuvre, autant qu'il fut en leur pouvoir. Ils craignaient, nous dit-il lui-même, « que Monseigneur de Comminges ne profitât du changement qu'il comptait opérer par cette mission, pour y prendre autorité, les faire changer de vie et les ranger à leur devoir »¹.

Leurs protestations s'élevèrent surtout, quand le père Forcaud voulut organiser des conférences, auxquelles il conviait le clergé et les fidèles. Il eut beau leur dire qu'il ne forçait personne à y assister, qu'il se contenterait de recevoir ceux qui voudraient bien venir vers lui ; rien n'y fit.

« Prétextant de leurs privilèges¹ et disant hautement qu'ils ne supporteraient point qu'on introduisit rien de nouveau », les prêtres lui firent savoir qu'avant d'admettre sa prédication et ses avis, il devait jurer d'observer les privilèges de la vallée.

Ils voulurent même en référer à un conseil général de tous les habitants. Parmi les plus irréductibles se distinguaient ceux du terçon de Puyolo.

Notons une fois de plus le soin qu'ont les Aranais de préserver leurs privilèges contre toute atteinte. Ils exigeaient des évêques ou de leurs délégués le serment de

1. B. BERNARD, *ouv. cité*, p. 12.

les respecter de même qu'ils obtenaient en tant que de besoin, leur confirmation par les monarques dont ils dépendaient.

Rebuté par le clergé, le père eut l'idée de s'adresser aux autorités civiles ; le hasard fit qu'il rencontra des conseillers de terçons ; il leur exposa ses projets et leur garantit qu'il voulait simplement éclairer la religion des fidèles et stimuler un peu le zèle des pasteurs. Il leur affirma, en outre, qu'il ne toucherait pas aux privilèges de la vallée. A partir de ce moment-là, les choses s'arrangèrent, il put commencer ses conférences et l'on y vint en foule ; le clergé aranais comprit son erreur et fit des excuses au missionnaire. Tout ce qu'il conseilla fut accepté et l'on jura solennellement et par écrit d'observer à l'avenir les principes qu'il avait fait admettre. Comme l'évêque, malade, ne pouvait se déplacer, on députa des ecclésiastiques, qui accompagnèrent le père auprès de lui¹.

Monseigneur de Labatut voulut, dans des ordonnances, fixer l'enseignement donné et prendre acte des promesses qui avaient été faites ; mais les bonnes dispositions disparurent et ce fut, encore une fois, un « *tolle* » général.

Les prêtres Aranais prétendirent que certaines peines édictées dans les Ordonnances étaient contraires à leurs privilèges. Aussi, ils refusèrent d'en recevoir aucune « sou-
« tenant qu'il (l'évêque) ne devait rien se réserver, ni du
« for intérieur, ni du for extérieur, à l'exception seule-
« ment des matières des bénéfices, des crimes majeurs et
« des mariages, tout le reste devait être renvoyé à l'of-
« ficial de la Vallée »².

1. B. BERNARD, ouv. cité, p. 15.

2. B. BERNARD, ouv. cité, p. 15.

Voilà ce qu'il restait des décisions et des promesses prises peu de temps auparavant. L'official lui-même déclara au père, que si l'évêque de Comminges voulait être reconnu par la vallée il fallait qu'il en admette les privilèges, qu'il jure de les respecter et qu'il laisse le clergé vivre comme par le passé. Le syndic fut chargé de porter ces conditions à Saint-Bertrand.

Sur ces entrefaites, Monseigneur de Labatut mourut et son successeur, Monseigneur de Choiseul du Plessis Praslin, voulut continuer l'œuvre entreprise. Arrivé dans son diocèse le 9 août 1646, il en commence immédiatement la visite par la vallée d'Aran¹.

La peste exerçait en ce moment ses ravages dans toute la région, le courage du nouvel évêque lui attira bien des sympathies, tandis que son calme et sa fermeté imposaient le respect à tous. Il profita de cette visite pour publier à Viella des ordonnances datées du 26 août.

Ces ordonnances restèrent pendant très longtemps, lettre morte, les successeurs de Monseigneur de Choiseul ne tentèrent aucun effort pour les faire observer et le clergé d'Aran resta tout aussi indépendant.

En 1724, lors de l'arrivée au siège épiscopal de Monseigneur Gabriel Olivier de Lubièrre du Bouchet, la situation était toujours la même. Le nouvel évêque essaya, à son tour, d'y apporter un remède en publiant un mandement spécial pour les habitants de la vallée d'Aran.

« Ne s'est-il pas élevé parmi vous — écrit-il — des
« gens qui, pour séduire les simples, se sont avisés de
« publier contre la vérité, que nous n'avions aucune ju-
« ridiction sur les prêtres. Il y en a même, parmi eux,

1. B. BERNARD, *Mandement de Monseigneur de Lubièrre du Bouchet. Revue du Comminges*, 1895.

« qui ont eu la témérité de l'exposer dans des requêtes
« comme s'ils avaient pu oublier le serment solennel qu'ils
« ont fait entre les mains de leur évêque, le jour de leur
« ordination... »¹ Après cette sévère admonestation, il renouvelle les règlements et ordonnances de 1646. C'est surtout au clergé qu'il s'adresse² et celui-ci une fois de plus refuse de s'y soumettre.

L'affaire est portée devant le métropolitain d'Auch qui confirme le mandement ; on va en cour de Rome et le différend est renvoyé devant l'évêque de Lombez. Celui-ci à son tour se prononce en faveur de l'évêque de Comminges. Monseigneur du Bouchet ne s'en tint pas là ; il demanda au conseil souverain du roi d'Espagne d'autoriser son ordonnance et, après examen des privilèges de l'Aran et des droits de l'évêque, ce conseil confirma lui aussi le mandement.

Cette fois, l'évêque de Comminges ne s'était pas contenté de faire des ordonnances, il avait su imposer son autorité.

Les dirigeants de la politique française n'eurent garde d'oublier cette autorité.

Ainsi, pendant la guerre de la quadruple alliance, dont nous avons signalé les répercussions dans la région, M. de Bonas, chargé d'occuper la vallée d'Aran, alla trouver Monseigneur du Bouchet. Il lui demanda d'user de son influence auprès de ses diocésains d'Espagne et de leur

1. B. BERNARD, *Mandement...*, art. cité, p. 10

2. Il y est question de l'habit ecclésiastique ; il y est fait défense aux prêtres d'aller au cabaret, de boire dans les églises, de porter des armes, d'assister aux repas de noces, d'accepter des fonctions publiques ou d'exercer des métiers. Il leur est recommandé de faire des sermons aux fidèles. De plus, la perception des dîmes est réglementée. (*Revue du Comminges*, 1895).

conseiller de ne rien entreprendre contre les Français. Le prélat lui répondit que la matière était fort délicate, « que son autorité touchait au spirituel et ne se mêlait « pas de politique »¹.

Il promit, cependant, de tenter quelques prudentes démarches et il recommanda surtout à son visiteur de traiter les Aranais avec justice et modération, l'assurant que ce serait là le moyen le plus sûr de se les attacher. Quelque temps après l'occupation de la vallée, l'archidiacre d'Aran, Pierre Piette, envoyé par l'évêque, alla se rendre compte sur place que M. de Bonas avait suivi les conseils qui lui avaient été donnés².

La Convention, nous l'avons vu, annexa la vallée, mais lui laissa certaines latitudes au point de vue religieux. Aussi, comme l'exercice du culte n'était plus possible en France, les habitants des vallées franchissaient les montagnes et se rendaient en Aran pour assister aux offices. Les administrateurs de Saint-Gaudens voulurent les en empêcher et donnèrent l'ordre aux municipalités des communes frontières de ne laisser passer personne sans un motif légitime³.

Avec la Révolution disparut en 1790 l'évêché de Comminges : les barbares avaient autrefois détruit la capitale des Convènes, la ville épiscopale, à son tour est morte, et, le bourg actuel de Saint-Bertrand n'est même plus un chef-lieu de canton. Seule l'antique cathédrale se dresse sur un rocher, témoin muet de tant de siècles d'histoire.

Quant à la vallée d'Aran, elle fut rattachée à l'évêché

1. DE LASSUS, ouv. cité, p. 93.

2. DE LASSUS, ouv. cité, p. 122.

3. DE LAURIÈRE, ouv. cité,

d'Urgel en 1802¹. Le dernier accord intervenu entre elle et l'évêque est du 26 juillet 1860 et fut approuvé par le Conseil d'Etat².

Quelques-uns des anciens privilèges y sont encore relatés, notamment, le droit pour les paroisses de présenter les curés à l'acceptation épiscopale ; celui pour un conseil se réunissant à Viella d'examiner les clercs qui demandaient l'autorisation de célébrer les offices du culte. En outre, les Aranais pouvaient obtenir de l'évêque d'Urgel des dispenses aux empêchements de contracter mariage au troisième et quatrième degré de parenté et d'alliance³.

Il ne reste actuellement plus grand'chose de ces privilèges, l'évêque nomme le clergé sans aucune espèce de contrôle ni de présentation, depuis qu'il en fut ainsi décidé par un prélat du nom de Caixhal vers 1871⁴.

Le curé de Viella, archiprêtre d'Aran, représente l'évêque et seulement par délégation de ce dernier, peut accorder des dispenses de mariage concernant les publications et le degré de parenté.

*
**

A côté du clergé séculier, un grand nombre d'établissements religieux et hospitaliers furent établis dans les vallées.

C'est ainsi qu'au centre de la Vallée d'Aran existait un monastère dont il ne subsiste plus que la chapelle (Eglise de Mitg Aran) ; il appartenait autrefois aux Templiers puis

1. BERTRAN Y MUSITU, ouv. cité, p. 93.

2. BROCA Y AMELL, ouv. cité, p. 63.

3. VIVES Y CEBRIA, *Traducción al castellano de los usages y demas derechos de Cataluña* (Appendice à la 7^e édition. Barcelone, 1862-1863),

4. SOLER, ouv. cité, p. 94.

aux religieux de l'ordre de Saint-Augustin del Planyo et fut toujours très florissant¹. Le prieur venait immédiatement après l'« fficial » de la Vallée, dans l'ordre des préséances ; c'était dans ce monastère que le gouverneur de la Vallée jurait d'observer les Privilèges de l'Aran².

Ce furent surtout les frères de Saint-Jean de Jérusalem dont l'ordre avait été fondé un peu avant la première croisade, qui établirent des hospices dans toute la région³.

D'abord destinés à recueillir les croisés et à les diriger vers la Palestine, ces établissements se détournèrent peu à peu de leur destination primitive⁴. Ils devinrent des asiles où pèlerins et voyageurs franchissant les montagnes trouvaient un abri et des secours, c'est que, au milieu des guerres et des troubles du Moyen-Age, les routes et les passages devaient être protégés à la fois contre les ennemis du dehors et contre ceux du dedans. Ces hospices, tenu par des ordres religieux et militaires remplissaient parfaitement bien ce rôle⁵.

Saint-Thomas-de-Thoran, dans la Vallée d'Aran ; Saint-Blaise-d'Arlos, au-dessous du Pont-du-Roi ; Saint-Jean-de-Loroas et Saint-Pierre-de-Frontès, dans la vallée de Luchon, desservaient les cols de « Courets », de « Tres Courets » et du « Portillon » qui réunissent les deux vallées. Saint-Jean-de-Jueu, au pied du port de la Glère et à proximité de celui de Vénasque, était destiné à faciliter la

1. L'histoire de ce monastère est consignée dans le « *Compendio de los Hermitanos de San-Augustin de Cataluña* » par J. MASSOT, Barcelone, 1699.

2. *Ordinaciones*, p. 108.

3. H. CABANNES, *Les chevaliers de Malte à Juzet-de-Luchon*, *Revue du Comminges*, 1894.

4. L'ordre de Saint-Jean de Jérusalem avait à Toulouse un grand prieuré, qui comprit jusqu'à trente-cinq commanderies.

5. CAMPAGNE, ouv. cité, p. 258.

traversée des montagnes vers l'Aragon¹. Les frères de Saint-Jean de Jérusalem (1056-1099), Chevaliers de Rhodes (1310-1330), de Malte ensuite tenaient tous ces hospices et il est possible qu'en plus de cette mission charitable, ils aient été primitivement chargés par les Comtes de Comminges de la surveillance des passages².

Ces hospices groupés par « commanderies » recevaient de nombreux dons et cela permettait à leur ordre de se développer, ils étaient mis sous la protection des passeriers³.

Les seigneurs, eux-mêmes, attribuaient à ces fondations d'importants privilèges. A une époque où l'élevage du bétail était la principale industrie des hautes vallées, les concessions de pâturages et de forêts offrirent de sérieuses ressources aux religieux chargés de ces hospices.

Il convient d'ailleurs de signaler que le clergé séculier bénéficiait lui aussi de pareils avantages.

Dans une charte datée du 22 février 1325, où Bernard IX comte de Comminges accorde des droits importants aux habitants de Sales et d'Antignac, il établit la réserve expresse « que les dites terres et possessions, ne pourront « être inféodées à l'autorité ecclésiastique, ni aux chevalier « de Saint-Jean de Jérusalem... de quoi, il pourrait résul- « ter pour le comte la perte d'une partie quelconque de ses « droits ». Il s'engage, de son côté, à « défendre et sou- « tenir les habitants d'Antignac et Sales même contre ses « propres vassaux »⁴. Le comte de Comminges semble

1. DE CASTÉLAN, *Traité international de Lies et Passeries*. *Revue des Pyrénées*, 1897.

2. DE CASTÉLAN, *Reformation de la commanderie de Juzet*. *Revue du Comminges*, 1894.

3. Ci-après, chap. VI.

4. *Revue de Comminges*, 1915.

donc redouter l'intervention du puissant ordre de Saint-Jean, et aussi, celle du clergé séculier; notamment du chapitre de Saint-Bertrand.

En plus de ces dons et de ces concessions seigneuriales, les hospices recevaient des subsides que des particuliers étaient tenus de leur fournir. Ainsi, certains habitants des vallées de Luchon et d'Aran étaient redevables à l'hôpital de Frontés, de rentes perpétuelles en grain, vin et cire ¹.

Un acte de 1266 nous renseigne sur cette commanderie de Frontés ; c'est une « réformation » effectuée en présence du comte de Comminges, des seigneurs de Montauban et de Larboust, et aussi, de délégués de la vallée d'Aran : Azemar, seigneur de Bosost, Martin Camon et Garcia Carrera consults ².

D'un côté comme de l'autre des montagnes, en Aran, comme dans la vallée de Luchon, on était intéressé à l'existence et à la prospérité de ces hospices. A ce sujet, la présence des délégués de Bosost à la Réformation de 1266 est significative.

Dans cet acte, on précise les limites de la commanderie, on détermine les dîmes qu'elle peut percevoir. Les bêtes qui lui appartiennent ont le droit de gîter dans les abris naturels, même sur les montagnes où les autres usagers n'ont qu'un simple droit de dépaissance, et c'est bien de l'exploitation des pâturages que l'hospice tire la plus grande partie de ses revenus. A Artigue, l'ordre retient une partie de la dime octroyée au chapitre de Saint-Bertrand. Le commandeur de Frontés peut aussi

1. DE CASTÉRAN, *Réformation*, art. cité.

2. CASTILLON D'ASPET, *Preuves*, T. II, p. 357.

prélever dans cette commune « la tête de toutes les bêtes
« farouches prises à la chasse »¹.

A mesure que, avec le temps, la sécurité se répandait
un peu partout, ces hospices tendaient à devenir unique-
ment des hôtelleries ; aussi, les chevaliers se déchargèrent-
ils de leur mission sur de simples particuliers.

M. de Froidour qui visita la région au XVII^e siècle,
nous en parle en ces termes : « Ils ne sont pas, nous dit-il,
« de grande importance ; il y demeure seulement un ou
« deux hostes, qui retirent les passants, leur donnant à
« boire et à manger ce qu'ils ont, pour de l'argent. Ils
« font encore une chose, qui est de grande commodité,
« qui est de changer l'argent des passants »².

Ainsi, après avoir rempli leur rôle, tant que cela fut
nécessaire, ces établissements se transformèrent ou dispa-
rurent. Des hôtelleries les ont remplacés, et si ces nou-
velles constructions s'appellent encore des hospices, elles
n'ont guère conservé du passé que le nom.

1. CABANNES, art. cité.

2. *Lettres de M. de Froidour*, ouv. cité, p. 115.

CHAPITRE V

Le Droit spécial de la Vallée d'Aran

Les *Ordinaciones* nous ont conservé, dans ses détails, la vieille organisation administrative de la Vallée ; les textes de droit privé, au contraire, sont moins nombreux et moins complets, ils n'embrassent pas, de beaucoup, toutes les règles qui dominent la vie des particuliers et les relations d'hommes vivant en société.

Est-ce à dire, cependant, que le statut de la famille ou celui de la propriété, par exemple, fussent restés ce qu'ils étaient dans l'antiquité. Très certainement non, des coutumes non écrites trouvaient leur application et formaient le droit commun dans toutes les questions d'ordre juridique qui ne sont pas traitées dans les confirmations et dans les Privilèges accordés à la Vallée.

§ I. --- DROIT PÉNAL ET ÉTAT DES PERSONNES

Dans la plupart des textes concernant l'Aran, les « *vecinos* » se préoccupent des répercussions fâcheuses pour la tranquillité du pays et pour l'ordre public que peuvent avoir les crimes et délits restés impunis. Les victimes et leurs amis cherchaient à se faire justice eux-mêmes, et à

se venger ; c'est ce qu'il faut éviter et de bonne heure des usages s'établissent, dont les Aranais demandent aux princes l'approbation et la confirmation.

Dans le privilège de 1298, les préoccupations de cet ordre tiennent une place importante.

En cas de blessure, quelle que soit la qualité de l'agresseur ou celle de la victime, une composition pécuniaire peut être fixée et soumise à l'arbitrage du tribunal de la Vallée ; le seigneur ne doit pas imposer d'amende ni même retenir le coupable, sauf réclamation des amis de la victime, il agit alors selon le droit d'Aragon¹.

Au cas de meurtre, une composition pécuniaire doit être de même, établie par le tribunal de la Vallée et une amende payée au seigneur².

Enfin, en matière de dettes, tout créancier peut saisir la maison de son débiteur, à la seule condition que cela se fasse en public, à moins cependant que le seigneur n'intervienne³.

Des réformes devinrent nécessaires, et en 1310⁴ furent publiées au nom du roi de Majorque des ordonnances qui ont presque uniquement trait au droit pénal. Tout meurtrier est puni de mort (I) ; tout dommage à une personne ou à ses biens est puni selon le droit commun (II) ; le port des armes est formellement prohibé, sauf dans des cas exceptionnels (III). Cependant chacun peut avoir un glaive de deux palmes et demi. Si le port d'armes était défendu, parce que dangereux, pour la paix publique, à plus forte raison, les réunions d'hommes armés sont interdites sauf

1. VALLS TABERNER, Document V, § VII, p. 13, ci-après Appendice III.

2. VALLS TABERNER, Document V, § VIII, p. 13, ci-après Appendice III.

3. VALLS TABERNER, Document V, § IX, p. 13, ci-après Appendice III.

4. VALLS TABERNER, Document VI, p. 15.

motif légitime ; en cas d'infraction, une amende est encourue, et, si un crime est commis le droit commun sera appliqué (VI) ¹.

Lorsque un condamné est en fuite, après un an, son mobilier sera saisi par le seigneur (IV) ; quand on est cité devant le juge on ne peut s'en dispenser sous peine d'amende ².

Lorsque on comparait, il n'y a pas de prison si on peut fournir caution et à condition qu'il ne s'agisse pas d'une faute grave. Au cas de faute légère, de coups sans effusion de sang par exemple, le tribunal n'a pas à intervenir à moins qu'on ne s'adresse à lui, exception faite du cas où l'offensé est un personnage important ³.

En cas de blessure légère dans une rixe, dans un mouvement d'emportement, l'amende est fixée à 15 sous.

La *Querimonia* décide (chap. VII) ⁴ que, à moins de délit grave, tout Arapaïs qui fournit caution ne doit pas être emprisonné. Elle rappelle ensuite le principe énoncé dans le privilège de 1298 et admet l'arrangement amiable entre l'agresseur, la victime et leurs amis.

L'arbitrage est également admis pour les offenses et les blessures légères.

On peut saisir son débiteur si la dette est certaine et reconnue, au cas contraire, c'est le châtelain qui en décidera.

Dans un document du 11 février 1316, le même Jacques II précisa qu'en matière de créance, la présentation du titre de créance suffit pour obtenir condamnation, à

1. VALLS TABERNER, Document VI, § VI, p. 18.

2. VALLS TABERNER, Document VI, § IV, p. 17.

3. VALLS TABERNER, Document VI, § VIII, p. 21.

4. VALLS TABERNER, Document VII, § VII, p. 26, ci-après Appendice IV.

moins que le débiteur ne prouve le paiement ou encore la fausseté du titre¹.

D'une manière générale, le châtelain ne devra pas intervenir, sauf quand il s'agit de crimes entraînant la peine de mort ou la mutilation d'un membre.

En 1337, les Aranais demandèrent et obtinrent de Pierre III une ordonnance, en vertu de laquelle toute bête qui tue ou blesse une personne ou un animal, doit être remise à la personne qui a subi le dommage, ou à son héritier².

Et en 1339, il leur est accordé que de jour comme de nuit, on peut saisir ceux qui causent un dommage aux propriétés et les retenir tant que l'évaluation du dommage par les consuls de l'endroit n'aura pas été faite et réglée³.

Mais c'est dans la *Pragmatica* publiée en 1616, à la suite des *Ordinaciones*, que nous trouvons le plus de renseignements sur le droit criminel de l'Aran⁴.

Dans les années qui précèdent la visite de Francisco de Gracia, les meurtres, les vols, les incendies, les résistances à l'autorité s'étaient multipliés dans des proportions inquiétantes, au grand dommage des particuliers et de l'ordre public ; aussi il était temps d'y apporter remède.

Dans le chapitre préliminaire où ces explications sont données, il est aussi rappelé que, en Aran, et de temps immémorial, on applique les Constitutions, les *Pragmaticas*, les Usages de la Principauté de Catalogne.

Les Aranais, cependant, demandèrent une atténuation des peines en vigueur dans le droit pénal Catalan ; ce

1. VALLS TABERNER, Document X, § IV, p. 38.

2. VALLS TABERNER, Document XXIV, p. 77.

3. VALLS TABERNER, Document XXV, p. 79.

4. *Ordinaciones*, p. 188.

qui leur fut accordé sous forme de « *correccion* » placée à la suite de chaque chapitre.

Les trente-six chapitres de la *Pragmatica Criminal* ont trait à la poursuite des criminels, aux dommages causés aux personnes et aux biens, au maintien de l'ordre public.

Lorsque des délinquants ou des criminels, meurtriers, voleurs, etc., arrivent en armes dans une localité quelconque, les habitants doivent s'armer et se mettre à leur poursuite, les bayles et tous les « *oficiales* » organiseront cette poursuite et feront leur possible pour capturer les coupables ; des amendes importantes sont fixées dans le cas où cette prescription ne serait pas observée ¹.

Pour prévenir les villages voisins, les consuls, procureurs et « *prohombres* » doivent faire sonner les cloches, et tous les « *vecinos* » se joindront à ceux qui recherchent les malfaiteurs ainsi signalés ².

Les poursuivants ont d'ailleurs le droit de les blesser s'ils opposaient de la résistance et si leur capture devenait impossible ³.

De même, lorsque un délit a été commis, on doit en aviser immédiatement le représentant de l'autorité le plus proche, et lui fournir tous renseignements utiles ⁴.

Les médecins, chirurgiens, barbiers, ne peuvent recueillir et soigner des criminels ou délinquants blessés, sans en aviser le « *bayle* » du terçon ⁵.

Enfin, d'une manière générale on est tenu de prêter

1. *Pragmatica*, chap. I, p. 190.

2. *Pragmatica*, chap. IV, VI et IX, p. 197, 199, 201.

3. *Pragmatica*, chap. V, p. 198.

4. *Pragmatica*, chap. VIII, p. 200.

5. *Pragmatica*, chap. XX, p. 207.

main forte aux « *oficiales* » chaque fois que cela est nécessaire ¹.

Dans l'intérêt de la paix publique, l'interdiction du port des armes et des groupements d'hommes armés faite dans les vieux textes est ici longuement reprise et précisée ².

Une sanction très grave : la peine capitale ou la mutilation d'un membre sera prononcée contre celui ou ceux qui rompront, ou essayeront de faire rompre, un accord de *Paz y Tregua* ³.

Et, si, par intimidation et menaces, quelqu'un cherchait à imposer sa volonté pour conclure un accord, le gouverneur ou le juge doivent intervenir, soit à la demande des intéressés, soit même d'office ⁴.

Le même souci d'éviter le scandale, et d'empêcher que l'ordre public ne soit troublé, se révèle dans les chapitres XXV, XXVI, XXVII, XXVIII, qui ont trait aux dommages qui peuvent être causés aux personnes et aux biens.

C'est ainsi que, en conformité avec la Constitution de Catalogne commençant par ces mots : « *Com instigat* », celui qui aura provoqué la mort, aura blessé ou offensé quelqu'un ou lui aura porté un préjudice quelconque, en dehors des cas prévus, dans cette constitution, sera considéré comme coupable, provocateur, ennemi de sa Majesté, et sera poursuivi comme tel ⁵.

Ceux qui délibérément auront attaqué d'autres personnes seront punis suivant le crime ou le délit commis ; et les pa-

1. *Pragmatica*, chap. XXXIII, p. 216.

2. *Pragmatica*, chap. II et III, p. 191 et 194.

3. *Pragmatica*, chap. XVIII, p. 206.

4. *Pragmatica*, chap. XXXV, p. 218.

5. *Pragmatica*, chap. X, p. 201.

rents ou amis qui tireraient vengeance d'un meurtre ou d'un délit quelconque encourront des amendes très lourdes.

Ceux qui provoqueront, soit une « communauté », soit des particuliers, seront punis de mort, du moins, suivant la Constitution de 1537, mais une atténuation sérieuse est accordée aux Aranais ¹.

Au cas de blessures entraînant la perte ou l'incapacité d'un membre, le coupable sera condamné à dix ans de galères ².

Les voleurs, nous l'avons vu, sont poursuivis avec diligence, et les personnes entre les mains desquelles seront trouvés des objets volés, sont tenues de déclarer d'où ces objets proviennent ³.

Le chapitre XXIV, rappelle que les maisons et constructions doivent être respectées, et que celui qui les détériore sera puni de dix ans de galères ⁴.

Des peines sont aussi prévues pour les falsificateurs de monnaie (XXII) et leurs complices (XXIII). Enfin, les usuriers (XXX) et les blasphémateurs (XXXI) sont recherchés et punis.

*
* *

Les textes qui pourraient nous donner quelques éclaircissements sur ce que fut la condition des Aranais, au cours des diverses périodes de leur histoire sont rares et peu précis.

Cependant dans la *Pragmatica*, et dans certains textes antérieurs, il y est fait allusion : comme on va le voir, il semble qu'on ne rencontre pas en Aran une hiérarchisa-

1. *Pragmatica*, chap. XVI, p. 205.

2. *Pragmatica*, chap. XXXII, p. 215.

3. *Pragmatica*, chap. XI, p. 202.

4. *Pragmatica*, chap. XXIV, p. 210.

tion des personnes aussi complète que celle établie dans la société féodale.

Dans les privilèges de 1265, Jacques I^{er} s'adresse en ces termes aux Aranaïs : « *nobilibus dilectis et fidelibus suis* » « *universis richis hominibus, militibus vicaris, bajulis* » « *merinis, superjunctariis, justitiis et universis aliis officialibus et subditis nostris.*...¹. »

Dans les documents concernant l'Aran, on cite souvent les « chefs de famille » ou « *bessins* », les « *prohombres* » ou « notables », ce sont eux, ce sont les groupements émanés d'eux qui assurent la gestion des affaires publiques.

La société aranaise se compose d'un certain nombre de familles groupées dans chaque agglomération, autour des chefs de famille.

Ainsi, le privilège de 1298 rappelle que la dîme royale, qui consiste en une certaine quantité de blé, est prélevée annuellement sur chaque « *casa* » ou « *hogar* », c'est-à-dire sur chaque maison, sur chaque famille, sans distinction suivant la qualité de telle famille ou de telles personnes².

Et cependant, dans la « *Pragmatica* » les peines qui doivent être appliquées varient quelquefois suivant la « qualité » du délinquant ou celle de la victime.

Dans le chapitre XVI³, concernant les provocateurs, il est accordé un adoucissement à la Constitution de Catalogne de 1537 qui prévoit la peine capitale, et des sanctions moins sévères peuvent être prononcées par le juge « suivant la qualité des personnes ».

1. VALLS TABERNER, Documents I, II et III, p. 3 et suiv.

2. VALLS TABERNER, Document V, § XII, p. 14, ci-après Appendice III.

3. *Pragmatica*, p. 205.

Les faux monayeurs (chapitre XXVI)¹ seront condamnés à des peines diverses, et même condamnés à mort selon les circonstances et selon « la qualité de la personne ».

Les hommes mariés qui vivront en concubinage « quels que soient l'état et la condition de leurs concubines » (chapitre XXV) devront les quitter, faute de quoi ils encourront une condamnation suivant « *la calidad de las personas* »². Et la femme « *de qualquiera calidad* » qui n'abandonnera pas son concubin subira les mêmes peines (chapitre XXVII³).

Tout individu (chapitre I)⁴ « *de qualquiera estado, grado, condicion* » qui vient en aide à un malfaiteur sera puni suivant la gravité de la faute.

Enfin personne, quels que soient son « *estado, grado y condicion* », ne peut troubler l'ordre public (chap. XXIV)⁵.

Le Privilège de 1298 (chapitre VII et VIII)⁶ prévoit que dans le cas de blessures ou d'homicide, une somme d'argent devra être payée à la victime, et que cette somme sera fixée par le juge, suivant la qualité de cette même victime.

La *Querimonia* (chapitre XVI) s'exprime dans les mêmes termes au cas d'insultes ou de coups. Et dans son chapitre VII, il est dit que la composition pécuniaire que doit payer un meurtrier est de mille sous « *jaquesos* » si la victime est un homme libre ou un gentilhomme, et de trois

1. *Pragmatica*, p. 209.

2. *Pragmatica*, p. 210.

3. *Pragmatica*, p. 211.

4. *Pragmatica*, p. 190.

5. *Pragmatica*, p. 216.

6. VALLS TABERNER, Document V, chap. VII et VIII, ci-après Appendice III.

7. VALLS TABERNER, Document VII, p. 30, ci-après Appendice IV.

cent sous seulement s'il s'agit d'un esclave. C'est la seule fois où dans les textes concernant l'Aran il est fait allusion à l'esclavage ou au servage.

Noublions pas cependant que les Constitutions de Catalogne et les Usages de Barcelone ont été appliqués dans la Vallée et que ces textes ont trait principalement au droit féodal et à l'organisation de la société féodale.

§ II. — DROIT DE LA FAMILLE

Il est incontestable, que la propriété de la terre, la propriété en général fut à l'origine une propriété collective, et que c'est après des transformations multiples que l'on en est arrivé à la propriété individuelle.

L'un des degrés de cette évolution est la propriété familiale ; elle est toujours collective, le chef de famille n'est pas le propriétaire, il est l'administrateur des biens qui sont en sa possession.

Petit à petit la propriété devient individuelle et héréditaire, mais elle se ressentira longtemps de son origine et conservera des traces de son passé.

De la communauté obligatoire, on passe à la communauté de biens facultative, et à la succession par branches à défaut de testament.

Tant qu'elle resta collective, la propriété était évidemment inaliénable ; quand elle se répartit par familles le principe de l'inaliénabilité évolue, et se transforme en un retrait que peuvent utiliser les parents, le retrait lignager « el retracto gentilicio » dont parlent les textes Aranaïs.

Le droit spécial de l'Aran est dominé par cette idée de copropriété, de communauté familiale.

Communauté de biens.

La *Querimonia* dans son chapitre X traite en ces termes de la communauté de biens ¹.

De mémoire d'homme, y est-il dit, les Aranais sont en possession d'une coutume en vertu de laquelle :

« Si une fois le mariage contracté, le mari et la femme
« ont fait un pacte sur les choses acquises ou à acquérir ;
« s'il survient ensuite des dettes, ils paieront les créanciers
« par moitié ; quant aux augmentations et aux gains
« qu'ils ont pu faire, ils les partageront par moitié si l'un
« meurt sans qu'il y ait des enfants. » . . .

La suite de ce même chapitre dit que la même chose s'observe, si le fils ou la fille de famille font un pacte avec leurs parents sur les biens acquis ou à acquérir, et cette indivision subsistera jusqu'à ce qu'on y mette fin d'un commun accord.

Une solution analogue est admise au cas où un pacte de ce genre interviendrait entre étrangers.

Enfin, dans la partie finale de ce chapitre, il est précisé que si un pacte de communauté n'est pas intervenu, les biens de la femme ne peuvent être grevés par les dettes du mari. Et cela doit être compris en ce qui concerne l'administration du ménage, mais non en matière de délit.

Il y a lieu de rapprocher de ce texte le paragraphe IV du Privilège de 1352 ². Voici ce qu'il y est dit :

Le mari peut, si la femme le veut, accepter une convention de communauté, et ce, au début, au cours ou à la fin du mariage, malgré la disposition de droit qui prohibe les donations entre époux,

1. VALLS TABERNER, Document VII, p. 28, ci-après Appendice IV.

2. VALLS TABERNER, Document XXVII, p. 83, ci-après Appendice V.

La femme peut dans son testament refuser cette communauté, comme aussi faire à son mari une donation à cause de mort.

Enfin, si la femme avait un pacte de communauté avec son mari, elle ou ses héritiers devront se contenter de la moitié des meubles et des immeubles acquis par les conjoints.

Il faut remarquer que la communauté existe dans le mariage, mais à la condition qu'un accord soit intervenu entre les époux, alors que dans le Code civil Espagnol (art. 1315), il est établi qu'au cas où il n'existe pas de contrat spécifiant le régime des biens, le mariage est contracté sous le régime de la société d'acquêts.

Ce même code (article 1393) spécifie que la communauté doit partir de la célébration du mariage, alors que en Aran, elle peut commencer pendant ou à la fin ¹.

Notons que le partage de cette communauté matrimoniale s'effectue comme il est indiqué ci-dessus, au cas où il n'y a pas d'enfants, mais nous ne savons pas ce qui se passe s'il y a des enfants nés du mariage. Il est question de biens propres de la femme, mais les textes ne nous parlent pas des biens personnels antérieurs au mariage, sans doute parce qu'ils ne quittent pas la communauté familiale encore très forte ².

Puisque le fils de famille peut faire un pacte de communauté avec ses parents, c'est donc qu'il pouvait avoir un patrimoine propre analogue au « *peculium* » *profectice castrense* ou *quasi castrense* romain auquel il est d'ailleurs fait allusion dans le privilège de 1352 ³.

1. BROCA Y AMELL, ouv. cité, T. I, p. 363.

2. VALLS TABERNER, Document VII, chap. x *in fine*, ci-après Appendice IV.

3. VALLS TABERNER, Document XXVII, chap. I, p. 82, ci-après Appendice V.

En somme, en Aran, et à cette époque, la communauté de biens n'est plus obligatoire, mais elle est possible dans le mariage, dans la famille et même entre étrangers.

Le retrait « gentilice » ou lignager

La *Querimonia* dans son chapitre VIII s'occupe du « *retrait gentilice* », c'est-à-dire du droit pour les proches parents d'un vendeur de se mettre aux lieu et place de l'acquéreur du bien immobilier, à condition que cet immeuble provienne d'un auteur commun au vendeur et au retrayant; cette coutume se rattache à l'idée de communauté, de propriété familiale du patrimoine ¹.

« Tout homme de la Vallée, y est-il dit, qui veut aliéner
« des maisons, terres, vignes, prés, moulins ou biens im-
« meubles, doit demander à ses frères, s'il en a, ou aux
« cousins germains, ou aux plus proches parents de la li-
« gne d'où vient cet immeuble, s'il désire le conserver ; et,
« si le parent pressenti refuse d'acheter, au bout d'un an
« et un jour, aucun parent ne peut reprendre la chose
« vendue. Mais si le parent n'a pas été averti par le ven-
« deur, il pourra réclamer la reprise de l'immeuble en
« question après avoir prêté serment qu'il ignorait que
« cette vente eût été accomplie ². »

Suivant un usage, constamment observé dans la Vallée, le retrait dont il vient d'être parlé n'est pas admis dans les ventes « *a carta de gracia* », c'est-à-dire dans les ventes contenant un pacte de « *remere* », sauf dans le cas où ces ventes deviennent définitives ³.

1. BROCA Y AMELL, T. II, p. 179.

2. VALLS TABERNER, Document VII, chap. VIII, p. 27, ci-après Appendice IV.

3. BERTRAN Y MUSITU, *ouv. cité*, p. 71

A noter que le Code espagnol de procédure civile de 1881, dans son article 1618, dit que si l'on veut donner suite à une demande de retrait il faut, entre autres conditions, qu'elle soit introduite dans les neuf jours de la vente et non dans l'année. Une sentence de la cour suprême du 20 octobre 1858 dit : « Alors que la législation spéciale (de Navarre) accorde le délai d'un an et un jour pour exercer le droit de retrait, depuis la promulgation du code de procédure civile, il faut s'en tenir à ce qu'il décide et la loi est donc violée si l'on dépasse le délai de neuf jours ¹. »

Par contre, une autre sentence de 1886 décide que « là où existe une législation spéciale concernant le *retrait gentilice*, il faut s'en tenir aux conditions imposées par la coutume locale ¹ ».

Actuellement, le « *retrait gentilice* » est toujours en usage, mais le délai est définitivement fixée à neuf jours.

Successions

Le Privilège de Pierre III (1352)² nous parle du droit de succession.

Il y est dit que si un homme meurt sans avoir fait de testament, sans laisser d'enfants ou de descendants d'eux, mais seulement ses parents ou ses grands-parents, les biens immeubles reviennent aux parents de la branche dont ils provenaient. Seuls les meubles et les acquêts sont partagés entre tous les parents après le paiement des dettes que le *de cuius* aurait pu contracter et des legs qu'il aurait pu faire.

1. BERTAN Y MUSITU, ouv. cité, p. 72.

2. VALLS TABERNER, Document XXVII, § 1, p. 81, ci-après Appendice V.

De même, si une femme meurt sans enfant et sans avoir fait de testament, sa dot et les donations qui ont pu lui être consenties par contrat de mariage reviennent aux donateurs ou à leurs héritiers¹.

La dévolution de ces biens dépend donc de leur origine et non du degré de parenté des héritiers. Ce système est en opposition avec la doctrine romaine et même avec la doctrine catalane sur les successions *ab intestat*, il se retrouve en Biscaye, Navarre, Aragon et dans le Pays Basque².

C'est en somme un retrait à cause de mort étroitement apparenté aussi à l'idée de copropriété familiale.

Toujours dans ce même privilège, nous voyons que les enfants naturels, à défaut de descendants légitimes, héritent de leurs parents morts intestats et des parents de ces derniers, tout comme s'ils étaient légitimes³.

Enfin, les enfants nés de prêtres succèdent à leur père décédé intestat, comme des enfants légitimes ou naturels⁴. A noter que cela est actuellement impossible en Espagne comme contraire aux prescriptions du Concile de Trente et à diverses dispositions canoniques.

§ III. — DROIT DES BIENS

L'un des plus anciens privilèges de la Vallée, parmi ceux qui nous ont été conservés, celui accordé par le roi de Majorque, au cours de ses fonctions de séquestre⁵, débute

1. VALLS TABERNER, Document XXVII, § v, p. 83, ci-après Appendice V.

2. BROCA Y AMELL, ouv. cité, T. II, p. 280 et suiv.

3. VALLS TABERNER, Document XXVII, § 3, p. 83, ci-après Appendice V.

4. VALLS TABERNER, Document XXVII, § 2, p. 82, ci-après Appendice V.

5. Cf. *supra* p. 26 et suiv.

par la reconnaissance formelle du droit que les Aranais ont depuis longtemps, de posséder sans entrave tous les biens susceptibles d'appropriation.

« La première coutume est que toutes les « *Universi-*
« *dades* » et chacun des habitants du Val d'Aran peuvent
« et doivent posséder et jouir des pâturages et des eaux
« librement et sans aucune réserve, et qu'ils peuvent pê-
« cher dans les dites eaux, comme aussi édifier des mou-
« lins.

« De même, ils ont et possèdent les bois, librement et
« sans réserve aucune ; ils doivent et peuvent chasser
« toutes les catégories d'animaux et se les approprier... »

« De même, ils peuvent et doivent acheter et commer-
« cer dans les places et marchés et hors de ces places,
« dans toute la Vallée d'Aran, sans droits ni péages,
« pourvu qu'ils aient leur domicile dans ladite Vallée.

« De même, ils doivent et peuvent vendre et acheter
« terres, vignes, prés, maisons et tous autres biens, sans
« prélèvement du seigneur, tant à des étrangers qu'à des
« parents, au meilleur prix, sans que le seigneur puisse à
« ce sujet prélever ou réclamer quoi que ce soit¹ ».

Enfin, l'article V déclare que les étrangers, quelle que soit leur condition, ne peuvent s'approprier du bois sans l'autorisation des habitants de la Vallée. Et l'article VI stipule que les Aranais auront le droit de creuser des mines de fer sans que le seigneur puisse s'y opposer ou réclamer un droit quelconque.

La « *Querimonia* » débute par le rappel de ces articles, elle renouvelle ces privilèges en les précisant.

Les Aranais posséderont vignes, maisons, potagers,

1. VALLS TABERNER, Document V, p. 12 et 13, ci-après Appendice III.

vergers, sans autre redevance que le « *sister* » de blé dû annuellement au roi par foyer.

Ils peuvent profiter des eaux librement et s'approprier dans les bois, tout ce qui leur est nécessaire pour le chauffage ou la construction ; ils utiliseront bois et pâturages « en bons père de famille » ; feront paître leurs troupeaux dans les pâturages et couper l'herbe pour l'hivernage des bestiaux.

En outre, les « *consuls y prohombres* » veilleront à ce que, sur les montagnes, on respecte les quartiers réservés et prohibés, et ils pourront se défendre contre l'intrusion de troupeaux étrangers¹.

Nous avons déjà signalé le caractère libéral de ces privilèges quand on les rapproche, par exemple, des Usages de Barcelone, rédigés à peu près à la même époque.

Ils nous montrent aussi que les préoccupations des montagnards aranais étaient surtout orientées vers l'industrie pastorale, vers l'élevage ; la base de la subsistance était le bétail.

Indépendamment de la propriété individuelle ou familiale de certains biens, ils possédaient en commun les bois et les pâturages. Même encore de nos jours, le domaine communal reste important dans les pays de montagne ; il est conservé avec un soin jaloux et défendu avec âpreté contre toute emprise étrangère, notamment contre celle de l'administration, pour si bienfaisante qu'elle soit parfois.

Le droit de libre propriété, ainsi nettement reconnu aux Aranais, n'allait pas sans abus et le chapitre IX de la *Querimonia* se préoccupe des empiètements des particu-

1. VALLS TABERNER, Document VII, p. 24 et 25, ci-après Appendice IV.

liers sur le patrimoine commun. L'usage voulait que « *l'universidad* » puisse détruire la maison ou le moulin, couper les arbres plantés sur le terrain appartenant à la collectivité, et ce, sans en référer au juge. Pour éviter de graves excès, il est précisé que le châtelain seul pourra, à la requête des « communautés » faire le nécessaire ¹.

En 1328, le roi Alphonse III compléta les privilèges que nous venons de voir, et il étendit aux meubles les exemptions et franchises, déjà reconnues par ses prédécesseurs, sur les immeubles ; il en profite d'ailleurs pour rappeler le tribut annuel du « *sister* » de blé ².

La fausse interprétation, donnée par un commissaire enquêteur, Pons d'Altarriba, des usages dont nous venons de parler, souleva une grosse émotion dans la Vallée, et, à la requête des Aranais, Pierre III dans un document du 19 mars 1358, remet les choses au point.

Il rappelle, une fois de plus, les franchises et libertés en question et contrairement à l'avis de son envoyé il ajoute que, même après avoir pris dans les herbages, par exemple, ce qui est nécessaire à leur bétail, les Aranais pourront disposer du surplus comme étant leur propriété et non celle du prince ³.

*
* *

Les « *Ordinaciones* » s'occupent des « *censales* » ou rentes constituées ⁴. Le « *censal* » est un contrat en vertu

1. VALLS TABERNER, Document VII, § IX, p. 27, ci-après Appendice IV.

2. VALLS TABERNER, Document XVII, p. 62.

3. VALLS TABERNER, Document XXVIII, p. 85 et suiv.

4. *Ordinaciones*, p. 167.

duquel une personne vend et une autre achète le droit de percevoir une rente annuelle¹.

Le « *censal* » fut connu à partir du XIV^e siècle, dans les états des comtes de Barcelone, rois d'Aragon, mais, c'est à partir du XVI^e siècle que la rente constituée prit une grande extension².

Le soin avec lequel les « *Ordinaciones* » s'en occupent, prouve qu'elle était d'un usage fréquent en Aran ; elle était utilisée aussi bien par les communautés que par les particuliers. Francisco de Gracia dut se rendre compte, au cours de sa visite, des difficultés et des abus auxquels donnaient lieu les « *censales* ».

Souvent, ces rentes étaient établies en échange de marchandises estimées à des prix excessifs et ce au préjudice de la collectivité ou de la personne qui s'engageait à payer, ensuite, les annuités

Aussi, à la demande générale, « *a petición de todo el Valle* », il est décidé que « désormais on ne pourra constituer de rente, soit sur les *Universidades*, soit sur les particuliers, avec des marchandises, mais seulement au moyen de sommes d'argent »³.

S'il en était autrement, le débiteur pourrait réclamer une réduction de la rente ; les autorités compétentes seraient tenues d'opérer cette réduction et même de tenir compte des sommes annuellement payées en trop.

Les notaires qui constatent la création de « *censales* » ne peuvent pas déclarer que le contrat a eu lieu moyennant le versement d'une somme d'argent s'il n'en est pas

1. *Diccionario de la lengua castellana por la Academia Espanola*, Madrid 1843.

2. BRUTAILS, ouv. cité, p. 69.

3. *Ordinaciones*, p. 167.

effectivement ainsi. Ils ne peuvent pas davantage déclarer que la somme versée est de la monnaie espagnole lorsque en réalité l'opération se fait en argent français qui avait cours en Aran et constituait même la monnaie usuelle de la Vallée¹.

Les « Constitutions de Catalogne » prévoyaient des peines sévères contre les notaires qui agiraient autrement.

Le choix de la monnaie avec laquelle on devait payer la rente annuelle soulevait de nombreuses contestations, et, pour y mettre fin, les *Ordinaciones* dans le chapitre suivant rappellent que la monnaie française a cours en Aran, que les opérations commerciales et la plupart des constitutions de rente se font avec elle.

Aussi, malgré une clause de style insérée par les notaires dans les contrats, et en vertu de laquelle le paiement des annuités doit se faire en « *moneda barcelonesa* » les débiteurs seront autorisés à s'acquitter en numéraire français. Il se produisait en effet ceci, que le créancier fort de la clause contenue dans son contrat exigeait de l'argent espagnol, assez rare en Aran et n'acceptait la monnaie française qu'à un taux inférieur, au grand préjudice des collectivités et des particuliers débiteurs de rentes².

*
**

Ni les privilèges, ni les *Ordinaciones* » ne contiennent d'autres renseignements sur le droit spécial de l'Aran.

Nous disions au début de ce chapitre que les textes qui nous ont été conservés sont loin de s'appliquer à tout ce qui composait le droit privé aranais.—pour si rudimentaire qu'on le suppose.

1. *Ordinaciones*, p. 168, col. 1.

2. *Ordinaciones*, p. 168, col. 2.

La plupart des règles dominant les relations juridiques des individus étaient constituées par des usages immémorialement observés et transmis de génération en génération.

Dans les textes, aussi bien dans les confirmations demandées et obtenues des princes, que dans les « *Ordinaciones* » rendues sur la proposition du « *visitador real* » Francisco de Gracia, il semble que l'on se soit surtout préoccupé des privilèges, des coutumes qui tenaient particulièrement au cœur des Aranais, et, d'autre part, des questions intéressant l'ordre public, celles pour lesquelles des discussions éclataient fréquemment entre « *vecinos* ».

Quelques-unes de ces coutumes non écrites, quelques-uns de ces usages non confirmés, pour être communément admis en Aran n'allaient pas, cependant, sans soulever des difficultés d'application et nous en trouvons trace dans certains procès de l'« *Audiencia Catalana* ». Ainsi en matière de servitudes, le propriétaire qui construit une maison peut se tenir à la limite de l'héritage voisin, si le versant du toit est de ce côté, il doit laisser un « *palmo* »¹ et demi d'intervalle, de telle sorte que les eaux tombent sur sa propriété.

En ville et si la maison voisine a des fenêtres, le nouveau constructeur devra laisser neuf « *palmos araneses* » suivant une coutume constatée dans un arrêt de la cour de Barcelone du 1^{er} juillet 1862².

1. Le *palmo* aranais équivaut à 238 millimètres.

2. BROCA Y AMELL, ouv. cité T. II, p. 19 et 20.

CHAPITRE VI

Relations entre le Val d'Aran et les Vallées voisines

On ne saurait étudier le passé de l'Aran sans s'arrêter à un aspect curieux des rapports entre montagnards des vallées voisines.

Nous avons vu que, le long d'une histoire particulièrement tourmentée, les Aranaïs changèrent souvent de maîtres. En outre, l'autorité des princes ne s'exerça pas en Aran sans restrictions et ses habitants jouirent de libertés assez rares chez leurs contemporains, libertés inhérentes, sans doute, aux habitudes et aux nécessités de la vie dans les hautes vallées ; les relations et accords entre frontaliers que nous allons maintenant examiner en sont la preuve.

Aussi bien, descendants les uns et les autres de ces mêmes populations primitives du pays des Convènes, tantôt séparés, tantôt réunis, Aranaïs et Commingeois ne pouvaient se considérer, ni comme des étrangers, ni comme des ennemis. Sans doute, la fréquence même de leurs relations provoqua des discussions, fit naître des sujets de conflits. Mais, comme l'intérêt commun était de leur trouver une solution pacifique, de bonne heure, des ac-

cords furent conclus, et, peu à peu, s'élabora une véritable charte de la montagne.

Puis, les princes, dont l'autorité a fini par s'imposer risquent, dans leurs démêlés, de troubler cette tranquillité laborieusement acquise. Les montagnards s'attachent alors à faire admettre leurs accords, à faire reconnaître leurs privilèges et, en effet, de nombreuses confirmations de ces privilèges leur furent accordées. Mais, bientôt, l'intérêt général réclame des restrictions à ces libertés : bien que reconnues, elles sont parfois suspendues et finissent par disparaître, laissant quelques éléments qui serviront à l'élaboration des grands traités modernes.

Nous essayerons de montrer ces transformations successives dans les relations des Aranais avec leurs voisins du Haut Comminges.

§ I. — LA VALLÉE ; SA VIE, SES HABITUDES.

Unité à la fois géographique, économique et politique la Vallée fut la véritable cellule de la vie sociale dans les pays de montagne¹. En général, elle suffit aux besoins de ses habitants. Dans la partie inférieure, ils ont construit leurs demeures et, des terres défrichées aux alentours, ils retirent les produits nécessaires à leur subsistance et l'herbe destinée à l'hivernage des animaux. Un peu plus haut, commence la forêt où chacun va librement se pourvoir de bois.

Enfin, sur les sommets, s'étendent de vastes pâturages la véritable fortune du montagnard, grâce au bétail qu'il

1, CAVAILLÈS, *Une Fédération Pyrénéenne sous l'ancien régime*.

pourra y nourrir ; ces hauts pâturages sont soumis aux droits d'usage de tous les habitants.

La proportion entre les terres défrichées, les pâturages et les forêts ne resta pas toujours la même dans les vallées. Avec l'accroissement de leur population, l'importance des défrichements augmenta. Le sol des parties basses ne pouvant plus suffire à faire vivre des familles de plus en plus nombreuses, on cultiva les pentes ; puis aussi, on augmenta l'importance des troupeaux que l'on envoyait dans les pâturages. Les forêts, déjà grandement épuisées par les coupes de bois destinées au chauffage ou à la construction, subirent encore des dévastations pastorales.

Henri IV signale le danger dans des lettres patentes adressées le 27 juin 1606 au grand maître des Eaux et Forêts de Toulouse, M. de Froidour envoyé par Colbert dans les Pyrénées, écrit : « Les hauteurs des montagnes sont occupées par des bois qui appartiennent « au roi, dont les communautés jouissent sous prétexte « d'usage et ont abusé et abusent avec un tel excès qu'il « n'y a plus que de la broussaille... Tout est en broussailles, abrouties et pasturages, sans espérance qu'on « puisse les restablir »¹.

Quand bûcherons, cultivateurs et pâtres eurent coupé, brûlé, diminué les forêts, les populations disposèrent alors d'espaces pastoralisés supérieurs aux besoins des troupeaux qu'elles pouvaient élever. De là, la nécessité de vendre, à l'automne, les bêtes que l'on ne pouvait alimenter l'hiver ; ou encore, la possibilité de recevoir, l'été, des troupeaux étrangers².

1. *Lettres de M. de Froidour*, ouv. cité, p. 57.

2. FABRE, *L'Exode du Montagnard*.

Comme, par ailleurs, le petit nombre d'animaux que l'on conservait à l'étable l'hiver et que l'on menait dans la montagne à la belle saison, ne procurait plus une aisance suffisante au paysan, ce fut une raison de plus pour demander à la montagne communale un supplément de ressources.

On admit dans les pâturages communs les bestiaux étrangers.

Cette pratique, appelée transhumance était une transformation profonde, une aggravation singulière des droits d'usage possédés par les habitants, et basés sur des coutumes traditionnellement suivies et respectées depuis un temps immémorial¹.

Le pâturage commun ne devait plus servir seulement à l'entretien des bestiaux hivernés dans la commune, il était livré, en outre, à toutes les spéculations destinées à accroître les ressources des caisses communes ou les profits des trafiquants de bestiaux.

Des droits étaient perçus sur les animaux transhumants, ils variaient beaucoup, et, le plus souvent, étaient fournis en nature. C'est ainsi que les seigneurs du Larboust prélevaient deux têtes de bêtes à laine sur chaque troupeau conduit dans leurs montagnes par les Espagnols².

Parfois aussi, ces montagnes étaient prises à louage, « moyennant 150 ou 200 livres, outre la dîme des fromages »³. Cette pratique prit de plus en plus d'importance ; Colbert déjà, se préoccupait des avantages que la France pouvait en retirer.

1. DE LIMAIRAC, *Considérations sur la Transhumance*, *Journal d'Agriculture Pratique*, année 1837.

2. DE CASTÉRAN, *ouv. cité*, p. 171.

3. *Lettres de M. de Froidour*, *ouv. cité*, p. 58.

§ II. --- RAPPORT DES VALLÉES ENTRE ELLES --- TRAITÉS
DE « LIES » ET DE « PASSERIES »,

Si chaque vallée formait un petit monde se suffisant presque à lui-même, il n'en est pas moins vrai qu'elles ne restèrent pas isolées les unes des autres.

C'est que les montagnes ne sont pas toujours une barrière, le plus souvent, elles servent de trait d'union ; les montagnards, aussi bien ceux des versants opposés, que, sur le même versant, ceux des vallées voisines, se rencontraient l'été, vers les hauts pâturages où ils menaient leurs troupeaux. La similitude de leurs coutumes, l'identité de leurs mœurs et jusqu'à la majesté parlout égale des lieux où s'écoulaient leurs existences, tout contribuait à les unir.

L'activité commerciale elle-même, n'était pas uniquement confinée aux deux extrémités de la chaîne ; les cols, les passages, étaient beaucoup plus fréquentés qu'ils ne le sont aujourd'hui ; nous n'en voulons pour preuve, que le nombre et l'importance de ces hospices et hôpitaux disséminés tout le long des montagnes, dans les hautes vallées.

Attiré vers les pâturages des sommets, le montagnard l'était d'ailleurs moins vers la plaine. Les moyens de communication ne ressemblaient pas à ce qu'ils sont de nos jours ; à travers les gorges et les étranglements successifs des vallées, que tunnels, ponts et viaducs permettent, aujourd'hui, de franchir sans difficulté, seul, un torrent impétueux s'ouvrait péniblement un chemin. Ces gorges constituaient donc de sérieux obstacles aux relations et aux échanges entre les hautes régions et le bas pays.

Les rencontres, sur les sommets, ne pouvaient manquer de soulever des difficultés, d'entraîner des discussions, de faire naître des conflits. Sans doute, les pâturages sont vastes sur les montagnes, mais ils sont aussi de valeur inégale ; l'herbage n'est pas également vert et abondant sur toutes les pentes. Ici le manque d'eau se fait sentir, alors qu'un peu plus loin, mais en territoire étranger, jaillissent de nombreuses sources : dans ce quartier tourné vers le sud, l'herbe est sèche dès le milieu de l'été, et c'est le cas de la plupart des vallées espagnoles, tandis que les pentes exposées au nord demeurent vertes plus longtemps.

Il faut aussi considérer que sur les sommets arrondis qui les séparent, où rien, dans la topographie des lieux, ne divise le territoire des vallées, il est difficile de faire la démarcation entre les pâturages. Les pâtres commettent des empiètements, parfois même volontaires ; d'autrefois, les bêtes s'échappent ou s'égarent ; ceux qui les trouveront dans leurs quartiers, pourront-ils confisquer ces animaux ? et, si ce droit est admis, va-t-on laisser aux individus la réglementation arbitraire de ce droit de « *pi-gnore* ». Si l'on ajoute à ces difficultés d'ordre pastoral, celles que provoque le simple voisinage, telles que meurtres, attentats contre les personnes et la propriété, on s'explique les conflits qui se produisirent entre montagnards ¹.

Cependant, ils comprirent vite que le régime de la force était préjudiciable aux intérêts de tous. Les attentats se multipliaient, les vengeances et les représailles étaient terribles, la menace perpétuelle d'incursions ou de conflits armés, gênait fort le développement de l'industrie pastorale.

1. CAVAILLÈS, ouv. cité, p. 4.

Aussi, les collectivités se substituèrent aux individus et les vallées en arrivèrent de bonne heure à établir des conventions, à conclure de véritables traités d'alliance et de paix (*Ligas y Patzarias* ou *Passerias*).

C'était là une prérogative singulière, un privilège considérable. Il s'explique néanmoins par les considérations suivantes. D'abord, par la grande indépendance de ces vallées¹, « véritables seigneuries collectives » qui, à ce titre, possédaient tous les droits régaliens et notamment celui de conclure des traités. Il ne faut point oublier non plus que, primitivement, les états Pyrénéens étendaient leur domination sur les deux versants de la chaîne : de ce fait, les « lies et passeries » n'étaient, en somme, que des conventions entre communautés voisines².

Malgré les changements politiques dont les Pyrénées furent le théâtre, elles persistèrent, « rafraîchies », confirmées par les seigneurs et par les rois. C'est à la suite de ces changements de souveraineté que certaines d'entre elles, prirent un caractère international que, primitivement, elles n'avaient point. Il en fut ainsi notamment pour les passeries conclues entre vallées de versants opposés mais aussi, sur le versant français, pour celles intervenues entre les habitants de la vallée d'Aran et les communautés des vallées voisines.

Les raisons générales que nous avons indiquées, provoquèrent ici et de bonne heure, la naissance de ces con-

1. Cette indépendance se retrouve dans la plupart des Vallées pyrénéennes, qui formaient chacune un groupement, une « université » comme on disait au Moyen-Age. Il en est ainsi pour les gens d'Ossau, ceux du pays d'Aspe ; les Vallées de Barèges, de Cauterets, étaient de véritables républiques.

2. CAVAILLÈS, ouv. cité, p. 7 et 8.

ventions et leur existence est mentionnée dans les Privilèges et confirmations accordés à la Vallée.

Dans le Privilège de 1298, il n'est pas question en propres termes des « Passeries », mais certaines des réglementations faisant l'objet des accords entre frontaliers se retrouvent dans ce texte ¹.

La « *Querimonia* » ² chapitre XIV reconnaît aux hommes de la Vallée le droit de conclure des traités de paix avec leurs voisins, le roi se réserve la possibilité de s'y opposer dans un délai de dix jours.

De même, dans les « *Ordinaciones* » il est question des « *Pacierias* » dont l'existence est confirmée en ces termes : « Attendu que la Vallée d'Aran possède, en vertu « de Privilèges antérieurs, le droit de conclure des Passeries et accords de paix avec les communautés de la « frontière et du Royaume de France.

« Nous décidons, en conséquence que la dite vallée, « lorsque l'occasion s'en présentera pourra conclure ces « accords et les chapitres des dites Passeries, en se conformant aux Privilèges royaux sus-mentionnés ³. »

« Et si quelque difficulté ou hésitation survenait concernant l'interprétation de ces derniers, il y aurait lieu « d'en référer au gouverneur et au juge de la Vallée. »

Les documents ne manquent pas non plus, concernant les frontaliers français. Dans la charte du 1^{er} février 1316, Bernard de Comminges reconnaît à certains d'entre eux, le droit de commercer librement avec les Espagnols. « Les « habitants de notre châteltenie de Frontignes, pourront

1. Voir notamment, chap. 5, 7, 10. VALLS TABERNER, Document V, p. 11, ci-après Appendice III.

2. VALLS TABERNER, Document VII, p. 30, ci-après Appendice IV.

3. *Ordinaciones*, p. 152.

« trafiquer, vendre ou échanger toutes sortes de marchan-
« dises avec les Espagnols en temps de guerre... sans
« qu'on puisse les troubler en aucune sorte ¹. »

De même, en 1490, le roi de France confirme aux Commingeois leurs « privilèges, franchises, libertés, coutumes
« et usages » ; les antiques conventions dont nous nous occupons étaient de ce fait acceptées ².

La forme primitive de ces accords n'a pas été conservée, on possède seulement leur renouvellement qui eut lieu au « plan d'Arrem », en 1513, mais il est certain qu'à cette date, ils existaient depuis fort longtemps.

En examinant cette passerie de 1513 et en se reportant aux plus vieilles conventions d'autres vallées pyrénéennes, on peut retrouver la préoccupation des premiers accords entre Aranais et Commingeois ³.

Leur but premier, nous l'avons vu, était de terminer pacifiquement les conflits, aussi, ils proclament la paix perpétuelle et la placent sous la garantie des serments. Ils s'occupent de la limitation des pâturages, de l'usage des eaux, de celui des bois ; ils réglementent la traversée d'un territoire voisin par les troupeaux. Ils organisent le droit de saisie des bêtes qui ont pénétré dans des pâturages étrangers. Ils établissent des sanctions au sujet du vol de bétail, ainsi que des tarifs de composition concernant les attentats contre les personnes ; ils essaient d'empêcher les représailles. Enfin, les contractants se promettent une aide réciproque pour faire exécuter ces accords.

1. Archives du Parlement de Toulouse, *Trésoriers généraux et autres*, B. 1920, f^{os} 4 à 6.

2. Archives du Parlement de Toulouse, *Trésoriers généraux et autres*, B. 1920, f^{os} 6 et 7.

3. CAVAILLÈS, ouv. cité, p. 11 et suiv.

Ces traités furent des arrangements assez maladroits mais qui suffirent à l'époque de leur conclusion, leur but essentiel était de diminuer les chances de conflits ; ils y réussirent.

Du jour où la Vallée d'Aran et ses voisines du haut Comminges cessèrent d'appartenir à la même domination politique, ces conventions primitives se transformèrent.

Les relations, les échanges continuent comme par le passé, mais, ils sont menacés, ils risquent tout au moins d'être limités, réglementés, par l'autorité croissante des états unitaires qui, peu à peu, s'organisent de chaque côté des monts. Puis, un autre danger apparaît : des guerres éclatent entre la France et l'Espagne, et, de nouveau, les montagnards voient compromise la tranquillité qu'ils avaient, peu à peu, péniblement acquise. Tout leur effort va tendre à rester en dehors de ces vastes conflits ou à en atténuer les conséquences désastreuses pour eux.

C'est alors qu'ils prennent bien soin de faire confirmer leurs coutumes et usages et qu'ils demandent aux princes de reconnaître leurs antiques conventions. Ceux-ci ne manquent point d'y souscrire et même ils se servent de leur autorité pour en assurer l'exécution.

En 1511, un gentilhomme, M. de Labastide Paumès, venu à Saint-Béal lors d'une foire, emprisonna quelques Aranais qui, sous la protection des « *lies et passeries* », étaient venus commercer en toute confiance, et s'empara de leurs marchandises. Les habitants de la Vallée ne manquèrent pas d'exercer des représailles, et les Commingeois envoyèrent au roi de France des députés chargés de lui signaler les inconvénients de pareilles pratiques¹.

1. CAVAILLÈS, ouv. cité, p. 31.

Louis XII dans des lettres patentes de janvier 1512 désavoue les agissements de M. de Labastide Paumès qui a eu le tort, disent les lettres, de ne pas tenir compte des « surséances et abstinences de guerre ». Il ordonne, en outre, de restituer aux Aranais les biens confisqués et autorise, même, les victimes à exercer des poursuites devant la cour du Parlement de Toulouse ¹.

§ III. — LA « PASSERIE » DU « PLAN D'ARREM » (22 avril 1513) ²

L'année suivante, le 22 avril 1513, au plan d'Arrem ³, les vallées des Pyrénées centrales ⁴ renouelaient avec l'Aran et d'autres vallées espagnoles leurs conventions de paix.

Les préoccupations que nous avons indiquées chez les habitants des hautes vallées, apparaissent ici nettement. Cette « passerie » du plan d'Arrem est, avant tout, un traité de commerce et de surséance de guerre.

Les habitants pourront commercer librement, même en temps de guerre. L'article 11 ⁵ qui en décide ainsi, montre chez les contractants, cette double préoccupation d'échapper, d'une part, aux prohibitions douanières, et d'autre part, aux conséquences de guerres auxquelles ils ne veulent point être mêlés.

1. Archives du Département de la Haute-Garonne. Série E, n° 891. Imprimés.

2. Ci-après Appendice VI.

3. Quartier de Fos (Haute-Garonne) situé au Pont-du-Roi, à la frontière espagnole.

4. Ce sont les Vallées du Louron, Larboust, Oueil, Bagnères, Saint-Béat, Aspet, Castillonais, Couserans, Aure, Nestes, Comminges, du côté français ; Pallars, Villemur, Aran, Ribagorza, Gistain, Bielsa, et toute la couque d'Ourcau, du côté espagnol.

5. Appendice VI.

Ils tiennent, avant tout, à la paix et, comme la conscience de ce qui devint, plus tard, la solidarité nationale n'est pas encore très développée, ils ne veulent point se laisser entraîner dans des conflits dont ils ne saisissent pas les causes et dont ils ne voient pas le but.

Pour comprendre l'importance qu'ils attachent au maintien, malgré tout, de la liberté commerciale, il faut se rappeler qu'ils tiraient leur existence uniquement de leur industrie pastorale et des échanges de plus en plus importants qu'ils faisaient entre eux¹.

Ainsi, Saint-Béat était le centre d'un gros trafic avec la vallée d'Aran. M. de Froidour² nous rapporte qu'à la grande foire annuelle de la Saint-Martin, les transactions portent sur deux et trois cent mille livres de bestiaux. Les Aranais, dit-il, ne subsistent que grâce à ces marchés « *n'ayant ny pain, ny vin, ny autres douceurs et commoditez que ce qu'ils y acheptent ; et en eschange, ils y débilent quantité de laines, de sel et peu d'huile* »³.

Dans le Castillonnais qui participa lui aussi à la « *passerie* » de 1513 le commerce avec les Espagnols est également très important. Quatre foires s'y tiennent par an où les échanges sont considérables⁴.

Mêmes constatations pour Luchon à qui le comte Odet

1. DE CASTÉRAN, *Traité International de Laines et Passeries*, art. cité, p. 197.

2. *Lettres de M. de Froidour*, p. 91.

3. Le Comminges, pays rédimé, se pourvoyait à Luchon, du sel espagnol extrait des carrières de Solsona, de Trago, de la montagne de Cardona et des fontaines salées de Geri exploitées depuis un temps immémorial dans la haute Vallée de la Noguera Ribagorzana, (*Marca Hispanica*, p. 205, 218, 1186.)

4. BOISSONNADE, *Annales du Midi*, 1905.

d'Aydie avait permis en 1484 d'avoir un marché par semaine et deux foires par an ¹.

Enfin, pour compléter le tableau de ces relations économiques, il faut mentionner la conclusion de très nombreux louages de services. Chaque année, les habitants des vallées françaises allaient travailler de l'autre côté des monts. « Ils passent en Espagne, du temps de la récolte « du grain, retournent en France pour faire la moisson « qui est plus tardive ; repassent en Espagne pour les « vendanges et retournent, ensuite, les faire en France ². »

Pour que ces libertés servent à quelque chose, pour que, même en temps de guerre, les frontaliers puissent commercer, ils devaient, bien entendu, s'interdire personnellement tout acte d'hostilité. Ainsi en décide l'article 1^{er} de la « *passerie* » et l'article XIII ³ leur défend de se livrer à des voies de fait, sous peine « *d'estre penduts et estranglats* » ; ces surséances étaient appliquées dans les limites territoriales nettement déterminées (Article XI) ⁴. Si malgré la surséance, des dommages sont causés à des particuliers, ils devront être réparés et ce ne serait pas d'ailleurs une raison pour que d'un fait isolé résulte l'abandon complet des accords intervenus (article 111) ⁵.

L'article IV ⁶ précise que les animaux continueront à pacager comme en temps de paix ; il est interdit de les enlever (article VII) ou de toucher aux bergers ⁷.

1. CASTILLON d'ASPET, ouv. cité, p. 377.

2. *Lettres de M. de Froidour*, p. 97.

3. Ci-après Appendice VI.

4. Appendice VI.

5. Appendice VI.

6. Appendice VI.

7. Appendice VI.

On ne peut en aucune façon et sous aucun prétexte retenir prisonniers des frontaliers (article V).

Il importait d'autant plus de prévenir ces vols et ces voies de fait que les représailles prenaient des proportions considérables : les habitants de la Vallée à laquelle appartenait la victime se solidarisant avec elle, tenaient pour responsables du méfait, tous ceux de la Vallée voisine incriminée.

Des précautions sont également prises contre les malandrins : les officiers « *del Rey de Franco* » pourront les poursuivre et en obtenir la livraison n'importe où et les Aranais auront, de leur côté, la même liberté d'action. (Article VI)¹.

Les créanciers ne devront pas user de la force pour obtenir le paiement des sommes qui leur sont dues : le recouvrement des créances, dit l'article XII², devra être fait suivant des formes régulières et en se conformant aux pratiques et aux procédures habituelles. Les juges devront se renseigner sur l'authenticité des créances que l'on invoque devant eux : « *que s'en assegueren lou millon que pouscon* ».

Les co-contractants s'engagent, aussi, à se prévenir réciproquement de la rupture de la paix et les conditions dans lesquelles ces renseignements doivent être transmis, sont soigneusement fixées (article VIII)³. A partir de la remise de l'avis dénonçant la paix, on doit laisser s'écouler un délai de trente jours, laps de temps qui permettra aux intéressés de se mettre à l'abri eux et leurs biens.

M. de Froidour nous apprend avec quelle ponctualité,

1. Appendice VI.

2. Appendice VI.

3. Appendice VI.

les frontaliers se conformaient à ces prescriptions. Il rencontra, un jour, des bergers français qui ramenaient leurs troupeaux des montagnes, bien avant la date habituelle ; comme il s'en étonnait, ils lui dirent « que c'était la publication qui avait esté faite de la guerre que les Espagnols avaient déclarée aux Français qui en était cause ; et que les frontaliers d'Espagne les avaient advertys de se retirer, de crainte qu'on ne leur courût sus,¹ ».

Comme on le voit, rien n'était laissé dans l'ombre de ce qui pouvait amener des querelles ; une longue expérience avait montré aux frontaliers quelles étaient les causes les plus fréquentes de conflits et ils s'attachaient à les régler pacifiquement.

Si, malgré tout, des attentats isolés se produisaient il restait entendu que ces actes ne pourraient rien contre la paix qui persisterait en dépit de tout. Il est aussi convenu (article X)² que si l'un des co-contractants voulait ne plus être compris dans la « surséance », il devrait en avertir les autres et suffisamment tôt. Enfin (articles IX et XIV)³ les délégués promettent de faire ratifier ces accords, et ils affirment solennellement que leurs communautés les respecteront scrupuleusement.

Les « *Ordinaciones* » postérieures d'un siècle à la « *Passerie* » du plan d'Arrem, reconnaissent aussi à la Vallée d'Aran le droit de conclure ces conventions ; nous en avons précédemment cité le texte⁴.

Tout un chapitre est en outre consacré à la question des représailles et par l'ampleur des développements qui y

1. *Lettres de M. de Froidour*, p. 38.

2. Appendice VI.

3. Appendice VI.

4. *Ordinaciones, De las Pacerias*, p. 152, col. 1.

sont donnés on peut juger de l'importance que les Aranais y attachaient ¹.

Les représailles entre la Vallée et les frontaliers français, y est-il dit, ont lieu parce que les parties ne se conforment pas à ce qui a été décidé dans les « *Passeries* ».

Pour éviter de la part des Aranais des errements aussi préjudiciables à la communauté, les « *Ordinaciones* » édictent un certain nombre de prescriptions:

Aucun habitant de la Vallée, n'empêchera ni directement, ni indirectement, les frontaliers français ou l'un d'eux de porter un différend devant les juridictions de l'Aran et de citer un Aranais à la barre du Tribunal, le tout, sous peine d'une amende de dix écus au bénéfice de la Vallée, amende dont la perception est assurée par le syndic ².

Si le Français repart sans pouvoir obtenir une réparation légitime par la faute d'un Aranais et que, par suite, des représailles aient lieu contre la communauté ou contre un individu, l'Aranais contrevenant devra réparer les dommages causés par ces représailles.

Le syndic doit conserver tous les documents qui lui ont été remis par les Français et la copie de ceux qu'il a lui-même envoyés, pour que, si besoin était, toute l'affaire puisse être examinée pièces en mains ³.

En outre, les conseillers, le syndic ou un Aranais quelconque, ne peuvent, en cas de représailles, faire d'accord particulier avec les Français, sans l'assentiment du gouverneur et du juge qui doivent veiller à ce que ces accords,

1. *Ordinaciones, De las Represalias*, p. 152, col. 1 et 2.

2. *Ordinaciones, De las Represalias*, p. 152, col. 2.

3. *Ordinaciones, De las Represalias*, p. 154, col. 1.

soient conformes, à la fois, à l'intérêt de la communauté et aux droits de l'autorité royale¹.

Dans le cas où la majorité des terçons déciderait avec l'assentiment du gouverneur et du juge qu'aucun Aranais ne doit entrer en France, cette décision sera rigoureusement observée et personne, ne devra franchir les frontières si ce n'est pour le service du roi et sur l'ordre du gouverneur².

§ IV. — TRANSFORMATION ET DISPARITION DES « LIES
ET PASSERIES ».

La « passerie » de 1513 était la synthèse de tous les antiques usages que les nécessités des relations quotidiennes entre Aranais et Commingeois avaient fait naître.

Les intéressés y attachaient une grosse importance ; dès que les événements devenaient inquiétants, dès que la paix était menacée, ils se préoccupaient de savoir ce qu'il allait advenir de leurs franchises.

Voici ce qu'écrivait encore M. de Froidour : « ... incontinent après que les Espagnols eurent fait déclarer la guerre sur les frontières, les habitants de la vallée d'Aran députèrent deux consuls avec un syndic vers Barbazan et Despouy capitaines chastellains de Frontignes et de Saint-Béat, pour savoir comment ils avaient dessein d'en user, protestant au nom de la communauté de leur Vallée et de leurs voisins, qu'ils entretiendraient religieusement et exactement les traittez et accordz des passeries.

1. *Ordinaciones, De las Represalias*, p. 154, col. 2.

2. *Ordinaciones, De las Represalias*, p. 151, col. 1.

« Sur quoi les deux gentilhommes leur ayant demandé
« s'ils avaient parole du gouverneur de Castelleon et des
« autres places voisines, ils répondirent que non mais as-
« surèrent qu'il ne s'entreprendrait rien au préjudice des
« pays qui sont dans les limites des passeries dont ils ne
« donnassent avis incontinent ; et qu'en tout cas ils res-
« pondraient de toutes choses et voulurent mesme pour
« seureté plus grande s'y obliger par escript.

« Mais ces deux gentilhommes qui n'avaient aucun or-
« dre de la cour, ni de la part du gouverneur de la pro-
« vince, de rompre ou d'entretenir des traittez, se con-
« tentèrent de convenir avec eux, qu'on en demeurerait aux
« termes des traittez et accordz observez d'ancienneté et
« que de part ny d'autre, il ne se fera aucune irruption
« jusqu'à ce qu'on eust des ordres précis et qu'apara-
« vant, on en donnast avis respectivement ¹. »

Nous sommes loin des libres accords primitifs qui ne relevaient d'aucune autre autorité que de celle des habitants de la Vallée.

Maintenant, les intéressés sentent bien que leur seule volonté n'est pas suffisante et qu'ils doivent subir le bon vouloir de leurs maîtres.

Aussi, ils essayent de tirer le meilleur parti possible de la situation ; ils vont trouver les représentants du pouvoir central, qui eux attendent des ordres de la cour ; espérant obtenir la réciprocité ils promettent que de leur côté les pactes seront scrupuleusement observés.

Les frontaliers se rendaient donc parfaitement compte que leurs vieilles libertés n'avaient plus autant de force. Déjà dans la passerie de 1513, les contractants s'enga-

1. *Lettres de M. de Froïdour*, p. 95.

geaient à faire ratifier leurs conventions par leurs maîtres respectifs (article IX)¹.

En faisant reconnaître leurs antiques privilèges, ils espéraient les protéger ; mais, précisément, cette immixtion des rois dans ces accords, jusque là établis sans contrôle, leur fut fatale.

Malgré tout, on agit fort prudemment, on se garda de heurter de front les vifs sentiments de liberté et d'indépendance de ces populations. Les interventions du prince furent, au début, purement formelles ; il ne créait pas ces libertés, il les confirmait, il se bornait à « consacrer une » entente conclue sans lui et à empêcher, si l'on peut dire, « la prescription de ses droits de souveraineté »².

Nous avons vu, précédemment, les textes concernant la Vallée d'Aran, les documents ne font point défaut non plus pour les vallées françaises.

En 1526, les habitants du Comminges sont troublés dans la jouissance de leurs libertés par les agents du roi, « maires des eaux et forêts et des portz, fermiers des peages, impositions et gabelles ». Ils s'adressent à François I^{er} qui en mars confirme leurs privilèges³.

Henry II agit de même en septembre 1547. Les frontaliers, à l'avènement de chaque nouveau roi, veulent obtenir pour plus de sûreté le renouvellement des précédentes confirmations : il en est ainsi pour François II, Charles IX, Henri III, Henri IV. Dans des lettres patentes du 20 juin 1634, Louis XIII fait une sorte d'historique des passeries.

Les habitants de Saint-Béat s'étaient plaints que leur foire annuelle qui, autrefois, avait une grosse importance,

1. Appendice VI.

2. CAVAILLÈS, *ouv.* cité.

3. Archives du Parlement de Toulouse, B. 1920, f^o 14.

était presque désertée « par la plupart des étrangers à l'occasion des saisies et exécutions qui sont ordinairement faites sur leurs marchandises... voire même des emprisonnements qui sont faits sur leurs personnes...¹ ».

Comme ces procédés sont fort nuisibles à la prospérité du pays, le roi ordonne que « ... les dits articles de Passerie faits entre nos sujets du pays de Comenge avec les dits frontaliers étrangers des Vallées d'Aran, de Paillars et autres lieux voisins y compris, soient inviolablement entretenus, gardez et observez par les dits habitants et jouissent d'iceux, tout ainsi qu'ils en ont cy devant bien et dûment joui².

Au mois de décembre 1671, des lettres patentes de Louis XIV confirment encore une fois « les Privilèges de surséance de guerre avec le pouvoir et liberté aux frontaliers espagnols de s'assembler avec les dits exposans et de dresser des articles pour l'entretien de la dite surseance...³ ».

Malgré tout, la légitimité de ces franchises apparaît de moins en moins certaine, à mesure que l'on s'éloigne de l'époque où les Vallées étaient à peu près indépendantes.

Bien souvent, ceux qui se trouvaient au contact de ces populations et pouvaient constater par eux-mêmes, l'utilité de ces privilèges, essayaient de les protéger.

Ainsi en 1645, M. de Signan, capitaine des vallées d'Oueil et de Luchon, demande au roi qu'on ne suspende pas ces traités, il fait remarquer que les Espagnols ne manqueront pas d'aller se ravitailler dans les montagnes

1. Lettres patentes du roi Louis XIII du 20 juin 1634. Archives du Parlement de Toulouse, B. 1920, f° 19 v° à 20 v°.

2. Archives du Département de la Haute-Garonne, E. 891, p. 16 à 18.

3. Archives du Parlement de Toulouse, B. 1920.

du Béarn et que, en définitive, les seuls lésés seront les habitants des hautes vallées du Comminges¹.

M. de Bois de Baillet, intendant à la généralité de Montauban², écrivait le 7 juin 1684 au contrôleur général, qu'il voudrait recevoir promptement des ordres du roi, au sujet du traité des « Lies et Passeries », sans lequel tout le commerce est mort sur la frontière des Pyrénées ». Il ajoute que « si ces traités ne sont pas entretenus, la rupture du commerce arrivant, les fermes de sa Majesté diminueront considérablement et les habitants des lieux situés dans l'étendue de ces « lies et passeries » seront hors d'état de payer leur taille³ ».

Au début de la guerre de la succession d'Espagne, on voulut interdire l'exportation des blés, M. Le Gendre, un autre intendant de Montauban, fit également observer que cette prohibition allait entraîner une grande gêne dans la perception des taxes. Dans une lettre du 26 août 1703, il plaide en faveur : « d'un canton particulier de cette généralité qui est le pays de Comminges. Ce pays — dit-il — est en possession depuis deux siècles de commercer avec les Espagnols de la Vallée d'Aran, même en temps de guerre... » à lui seul, affirme-t-il, le commerce du blé procure au pays, au moins 200.000 écus par an⁴.

Cependant, le 20 juin 1708, un placard affiché à Saint-Béat, sur l'ordre du duc d'Orléans, commandant l'armée de Catalogne, interdisait aux frontaliers sous des peines

1. *Mémoire pour obtenir la confirmation des « Lies et Passeries »*. Archives des Affaires Etrangères, n° 1634.

2. L'élection de Comminges instituée en 1603 fut d'abord du ressort de la cour des aides et finances de Montpellier, puis de 1642 à 1716 de la généralité de Montauban, et, enfin, de la généralité d'Auch.

3. DE BOISLISLE, *Correspondance des Intendants*, T. I, n° 73.

4. DE BOISLISLE, *Correspondance des Intendants*, T. I, n° 516.

sévères de trafiquer avec les Espagnols de l'armée de l'Archiduc.

Malgré tout, la contrebande continua, les délinquants restaient insaisissables et se recrutaient jusque parmi les commis de la foraine de Saint-Béat et de Luchon.

M. Le Gendre voulut faire des exemples et comme on lui objectait l'existence des « passeries » il répondit qu'il voulait en suspendre l'application mais non les supprimer. Le 24 mars 1711, il défendit tout commerce avec les vallées d'Aran et de Vénasque et pour rendre cette prohibition plus effective, on établit des cordons de troupes à la descente des ports ¹.

M. de Boissière qui avait pris cette mesure, en précisait le but, dans un mémoire du 9 juillet. « Encore une fois, « écrit-il, le pays ennemi doit être pris par la faim ; quand « ils ne mangeront plus le pain que nous leur fournissons, « les Aranais hostiles à Philippe V, le reconnaîtront avec « transport pour leur roi légitime ² ».

Vers la fin de l'année 1711 la guerre étant virtuellement finie et, en tout cas, les hostilités ayant cessé dans le Comminges, M. Le Gendre remit en vigueur le traité des lées et passeries ce qui redonna une nouvelle activité au commerce de la région : à la première foire de Saint-Béat s'effectuèrent des transactions considérables ; il s'y débita pour plus de six cent mille livres de marchandises.

Ainsi, ces vieilles franchises que, primitivement les rois se contentaient de confirmer, furent de plus en plus considérées comme de simples tolérances. On en suspendit l'application sans le moindre scrupule, dès que l'intérêt su-

1. DE LASSUS, *ouv. cité*, p. 23 et suiv.

2. Archives Nationales, G 7, 398.

périeur de l'Etat le réclamait et, cependant, en dépit de ces suspensions et des diminutions qu'ils subissaient, les traités de « Lies et Passeries » restaient en vigueur¹.

La paix qui, au cours du XVIII^e siècle ne cessa de régner entre la France et l'Espagne, fit tomber en désuétude les articles de surséance de guerre devenus sans objet ; quant aux libertés commerciales, elles se confondirent avec les nombreuses franchises maintenues par la monarchie dans les diverses régions de la France ; les guerres de la Révolution achevèrent leur ruine.

Cependant, lorsque sous Napoléon III une commission s'occupa de préciser la ligne frontière, les vieux accords entre frontaliers furent respectés sur ce point.

Ainsi : « Les communes aranaïses qui sont en possession
« de terrains situés sur le versant français dans la région
« de Roumingau, du Campsaure, de l'Artigoun², sont con-
« firmées dans cette possession à perpétuité. » De même
« les troupeaux de Bosost continueront à être admis de-
« puis le 1^{er} juillet de chaque année à paître seuls les se-
« condes herbes dans les montagnes françaises de Susar-
« tiques et de Couradilles³ ».

On raconte que, lorsque les commissaires se réunirent pour déterminer la ligne frontière, les Aranais amenèrent les enfants de chez eux et, à la pose de chaque borne leur distribuèrent des gifles destinées à fixer le souvenir de la cérémonie : ainsi disaient-ils, quand, plus tard, ces enfants garderont les troupeaux, ils connaîtront l'endroit jusqu'où ils pourront les amener et la ligne que les Français ne doivent pas dépasser.

1. CAVAILLÈS, ouv. cité, p. 59 et suiv.

2. Montagnes qui séparent la Vallée d'Aran, de la Vallée de la Pique.

3. Traité du 14 avril 1862, art. 21.

Pendant presque toute son histoire la Vallée d'Aran, nous l'avons vu, a conservé avec ses coutumes et ses institutions traditionnelles une physionomie originale.

Mais les vieux usages ont disparu ; les rares et derniers vestiges du passé ne tardèrent pas à disparaître à leur tour ; et les fils de ceux qui pendant de longs siècles sûrent faire respecter leur indépendance et leurs privilèges, ne voient pas sans déplaisir cette assimilation complète aux provinces espagnoles.

Le Gouvernement de Madrid, surtout depuis quelques années, a essayé de remédier à l'isolement de l'Aran ; une route carrossable franchit maintenant le Port de la Bonai-gua, et l'on perce un tunnel sous celui de Viella ; mais la route est impraticable l'hiver et la neige rendra de même l'accès du tunnel impossible pendant plusieurs mois ; l'une et l'autre serviront néanmoins à développer le tourisme estival dans cette région aussi belle que peu connue.

Quoi qu'il en soit, ni le temps, ni la volonté des hommes, n'ont pu abaisser les hautes barrières qui séparent l'Aran de l'Espagne, et la Vallée est bien toujours de celles « dont le penchant des eaux verse en France ».

Au cours du XIX^e siècle, et à plusieurs reprises, les Aranaïs, devant les difficultés d'ordre économique, dont souffre parfois leur pays, ont demandé leur rattachement à la France, qui céderait en contre-partie à l'Espagne la haute vallée de la Sègre ou Cerdagne française ; ainsi seraient réparées ces deux anomalies de la frontière pyrénéenne.

L'union de la Vallée à l'ancien comté de Comminges sera-t-elle réalisée ? L'enclave espagnole du Val d'Aran disparaîtra-t-elle un jour ? C'est le secret de l'avenir.

APPENDICES

APPENDICE N° I

DONATION DE LA VALLÉE D'ARAN (1175)

« Anno 1169. Ego Ildefonsus dei gratia rex Aragonis comes Barchinonensis, et Marchio provinciae, facio istam cartam donationis vobis Centullo, comitis de Bigorra, et uxori vestrae nomine Matellae ; Consanguinae meae ; placuit mihi bono animo, et spontanea voluntate, et propter servitia quae mihi habetis facta. et quotidie facitis. ab hac hora in antea facietis, quod dono vobis Aran per hereditatem cum suis terminis, heremis et populatis, planis atque montanis, pascuis et portibus, aquis, silvis, lignaribus, et cum introitibus et exitibus suis. Dono quoque vobis illud senioraticum, quod ego habeo et habere debeo in borderas. Supra dictum autem donum facio vobis, et filiis vestris, et generationi ac posteritate vestrae, ad hereditatem habendum, omni tempore, et possidendum, salva mea fidelitenganno, per saecula cuncta. Amen. »

E Chartulario Bigorritano quod est In Tab. Palousl.

Marca, *Histoire du Béarn*, page 821.

APPENDICE N° II

DONATION DE LA VALLÉE D'ARAN DE 1201

Que geruntur ideo in scriptis rediguntur ne qua perire valent temporis diuturnitate ; igitur fiat cunctis manifestum quod ego Petrus. Dei gratia rex Aragonum et comes Barchinone, per me et per meos cum hac presenti scriptura perpetuo duratura dono et in presenti trado vobis Bernado, honorando comiti Convenarum, et vestris successoribus totam vallem mean de Aran. cu omnibus hominibus et cum omnibus directis que ad me et ad meos ex inde pertinent vel pertinere debent, in hunc modum : quod jam dictam vallem integre vos et vestri habeatis in propriam hereditatem. Item, ego jamdictus Petrus, rex, per me et per meos promito vobis Bernado, jamdicto comiti Convenarum, ut vos et vestros successores contra cunctos manuteneum ; vobis tamen et vestris successoribus facientibus directum his qui querimoniam aliquam proposuerint de vobis. Et ego Bernardus, jamdictus comes Convenarum, propter hujusmodi donativum et manutinentiam quam vos dominus Petrus, rex Aragonum, mihi et meis successoribus facitis, in dominum meum vos recipio et ex inde devenio per me et per meos, bona fide et sine dolo et gratuita voluntate, vester homo et vester fidelis vasallus et omnium vestrorum cum omni comitatu Convenarum, quem siquidem comitatum cum jamdicta valle de Aran et cum hominibus qui sunt in eis profiteor et recognosco per me et per meos me tenere pro vobis domino Petro, prememorato rege, et pro vestris. Promitto vobis et vestris et convenio bona fide et sine dolo, per me et per meos, quod vos et vestros adjuven et auxilium omni modum et succursum vobis

et vestris prestem contra cunctos homines, illis tamen exceptis qui sunt mei seniores, et ut ego et mei simus vestri et vestrorum fideles vassalli et homines et vobis et vestris bona fide et sine enganno et fideliter serviamus. Et ut hec omnia supraposita et singula a me et a meis vobis et vestris attendantur per me et per meos vobis domino Petro, regi, facio hominum et sacramentum et juro corporaliter super hec sancta IV^{or} Evangelia. Datum in Banneras, die sabbati post festum sancti Mathei, mense septembris, in era Ma CCa XXXa VIIIa, anno Domini M^o. CC^o. I^o. — Signum (s. reial) Petri, regis Aragonum et comitis Barchinone. Signum (signe) Bernardi, comitis Convenarum, qui hoc laudo et confirmo per me et per meos. — Horum omnium testes sunt : ex parte domini regis, Artalus de Alagone, Assalitus de Gudal ; ex parte Bernardi, comitis predicti, Ademar de Puestris, Fortaner de Rochafort.

Archives de la Couronne d'Aragon, Armari d'Urgel. Sac P. n^o 328 (Valls Taberner. Introduction, p. xm).

APPENDICE N^o III

PRIVILÈGE DE 1298

Relació de costums de la vall d'Aràn confirmades per Arnau de Sant Marsal, lloctinent del rei de Mallorca, a petició dels homes de la vall, expressant llurs obligacions.

1298, novembre, 5. — Castell Lleó.

A. Original. Arxiu de la Corona d'Aragó. perg. n^o 1154 de Jaume II (abanc 16 Armari d'Urgell, sac P. n.º 322).

B. Còpia, del s. XIX, en la col·lecció ms. de *Traslados de los escriturds de Jaime II*, t. VIII, f. 143 v.º, à l'Arxiu de la Corona d'Aragó.

a. Bofarull, *Reseña histórica del carácter y desarrollo de los municipios catalanes desde la época de la Reconquista hasta el reinado de Felipe V* (Segundo Certamen Literario-Artístico de 'Ateneu de Vilanova i Geltrú). pàg. III.

TRADUCCIONS. Castellana: Bertrán y Musitu, *El derecho especial del valle de Arán*, p. 103; — francesa: Mondon, *Une vallée du Haut Comminges. Privilèges accordés au val d'Aran en 1298, 1309 et 1313*. (Extret de la *Revue de Comminges*, 1912-13) p. 6.

Noverint universi, presentes pariter et futuri, hujus presentis pagine seriem inspecturi ac etiam audituri, quod dominus Petrus d'Error, dominus Petrus Nigri, dominus Martinus de Podio, presbiteri; Bernardus d'Arro, de Sallarduno; Bernardus de Petro Ysarni, de Vilaco; curia, ut asserunt, constituta totius vallis de Aranno per universitates dicte vallis Arrani, personaliter venerunt omnes insimul apud Castrum Leonem dicte vallis coram domino Arnaldo de Sancto Marssiale, milite, locum tenente in dicto valle Aranni illustrissimi domini regis Majoricarum, dicentes et suplicantes dicto domino Arnaldo, militi, locum tenenti, ut eis sicuti curie jurate, et omnibus universitatibus et singulis dicte vallis, confirmaret, emologaret, retificaret et penitus approbaret, ex parte predicti domini regis et sua omnes consuetudines inferius scriptas et traditas per dictam curiam et expressas, in dicta valle, ut ibi dictum fuit, diutius approbatas; quarum consuetudines, ibidem scriptas et traditas per dictam curiam, tenor dignoscitur esse talis:

§ I. — Prima consuetudo est quod universitates hominum de Aranno, et quilibet eorum per se, possunt et de-

bent explectare et possidere pascua et aquas libere et absque omni servitute et possunt in eisdem aquis piscari et ibi molendina edificare.

§ II. — Item, habent et possident nemora libere et sine servitute omni et debent et possunt venari quancumque venationem et accipere ex inde nissos, falcones, austercones et alia genera avium.

§ III. — Item, debent et possunt vendere et emere, mercari in foris et in mercatis et extra forum, per totam vallem Aranni, absque leuda et pedagio, dumtaxat et teneant et habeant domicilia in dicta valle.

§ IV. — Item, debent et possunt vendere et emere terras, vineas, prata et domos et omnes alias possetiones, sine requisitione domini, tam alienis quam cognatis, pretio majori; et nichil inde dominium potest petere seu habere.

§ V. — Item, nemo extraneus, seu dominus vel alius, potest vel debet facere coldram, circulos vel nulla genera lignorum in suis nemoribus absque eorum voluntate, seu trahere extra terram.

§ VI. — Item, debent et possunt facere in dicta terra menam ferri sine omni servitute et sine requisitione domini.

§ VII. — Item, si aliquis homo, miles seu domicellus, infansonus, francus, rusticus seu vilanus, vulneraverit aliquem hominem vallis Aranni, cujuscumque conditionis existat, debet facere emendam pecuniariam vulnerato et amicis vulnerati predicti, et hoc secundum arbitrium curie dicte vallis Aranni, ut est consuetum, et dominus dicte terre non debet petere aliquam caloniam seu habere vulneratori, nisi clamorem a vulnerato vel ab amicis suis

habuerit ; et si dictus dominus clamorem habuerit, quod inde habeat jus suum secundum forum Aragonie.

§ VIII. — Item, si aliquis homo vallis Aranni, cujuscumque conditionis exi[s]tat, interfecerit aliquem hominem de dicta valle, debet facere emendam pecuniariam parentibus et amicis dicti interfecti secundum arbitrium curie dicte vallis de Aranno, ut est consuetum temporibus retroactis, et domino dicte terre solvere caloniam secundum forum Aragonie.

§ IX. — Item, quicumque homo de Aranno debet et potest pignurare suum debitorem ad suam propriam domum ut in platea sine requisitione, nisi dominus a dicto creditore clamorem habuerit.

§ X. — Item, nullus homo de Aranno, sive sit clericus vel secularis, debet conveniri vel citari coram ecclesiastico vel iudice seculari, extra dictam terram de Aranno, sed coram iudice ordinario dicte terre, et hoc infra dictam terram de Aranno ; et si, ex quacumque causa, aliqua controversia oriatur taliter quod bellum sit inter duos vel plures firmatum, infra dictam vallem debet pugnari et in dicta terra esse campus.

§ XI. — Item, possunt et debent habere suum iudicem ordinarium qui possit in sua villa causas dijudicare ac etiam determinare secundum patrie consuetudinis ; excepto tamen, quod si dominus terre predictae ab aliquo homine clamorem habuerit, quod tunc dictus iudex determinaverit causas in loco sibi per dominum assignato. Quas omnes predictas consuetudines dictus dominus Arnaldus de Sancto Marssiale, miles, iam pro se quam pro dicto domino rege Majoricarum, laudavit et confirmavit dicte curie et dictis universitatibus de Aranno, prout sua est interesse ; et ita voluit fieri et mandavit.

§ XII. -- Et ibidem dicta curia, pro se et omnibus universitatibus vallis predictæ, promiserunt et concesserunt dare, reddere et persolvere domino regi Majoricarum, vel illi domino qui pro tempore fuerit, unum sestarium frumenti de qualibet domo seu hospitio villarum predictarum de Aranno semel singulis annis, prout alias est et fuit consuetum ad persolvendum temporibus retroactis ; quod sestarium dicti frumenti dicitur sestarium regale.

§ XIII. -- Item, dicta curia, pro se et dictis universitatibus de Aranno, dixerunt et concesserunt quod omnes homines de Aranno debent sequi dominum dicte terre in exercitu seu cavalgata per unam diem suis propriis sumptibus ; et si plus dictus dominus eos voluerit ducere vel detinere ultra dictam diem, quod dictus dominus provideat dictis hominibus in expensis quousque in proprio domicilio sint reversi.

§ XIV. -- Item, dicta curia dixit et concessit quod dominus dicte terre debet habere leudam seu pedagium in villa de Bolsost, in villa de Velha et in villa de Salarduno, a mercatoribus extra terram ; et non de hominibus dicte terre. Actum fuit hoc quinto die introitus mensis novembris, regnante domino Jacobo, rege Majoricarum, Berirando, episcopo Convenarum, anno Domini M°.CC°XC°.VIII°. Hujus rei sunt testes ; dominus Johannes Plapat, presbiter, Guillermus Plapat, ville de Casarill, Ademarus de Casarihs, Romeus de Trona, ville de Bolsost, Benedictus de Vinhali, Berengarius de Caramahii, servientes Castri Leonis, Guiraldus Fabri, de Calvineto ; et ego Bernardus Fabri, publicus vallis Aranni notarius, qui ad requisitionem et instantiam dicte curie istam cartam scripsi et in formam publicam redegi et signo meo consueto signavi (*s. man.*).

Privileges i Ordinacions de les Valls Pirinenques. I. Vall d'Aran. Textes de dret Català par Ramon d'Abadal i Vinay et Ferran Valls Taberner.

APPENDICE N° IV

Jaume II d'Aragó confirma o modifica respectivament diversos capítols de costums de la vall d'Aràn, presentats per els homes de la mateixa demanant-ne l'aprobació. (Privilegi dit generalment, de la Querimonia).

1313, agost, 23. — Lleyda.

A. Original perdut.

B. Còpia, feta a l'ensem de l'expedició de l'original, en el registre 210 (abans: *Gratiarum II Jacobi II*), f. 83, a l'Arxiu de la Corona d'Aragó. — C. Transcripció inclosa en la confirmació d'Alfons III.

TRADUCCIONS: *Catalana, francesa i castellana*, en les de la confirmació d'Alfons III.

INDICACIONS: *Colección de los fueros y cartas-pueblas de España por la Real Academia de la Historia*, p. 25. — Soler, *La Vall d'Arán*, p. 95. — Gracia, *ob. cit.*, p. 7.

In Christi nomine. Pateat universis quod coram nobis Jacobo, Dei gratia rege Aragonum, Valencie, Cardinie et Corsice ac comite Barchinone, comparuerunt Guillermus Arnaldi de Montecorvaldo, miles, Johannes de Casarill, Raymundus Arnaldi de Castellars, Guillermus de Santa Maria de Capite Aranni, Guillermus de Muntanerio, de Podio, Bernardus de Castrovequerio, Sancius de Canal, de Canejallo, procuratores ac syndici hominum et universitatum vallis nostre de Aranno, postulantes cum instantia et humiliter supplicantes, tam nomine suo quam

nominē procuratorio universitatum predictarum, ut libertates suas, franquitates et immunitates ac consuetudines, in dicta valle longis temporibus per predecessores nostros observatas, eisdem confirmare de benignitate regia dignaremur ; quas quidem nobis in scriptis per capitula obtulerunt. Nos itaque, eorum supplicationibus benignius inclinati, volentes universos et singulos habitatores dicte vallis ut naturales et fideles nostros, ut regie dignitati convenit, in iustitia confovere ac reformare eosdem in statu pacifico et tranquillo ; propterea, visis et examinatis in consilio nostra capitalia, confirmanda duximus et super eorum aliquibus provisionem et ordinationem fecimus ut inferius declaratur :

§ I. — Primo etenim concedimus et confirmamus capitulum continens quod homines dicte vallis de Aranno habent terras, vineas, domos, ortos et arbores fructiferas liberas atque franchas, absque omni usatico, servitute regali, questia, subventionē ac precaria ; et possunt eas vendere tanquam proprias, absque requisitione et absolute dominij. Salvamus tamen semper nobis et nostris, super hiis, sesterium frumenti quod proqualibet domo dari debet quolibet anno.

§ II. — Item, concedimus capitulum continens quod habent et possident aquas franchas et liberas, ita quod in eis piscari possunt et construere molendina et rigare prata communiter, absque requisitione dominij nostri.

§ III. — Item, concedimus capitulum continens quod habent et possident nemora et silvas franchas et liberas, quod possunt reschare in eisdem ligna, circulos trabes, tegmina domorum et omnia genera lignorum in usum et commodum sui. Possunt etiam in eisdem venari ancipitres aut sturcones et falchones, et qui primo invenerit ni-

dos dictarum volucrum potest extrahere a nidi quando vult, tanquam proprios, et vendere sive dare cui voluerit ; et venari etiam in eisdem silvis ursos, apros, cervos et omnia genera ferarum, et vendere aut dare cui voluerint, absque requisitione dominii nostri.

§ IV. — Item, concedimus capitulum continens quod habent et possident pascua sua et nemora francha et libera, et eis uti possunt sicut quilibet paterfamilias utitur propriis suis rebus. Possunt etiam in suis montaneis et pascuis pascere animalia sua, et reschare erbas ad opus yemis, et pignorarare homines alterius vicinio reschantes erbas in suis propriis montaneis, et pignorarare animalia alterius vicinie, depaseentia erbas in suis propriis montanis, et decollare arietes vel oves et capras in pascuis propriis, in vetatis propriis et pascuis vel montaneis, et conburere erbas reschatas ab hominibus alterius vicinie, contra voluntatem consulum seu juratorum, absque requisitione dominii nostri.

§ V. — Item, concedimus capitulum continens quod consules seu jurati cujuslibet loci dicte vallis possunt pignorarare habitatores loci unde consules fuerint, absque omni contradictione. Iam milites quam scutiferos quoscunque generosos, sive nuncios eorum, in montaneis, in villis et nemoribus, si receperint de comunitate vicinie, videlicet de montaneis prohibitis aut vetatis, si ponant vel inmitant animalia sua in montaneis vetatis, ubi animalia vicinorum non depascunt, seu resechant ligna vel arbores in nemoribus vetatis ante tempus solitum, ubi vicini sui sunt certis temporibus de mandato consulum seu juratorum soliti resechare, videlicet arietes decollare vel oves et comedere ; vel extrahere a domibus eorum quecumque pignora et facere redimi ea, secundum, quod merita exce-

dentium exigunt vel deposcunt ; et hoc sine mandato iudicis vel dominii nostri.

§ VI. -- Item, concedimus capitulum continens quod homines dicte vallis tenentur sequi nos et successores nostros in exercitum et cavalcata[m] eorum propriis sump-
tibus tantum per unam diem. Et si, de voluntate nostra et successorum nostrorum, oportuerit eos sequi dictum exercitum vel cavalcata[m] ultra unam diem, ex tunc nos vel locum nostrum tenens debemus ipsis hominibus in necessariis providere

§ VII. — Super capitulo vero continente quod nullus ex hominibus de dicta valle debet capi aut retineri captus si sufficientem cautionem potest offerre, nisi sit manifestus latro aut raptor aut comitens in crimine lese majestatis, set debet parere in iudicio diebus et horis quibus iudex eum citaverit ; et si aliquis de valle fecerit homicidium, nisi faciat proditorialiter, debet evadere solvendo pecuniam amictis nomine interfecti, secundum longam consuetudinem antiquitus observatam, videlicet mille solidos jaccenses pro milite interfecto vel pro suo consimili, sexcentos solidos jaccenses pro libero vel infancone, trecentos solidos jaccenses pro conservo vel etiam coliberto, et sic debet evadere si homicidium potest solvere consuetum ; et pro extractione cultelli et missione sagite, lancee vel lapidis vel cujuscumque generis armorum, dum sanguine non evulserit vel extraxerit, immunis a iudice penitus habeatur : sic, pro bono et tranquillo statu dicte vallis et in ea degentium, providendum ducimus ac etiam ordinandum quod super hiis servetur ordinatio facta per illustrem Jacobum, bone memorie, regem Majoricarum, patrum nostrum, dum tenebat in sequestro dictam vallem, que etiam hominibus postulantibus ipsius vallis

fuit ab eisdem pro lege suscepta, quam etiam nos reputamus bonam et rationabilem atque justam et eam ex nunc, ex certa scientia, confirmamus et etiam approbamus.

§ VIII. — Item, concedimus capitulum continens quod quilibet homo dicte vallis si vult vendere domos, terras, vineas, prata, molendina aut aliqua bona immobilia, debet requirere fratres, si habet, vel consanguineos germanos aut propinquiores in linea parentele, si vult emere res vendibiles quas ipse vult vendere; et si respuat emere, non obstante ydiomate vulgari vocato tornaria, potest licite vendere cui voluerit, sive sit extraneus in tornaria. Et post annum et diem non potest aliquis propinque rem venditam recuperare, maxime si per venditorem primo extiterit requisitus; et si proprinquus vel consanguineus per venditorem non fuerit requisitus, habito sacramento quod non audivit neque scivit venditionem factam, quod possit recuperare, si voluerit.

§ IX. — Super capitulo vero continente quod consuetum est hominibus dicte vallis quod si aliquis h edificaverit domum, molendinum, vineam vel terram excoluerit et arbores plantaverit in loco comuni vicinie, consules seu jurati ejusdem vicinie, convocato populo vel universitate vicinie, possunt diruere domos seu molendina et erradicare vineam vel arbores reschare, fruges pascere cum animalibus et reschare et reducere ad utilitatem vicinie, absque requisitione judicii: sic, ad vitandum scandalum quod inde oriri posset, ordinandum ducimus ac etiam providendum quod castellanus noster dicte vallis, ad requisitionem consulum et universitatis illius loci, faciat supradicta.

§ X. — Item, concedimus capitulum continens quod homines dicte universitatis sunt in possessione, usu, consuetudine et modo, a tanto tempore extra quod memoria hominum

non extat, quod si vir, contracto matrimonio, cum uxore sua convenerit seu convenientiam fecerit super rebus acquisitis vel acquirendis, si inde aliqua gravamina imineant, solvant creditoribus suis per equas partes; et si meliorationes seu incrementa fecerint, illa dividant equis partibus seu per equas partes, si altero mortuo et uno vivo liberi non extant. Et hoc idem servatur si filius familias, vel filia, fecerit convenientiam cum parentibus suis super bonis acquisitis seu post convenientiam acquirendis, habendis pro indiviso, quousque dicta convenientia et assensus uniuscujusque partis fuerit divisæ. Idem etiam servatur supraproxime ut dictum est si extraneus cum extraneo similem fecerit convenientiam seu contractum. Si vero mulier seu uxor non convenerit cum viro suo seu convenientiam non fecerit super predictis, seu alia persona supradicta, tunc bona uxoris pro debitis seu gravaminibus mariti sui minime diminuantur. Et hoc intelligitur quo ad regimen domus, non autem in delictis comitendis.

§ XI. — Super capitulo vero continente quod homines dicte universitatis tempore antecessorum nostrorum erant in possessione, usu et consuetudine creandi notarios seu tabelliones suos et sagiones certos et, suis exigentibus demeritis, eos officio suo privandi, ad quod supplicarunt in integrum restitui per regiam magestatem: ita ducimus concedendum, videlicet, quod possint creare notarios et remove cum causa: sagiones vero non possint instituere sive ponere, quia habent poni per nos vel officiales nostros et habent exercere jurisdictionem regalem. Et ab inde excipimus scribaniam nostre curie dicte vallis.

§ XII. — Super capitulo autem continente quod consules seu proceres hominum dicte universitatis sunt et fue-

runt ab antiquo in possessione, usu, consuetudine et modo tractandi et confirmandi pacem, interdicens et aponendi bannum seu penam et levandi illam a parte contradicentis seu inobedientis, sine requisitione seu assensu nostro vel officialium nostrorum : sic statuendum ducimus ac etiam ordinandum quod predicti consules et proceres, si voluerint, possint tantum inter discordantes de amicali avenientia tractare et convenire : non autem alia contenta in capitulo possint facere, cum specialiter pertineant ad dominationem nostram, et sic ea per castellanum nostrum dicte vallis expediri volumus et jubemus.

§ XIII. — Super capitulo etiam continente quod homines dicte universitatis erant in possessione, usu, consuetudine et modo quod si aliquis ex hominibus dicte universitatis alterum leserit, percusserit, sive sanguis efusus fuerit sive non, consuevit produci ad concordiam et pacem amicali compositione, sine lege seu pena danda vel aplicanda dominio nostro si coram nobis vel officialibus nostris minime conquerantur, ad quod in integrum se restitui supplicarunt : sic ducimus providendum et ordinandum, pro bono et tranquillo statu vallis predictae, quod servetur predicta ordinatio statu vallis predictae, quod servetur predicta ordinatio per prefatum regem Majoricarum facta dum tenebat vallem in sequestro que etiam hominibus dicte vallis, ut predictum est, postulantis fuit ab eisdem pro lege suscepta, quam etiam reputamus bonam et rationabilem atque justam et eam, ut predicatur, confirmamus.

§ XIV. — Item, quo ad capitulum continens quod homines dicte vallis sunt in possessione, usu, consuetudine et modo faciendi pacem seu habendi treugam ab anno in annum cum nobilibus comite Convenarum et Arnaldo de Yspania et cum aliis vicinis dicte universitatis : sic respon-

dendum ducimus ac etiam providendum quod id faciant prout consueverunt ; salvo quod retineant sibi quod si nos vel nostri mandaremus eis contrarium, quod, datis decem diebus illi vel illis cum quibus fecissent pacem vel treugam, quod illam pacem vel treugam non servarent nec eam servare teneantur.

§ XV. — Item, concedimus capitulum continens quod est et fuit de consuetudine in valle de Aranno quod iudex ordinarius audiebat partes sine aliquibus sumptibus et sine aliquo salario per partes dando, set sumptibus regiis dictus iudex suum iudicium iudicabat : hoc tamen adjecto : quod si iudex predictus, ad requisitionem partium coram eo litigantium vel alterius earum, haberet exire domum suam pro eundo ad aliquam partem dicte vallis extra locum deputatum ad audiendum causas, tunc eidem provideatur prout in dicto casu ibidem est fieri consuetum.

§ XVI. — Item, quantum ad capitulum continens quod fuit ab initia et nunc esse asseritur de consuetudine in valle de Aranno quod si aliquis diceret vel obiceret aliquod improprium sive verbum inhonestum, videlicet leprosum, proditorem, homicidam vel alia verba que in dampnum vel verecundiam devenerint, aut percuteret ipsum de pugno in facie aut in capite vel in corpore, et compromitebatur in arbitros ex utraque parte electos, iudicabant aliquam summam pecunie illi cui obiciebatur vituperium vel injuria illata, inspecta quantitate et qualitate personarum : sic ordinandum ducimus ac etiam providendum quod super hiis servetur predicta ordinatio facta per prefatum regem Majoricarum dum tenebat vallem in sequestro, que etiam, ut pretactum est, hominibus dicte vallis postulantibus fuit ab eisdem pro lege suscepta, quam etiam nos reputamus bonam et rationabi-

lem atque justam et eam confirmamus ut superius continetur.

§ XVII. — Item, quo ad capitulum continens quod habetur de consuetudine in valle Aranni, ab initio et hactenus observata, quod consules de valle Aranni, in loco solito congregati, solent ponere et mittere curiam in valle Aranni qui per annum potest dispensare et gerere negotia gentium de valle et pertractare, si necesse fuerit, cum castellano et per se, et ordinare pondera et gravamina et negotia dicte vallis : sic ducimus providendum quod dicti consules possint ponere et statuere aliquos probos viros ad predicta, non tamen quod nominentur curia, set procuratores vel paciarii aut consiliarii dicte vallis.

§ XVIII. — Item, super capitulo quo continetur quod habetur de consuetudine antiqua in dicta valle quod quisque poterat pignorare vicinum suum pro debito claro et concessio, et si non concederet debitum, quod conveniebat eum verbo suo coram iudice et ibi probabatur debitum suum coram iudice, et solvebat expensas si subcumberebat in iudicio : taliter respondendum ducimus ac etiam ordinandum, ne proinde inter eos scandalum aliquod susciteretur, quod predicta fiant per castellanum aliquod susciteretur, quod predicta fiant per castellanum nostrum vallis predicte.

§ XIX. — Item concedimus capitulum continens quod est de consuetudine quod si aliquis homo vallis de Aran exit a villa in qua natus fuerit et faciat residentiam in alia, non potest uti in montaneis vel in nemoribus vel in terminis comunibus dicte ville ubi natus fuit et inde recessit, nec pascere animalia sua, nec reschare ligna vel erbas taylare, nec excolore novalia quousque in dicta villa domicilium suum teneat sive residentiam suam faciat. Et

si aliquis extraneus in aliqua villa residentiam suam faciat, recipiat partem suam de comuni tantum sicut ille qui fuit et extitit oriundus.

§ XX. — Item, volumus et concedimus quod castellanus dicte vallis aut aliquis officialis noster non intromitant se in aliquo ex officio suo de aliquibus excessibus vel delictis nisi super eis exponeretur querimonia coram ipsis : nisi de hiis tantum ex quibus deberet insequi pena mortis vel mutilatio membrorum, de quibus se intromitare possint ex officio suo, ubi non exponeretur querimonia super eis.

§ XXI. — Ceterum super facto solutionum sive salariorum recipiendorum per notarios dicte vallis, qui creabuntur per probos homines universitatis ipsius vallis, pro instrumentis et aliis scripturis conficiendis per eos : sic statuendum ducimus ac etiam providendum quod predicti notarii habeant et recipiant tantum pro carta simplicis debiti, in qua non interveniat juramentum tres denarios jaccenses : et si fuerit cum juramento, quatuor denarios ejusdem monete. Item, pro compromisso sex denarii ejusdem monete recipiantur. Item, pro compromisso cum pronunciatione, novem denarii. Item, pro carta venditionis seu emptionis, sex denarii tantum recipiantur monete predictae. Item, pro testamento quod ascendat ad quingentos solidos, decem et octo denarii recipiantur : et si de majori fuerit quantitate, dus solidi : et quantumcumque de majori quantitate fuerit, ultra duos solidos minime recipiantur. Item, pro folio actorum comunium solvantur tres denarii, et pro translatio eorum duo denarii pro quolibet folio. Et sic de aliis scripturis ad eandem rationem. Si autem oporteret dictos notarios ire extra villam ad protestandum vel alias pro conficiendis instrumentis vel

aliis scripturis, eis ultra dictum salarium provideatur in necessariis suis.

§ XXII. — Denique, ad maximam instantiam et supplicationem procuratorum et sindicorum predictorum nobis factam, tam nomine suo quam nomine universitatum predictarum quarum procuratores existunt, statuimus, concedimus et ordinamus imperpetuum, per nos et nostros, quod vallis predicta ex hoc statuto nostro, semper unita sit regno nostro Aragonum et corone ejusdem regni, nec per venditionem, donationem, permutationem aut alium quemvis modum a dicto regno et corona ipsius separari aut alienari valeat ullo modo. Mandamus igitur procuratoribus, vicariis, bajulis, justitiis, calmedinis, merinis, iudicibus necnon castellano vallis jamdicte, tam presentibus quam futuris, et eorum loca tenentibus, quod predicta omnia et singula, ut superius dicta, concessa, statuta, provisa et ordinata sunt, firma habeant et observent et ab omnibus faciant perpetuo inviolabiter observari, et non contraveniant nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione. In ejus rei testimonium presentem cartam nostram fieri jussimus, sigilli pendentis magestatis nostre munificentie roboratam. Data Ileride, X.º kalendas septembris, anno Domini Mº. CCC.º tertio decimo.

Signum (*signe reial*) Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice ac comitis Barchinone.

Testes sunt :	Philipus de Saluciis,	Othonus de Montecatheno,
Guillermus de Montecatheno,	Berengarius, de Angularia,	Guillermus de Cervaria.

Sig(s. *man.*)num Guillermi Luppeti, predicti domini

regis scriptoris, qui de mandato ejusdem hec scribi fecit et clausit loco, die et anno prefixis.

Privilegis i Ordinacions de les Valls Pirinenques. I. Vall d'Aran. Textes de Dret Català, par Ramon d'Abadal i Vinayls et Ferran Valls Taberner.

APPENDICE N.º V

Pere III, a petició dels homes de la vall d'Aràn i haguda previa informació, confirma algunes costums de dret privat observades des d'antic en dita vall.

1352, juny, 26. — Lleyda.

- A. Original. Pergamí que havia portat segell pendent. Arxiu general de la vall d'Aràn; document n.º 4.
- B. Còpia, feta a l'ensens de l'expedició de l'original, en el registre 895 (abans: *Gratiarum 21 Petri III*), f. 23 a l'Arxiu de la Corona d'Aragó. — C. Còpia en pergamí existent a l'Arxiu general de la vall d'Aran; document n.º 30.

TRADUCCIONS. *Catalana*: en *Privilegis, franqueses y libertats*, p. 198 v.º; Mondon, *Une vallée du Haut Comminges*, p. 24 (ne publica sols els cinc articles de les costums); — *castellana*: Bertrán y Musitu, *El derecho especial del valle de Arán*, p. 135; — *francesa*: Mondon, *ibidem*, p. 25 (traducció del fragment que publica en català).

Nos Petrus, Dei gratia rex Aragonum, Valencie, Majoricarum, Sardinie et Corsice comesque Barchinone, Rossilionis et Ceritanie, attendentes dudum nobis fore humiliter supplicatum pro parte vestri consulum et proborum

hominum vallis Aranni ut aliquas consuetudines de quibus ab antique usu fueratis dignaremur vobis de benignitate regia confirmare ; ideo nos providimus super hiis informationem recipi, cum littera nostra continentie subsequentis :

§ I. — Petrus, Dei gratia rex Aragonum, etc., dilecto nostro castellano Castri Leonis vallis Aranni, vel ejus locum tenenti, salutem et dilectionem. Oblata nobis pro parte consulum et proborum hominum vallis Aranni predictae supplex petitio continebat quod cum ipsi habeant et habuerunt ex usu et consuetudine antiquis quod si contingat aliquem hominem decedere absque testamento et sine liberis ex suo corpore procreatis, superstitute patre tantum vel matre, vel avo vel avia, proavo vel proavia, vel eorum altero vel utroque, quod bona immobilia quavis titulo ad talem defunctum pertinentia, sive sint bona profectitia castrentia vel adventitia, revertantur ad illos qui habuerint de illo genere sive illius lineae parentele a quorum parentibus seu progenitoribus dicta bona immobilia processerunt, dato quod sint in quarto gradu ; dictis parentibus, avis vel proavis, fratribus et sororibus, et aliis proximioribus a dictis bonis penitus exclusis. Bona vero mobilia seu moventia et emptiones facte per dictos descendentes penes parentes proximiores, si quos habent, videlicet ad fratres vel sorores si quos habent, et deinde ad alios proximiores in gradu parentele revertantur ; tali vero conditione quod de dictis bonis mobilibus, et de emptionibus similiter, solvantur debita legata et ordinata ipsius defuncti.

§ II. — Habeantque etiam de usu et consuetudine dicte vallis quod filii seu filie sacerdotum seu presbiterorum

succedunt parentibus suis ab intestato decedentibus eo modo et forma quo succedunt liberi et naturales ex legitimo matrimonio procreati suis parentibus ; et non solum ipsis patri et matri, sed etiam aliis parentibus secundum prerogativam gradus usque ad ultimum gradum, ac si essent legitimi et naturales:

§ III. — Habeantque preterea ex usu et consuetudine prefate vallis quod filii naturales nati ex soluto et ex soluta, liberis ex legitimo matrimonio deficientibus, succedunt suis progenitoribus ab intestato decedentibus quemadmodum succedunt legitimi suis progenitoribus ; et non solum ipsis patri et matri, sed etiam aliis parentibus secundum gradus et prerogativam usque ad ultimum gradum, ac si essent legitimi et naturales.

§ IV. — Habeantque ulterius de usu et consuetudine quod maritus recipit et recipere potest, si voluerit, uxorem in convenientia seu media gadanyeria in omnibus suis lucris, initi matrimonii, medio vel in fine, non obstantibus juribus dicentibus donationem inter virum et uxorem non valere. Item, quod uxor in suo testamento ultimo cessat et mittit posse recipere maritum in convenientia ; attamen potest sibi facere donationem causa mortis. Item, quod si mulier est in convenientia cum marito suo, quod ipsa et sui heredes debent esse contenti de medietate bonorum mobilium necnon et immobilium acquisitorum per conjuges supradictos.

§ V. — Habeantque insuper de usu et consuetudine supradicte vallis quod si contingat aliquam mulierem decedere ab intestato et absque liberis ex suo corpore procreatis, quod dos, dotalitium et donatio facta propter nuptias revertuntur ad illos a quibus processerunt seu

corum heredibus. Ideo pro parte dictorum consulum et proborum hominum dicte vallis fuit nobis humiliter supplicatum ut predictos usus et consuetudines dignaremur eis de speciali gratia confirmare. Nos vero volentes super hiis prout convenit providere, eapropter vobis dicimus, comittimus et mandamus quatenus informationem de predictis recipiatis ; quo recepta eandem ad nostram curiam transmittatis, ut ex tunc valeamus super eisdem juste providere. Nos enim vobis super hiis committimus per presentes plenarie vices nostras. Data Barchinone, quinta-decima die martii, anno infrascripto. Cujus littere vigore fuit recepta informatio per locum tenentem dicti castellani Castri Leonis vallis Aranni jamdicte, que fuit nostre curie sub sigilli munimine destinata ; et nos, ad supplicationem inde nobis factam, fecimus predictam informationem in nostra curia recognosci. Et cum per relationem inde in nostro consilio factam nobis constiterit quod dicti homines ab antiquo et hucusque dictas consuetudines habuerunt et eis usi fuerunt pacifice et quiete, ideo cum presenti carta nostra perpetuo valitura confirmamus et laudamus ac etiam approbamus consuetudines contestas in littera nostra preinserta dictis hominibus vallis Aranni et eorum successoribus sicut melius dici et intelligi potest ad eorum comodum et bonum etiam intellectum, ita quod ipsi dictas consuetudines de cetero habeant et eis fruantur et gaudeant si et prout melius et plenius hactenus usi fuerunt. Mandantes per presentem cartam nostram universis et singulis officialibus nostris et eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, quod hujusmodi confirmationem nostram firmam habeant et observent et faciant ab omnibus inviolabiliter observari et non contraveniant vel aliquem contravenire permittant aliqua ratione. In cujus rei testi-

monium presentem cartam nostram fieri jussimus, nostro sigillo munitam. Data Ilerde, XXVI.^a die junii anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo. Examinavit R.

Petrus de Gastis, ex provisione facta in consilio mandato domini regis, facta inde relatione de processu predicto:

Privilegis i Ordinacions de les Valls Pirinenques. I. Vall d'Aran. Textes de Dret Catala. par Ramon d'Abadal i Vinyals et Ferran Valls Taberner.

APPENDICE N° VI

TRAITÉ DES LIES ET PASSERIES DU 22 AVRIL 1513

Archives du Parlement de Toulouse B. 1920.

Archives départementales de la Haute-Garonne E. 891
(Imprimé).

L'an mil cinq cens-trexe et lou vingt douxième jour deuz
mez d'avril, au loc apelat : Plan d'Arrem, fourcen assem-
blats, so ez à saver : de la partido deu Tres-Chrestia Rey
de Franco et per lou pais de Luron; Larboust, la Val
d'Oeil Bagnères de Luchon, Frontignes, la Castellanio de
Saint-Beal, Barounio et Seignourio d'Aspect Castellones,
Couzerans, Saint-Lizer; Auro, Neste, Comtat de Cou-
menge, Seneschaussée de Toulouse, Noble home Jean
Depins, Ecuier, Sieur de Monbrun, Conseiller et Me. d'Hô-
tel del Rey, Capitani de Saint-Beal, et Et Lieutenen ge-

neral de Mr. lou Seneschal de Toulouse, et honorable
persouno Pierres Dandré, Douctour es Dretz, Conseiller
deudit Seignour et Jutge de Coumengo, Coumissari (s) per
loudit Seignour a aquesto part despartits. Et noble (et)
puissant Seignour Charles d'Espagno, Gouvernadou per
lou Rey de la Barounio et Seignourio de Montespau,
et aussi lou obe et puissant Seignour Jean Dauro, Sr de
Larboust, Roger de Saint-Jean, Sr de Saintegnan (et) de
Souech Noblo et gravo persouno Azemar de Saint-Pol,
Canonge de la Gleiso Cathedrale de Tarbo, nobles ho-
mes Roger de Binos, Sr. de Cierp, Capitani de Bagneros
de Luchon et de Cier, Bertrand de Saint-Pol, Conseignour
de la Val Doeil et Capitani de Saint-Blancat, Bernard
Deunouy, Conseignour de Marignac, Loctenen de Capitani
de Fransac, Iean de Lamoitho, Sr. d'Izaut, (loctenen) de
Capitani de Saint-Beat, Guillaumes de Boussens, Capi-
tani de Larboust, nobles homes Vidau et Jammes de Das-
tet, de Castillon, (discrets) et hounestos persounos Me Ar-
naud Lafont, noutari, Doumenc Benavent, Alias : deu Cler-
gue de Gerv. Arnaud Lapasse, Consol de Saint-Beat, Iean
de Lanes, Pey de Sens, Consol de Bagnères, Antoni Sost,
Consol de Cier, Me Roulland Decos, Noutari, Consol de
Castillon, Antoni Berné, Scindic de la Vallée de Sentein,
Ramon Menvielle, Cosol de Ballonge. Et de la part de l'Il-
lustrissime et Catholique Rey d'Espagno et Aragon, aso
es a saver : noble Ioan de Nieno, Sr de Fournagal, Locte-
nen deu Casteran d'Aran. Miquel Frances Espagnol, Doc-
teur ez drets et Jutge de la Val d'Aran. Moussen Pey de la
Bergue, Capella, Doumenq de Capdevielle, Scindic d'A-
ran, lou magnific Moussen Bernard de Peguero, Capitani
general deu Marquisat de Paillas et Viscomtat de Ville-
mur, et magnific Moussen Iayme Campy, Bayle et Capi-

tanj d'Escalou, l'hounorable Arnaud de (Sant)-Raymond, Bras de Cour dé la Val (D'Aneou), Sans de Campassy et Iean Amiel, Scindies de l'Espot (et d'Alos), Guillem de Surez, Scindie de Barravez, sè fan forts per lous Pais et Vallées que s'enseguissen.

Premieromen, per lou Marquisat de Paillas, Viscomtat de Villemur, la Val d'Aran et Comtat de Ribagoursa, La bat de Benasq, Iustau, (Bielsa) Barravez, la Barounio d'Erista, l'abbadiat de Labach, la Barounio d'Ourceau, la Baronio de (Garri), la Seignourio de Paillas et la Ville de Tremp, et, en general, toute la Conque d'Ourceau, aso es per dona ordre et repara touto la rompeduro des Capitouls et abstinensos de Guerre, laqual per cy-devant es acoutumat de ténir et observer per (lousdits) pais et frontieros, et que avio estado roumpudo per loudit seignour de Labastide de Paumes et autres que an augut coumissiou per los Loctenens deu Seignour Rey Tres-Chrestia en son pais et Duché de Guieno, loscaus (tout) dessus nommats an confirmat, ratificat et accourdat lous articles que s'ensieguen, et aso nonobstant ladito rompeduro, et en seguin (les) (puissences) des susdits Reis, lours mestres, à els bailhados, de lasquallos en loursd, articles les tenous cy-apres s'enseguissen.

I

Premieromen ez articulat que lasd. partidos deusudit pays et frontieros dessus specificados nou se calcaran, correran, sautaran, ni preneran plassos, Villos. gens, ni autres exercisses de guerre : nou permetran, consentiran esser fait lous uns as autres, ni fer aucuns doumatges en

lours bes, fourlunos (persones et) marchandisos de quino contitiou que sion, reservados las marchandisos prohibados.

II

Item ez estat articulat entre lasditos partidos, qu'en temps de guerro, lous Habitans de touts lous pays dessus dits, tant d'un (e) strem que d'autre pōuyran commercsar et communiquer ensemble et fer tous feits de marchandisos coumo (dit) ez dessus, les uns dab lous autres, ainsi coumo si eron en bouno pax ; et pouyran anar, los de la part de Franco et (deus) pays dessus dits, en las terros del Rey d'Aragon, so ez à saver : per la part de Veusse, et termes de Iustau, entre al (pont) de (Salinos et Sarraviello) et per toutes las limitos deu Comtat de Ribagoursa, entro la Serro de (Montiberei) (et deu) Marquisat de Paillas, Viscomtat de Villamur, et per toutes las terros dessus compresos et nommados en lous presens Articles et Capitouls.

Pareillomen, que (lous habitans) deu Royaume d'Aragon compresis en la presento surciensio et Capitulation, pouyran anar franquoment et quiettlemen entre Sarrancoulin, per toutes las vallées d'Oeil, Louroum, Larboust, Barrousse et Luchon, la Ville de Saint-Béat et Frontignes, entro la Ciutat de Saint-Bertrand, et per touto la Seignourio d'Aspect, entro la Ciutat de Saint-Lizier, la Villo de Saint-Girons, Viscomtat de Couzerans, et per touto la Baronnie de Castillon (en Couzerans),

III

Item ez estat articulat entre lasditos partidos, que side-guns inconveniens se fen per l'uno partido ou per l'autro, pendent la present surciensio et Capitulatiou, dens (lous) limitos cydessus declarats, qu'en aquel cas seran tenguts de (restituar) et reparar lousdits inconveniens et attentats, cada un per son pays, à la couneissensio des Iutges competens, cada un en son Ressort et Royaume, là ou lousdits inconveniens seran feits ; et sera faito la justicio sommariomen (et) expedido ainsi que la matiero requirira ; si ero cas qu'aucuns attentats se fassion pendent la presento surciensio et capitulatiou, que per lousd, attentats ni inconveniens ladito surciensio nou sera point roumpudo, ains demourara en son (efficassio) et valour coumo auparavant.

IV

Item ez estat articulat, que touts bestiaux, de quino^e condition que sion, de toutos gens compresis en la surciensio ou non compresis, que aquets atal poudion péche et estar en las mountagnes des loes compresis en ladito surciensio francomen, et quiettomen coumo si ero bouno pax et si aquets bestiaux se lenauon p^{er} auounes gens de guerro ni autrés, qu'en aquel cas las gens de las Vallées ou loes ou lous bestiaux seran presis et levats, que aquels tals seran tenguts de restituar et pagar entieromen lousdits bestiaux à la couneissenco (des) Iulges coumpetens; et aussi touts Majouraux, Pastours et Rebadaux, et toutos causos necessarios à la gardo des susd. Bestiaux (sien quietz),

gouarats et assecurats et (demorien) francs et quittis en (la) formo susdito.

V

Item ez estat articulat que si degunos gens compresis en la presento surciensio prenon deguns (persounos) de ladite surciensio, que en aquel cas sion tenguts de satisfacer et rendre et restituar lousd. prisouniers ou personnes per esser punits à la couneissenso des susdits Iutges competens ; et si ero cas que lousdits malfactours nou se poudion trouver, ni nou y aguesso deque pagar lous doumatges et interesses, si se trobabe per vertat que los aurion recûeillits ou (recelats) ni dounat (prouvisiou) ni consentit, qu'atels atal (s) sion tenguts de pagar et restituar lousdits doumatges et sion punits à la couneissenço de (sd.) Jutges competens ; et aussi, si degun persounatge, fors de ladito competensio et surciensio, preno aucuno persouno, ni autres bes, fors de la dito surciensa, nou seran tenguts (per lous) compresis en icello surciensio, pagar, ni restituar deguno causo, ni domatge mais si bon lour semblo auran recours à Iusticio ; et lous compresis en ladito surciensio nou lou daran aucun proude ni (prouvisiou) coumo ez dit dessus.

VI

Item ez estat articulat, que si deguns sautadous, roubadous de camis, et autres malfactours eron cassats per lous Officiers del Rey de Franco compresis en la presento capitulaciou et surciensio, lous dounam poudier, dez à present, licensio et facultat de les prene et dounar secors et

forso de les delivrar per ne esse faito justice per lousd. luges competens.

Et pareillomen, per lous sujets deu Rey d'Aragon compris en ladito surcienso et capitulatiou, seguiran lousdits mallactours, et semblablo licensio et puissenso leur ez dado per lous Officiers del Rey de Franço.

VII

Item ez articulat, que si d'autres bestiaux ou mercaderios, d'uno part ou d'autro, soun lebats ou raubadis, per aquels à qui s'aparteignen (ne) sera fert justicio ainsi que si ero bouno pax.

VIII

Item ez estat articulat (que) la presento surcienso et capitulatiou, nou aura ni jour, ni temps determinat, et durara per tant sera lou bon plaze desdits Seignours Reis, ou de l'un desdits, de venir al contrari et non vouler que ladito surcienso se tenguo ; en aquel cas, seran tenguts lous dessus compris en ladito surcienso de avertir et fer saver la uno partido à l'autro, so ez saver ; per la part d'Auro (et) la Vallée de Barousse, en la Villo de Plan ; per la part de Bagnères-de-Luchon (et) de Saint-Beat, à Benasq et en la Val d'Aran, so ez : al Casteran de (Castellon) ; et per la part de Castellounes, Saint-Girons et Couzerans, en la Val d'Aneou, en Paillas et à Salardu, en las mas deu Casteran ou des loctenens et Capitanis et Bayle de Salardu, ou de un dets, per expès ou suffisant mesatge ab Lettres signodos de las (mas) desdits compris

en la presento Capitulacion ou de l'un dets aven charge et puissanço de so fer, que faran à saver la notificacion et tournomen de surcienco ; et aquets que recevran lasdits Lettres de notificacion et tournomen, del jour que sera recibido ladito notificacion y aura trenta jours naturels et complets penden (lousquals) degunos de lasdits partidos nou poyran attentar, ni innovar, ni fer aucun causo au prejudici de l'uno partido, ni de l'autro, (mais demouraran et viuran) en union (et) bouno seguritat coumo per cy-devant, durant aquelo dito surcienco, et que lous marchands et autres gens poyran (recouvrer) et retirer lous bes et marchandises francomen et quittomen, penden lousdits trenta jours.

Et pareillomen, per la part d'Aragon et aquets que soun compris à ladito surcienco, seran tenguts fer à saver per lo quartier de Veusse et de Iustan, al loc de Saint-Lary (en) Auro et (al) loc de (Loudervielle) en Louron ; et par la part de Benasq et Ribagoursa, al loc de Bagneres-de-Luchon ; et per lou (s) quartier (s) d'Aaran et Barraveze, as locs de Saint-Beat, Senten et Castillon (de Cousrans) ; et per lou Marquisat de Paillas, au loc de Seix en Couserans et Saint-Girons, en la forme que dessus ez dit.

IX

Item ez estat articulat, que loudit Sr de Monbrun, ensemble tous lesdits dessus nommats, seran tenguts de fer ratificar et confirmer lous presens Articles et Capitulations, so ez à saver : aux Senechaux, Consuls et Syndics deu pays d'Auro, Nebouzan, Couserans, la Ciutat de Sant Bertran et au noble et puissant Seigneur Arnaud Ray-

mond Rotge de Coumenge, Sr. de Soulan et de Lescure et Viscomte de Couzerans, et so ez per tout lo mes de May premer venen.

Et pareillomen, loudit Seignour de Nieno Loctenen de Castera de la Val d'Aran, et Moussen Bernard de Peguero, Capitani general den Marquisat de Paillas, seran tenguts de fer ratificar et affirmer lous presens Articles (et Cappitoulz) à l'illustrissimo Seignour Duc de Cardonno et als Seignours Barons de Beillere (et) d'Atins, à tous Syndics, Percuradours aven poutestat per els et al Sousbegue de Paillas et al Priurat de Labadie, al Begue de Trem, als Seignours Percuradours de Ribagoursa, et als Capitanis de Benasc et Iustau, Coumissaris et Syndics deu pays, dedins lou tems deu mes de may susdit.

X

Item ez estat articulat que si aucun desd. pays, Vallées Seignourios des dusdits pays nou vouldrion esse compresis en la susdito surcienso et Capitulation, que aquels atal en (faran) la declaraciou dedins lou mes de May premer venen, respectivomen lous uns aux autres, en la formo (et) maniero que dessus ez dit : et en fazen ladito declaratiou, nou seran aucunomen compresis ni oubligats en las causòs susdits et seran en lours libertats ainsj qu'eron auparavant lou jour que lousdits Articles fouren feits : et lousdits Oufficiers et autres dessus dits, que an jurat et (firmat) ladito Surcienso, ne seran descargats et nou seran en res oubligats, tant que toucara lous que nou volen esse compresis en ladito presento Capitulation et surcienso.

XI

Item ez estat articulat que si ero cas que degunos gens compresis en ladito surcienso passessoun las limitos dessus nommados tant d'uno part que d'autro, que en aquel cas anen lours perils et fortunós.

XII

Item ez estat articulat, apuntat et ourdounat, per (certs) bons respects consernant lou servici desdits Seignours Reis et lou boun repaus et utilitat de las terros et frontieros, Pays et Vallées, et par conservaciou de la cauzo publicuo et (boun) visinatge, que daquesto ouro en avan nou poosquon fer represailles, ni marquo, ni d'uno part ni de l'autro, per degunos cauzos, sinon que sio fait justicio per lous termes et estils de las Cours de cada uno part, sinon coumo (fous) deu prope debitour ; et lours Oufficiers seran tenguts de fer justicio cado un per son (quartier) ; que si lous del Rouyaume de Franco contractavon deguno causo ab lous Araneses et Espagnols que s'en asseguen lou millou que pouscon ; et lousdits Espagnols aussi meteis des Franceses et Gasçous ; et si contractavon dam personos que n'auguesson bes per pagar, en aquel cas, cada un que s'en (composen), tant d'un quartier que d'autre, afin que nou s'ensieguen represailles, ni d'autres inconveniens, mais que seguiscon la justicio de lours debiteurs, (selon) lous estils et pratiquos de las Cours (et rigours deus) instrumens.

XIII

Item plus ez articulait qu'ez *defendut* et prohibat à tous cadunos de lasditos partidos de *uzur de voye de fel* lous uns contro lous autres, sur peno d'este punits de las penos de drèt et d'estre penduts et estranglats ; ez tabe defendut sur la memo peno d'uzr de congregassious illicitos, ni dounar (deflitz lous uns) as autres.

XIV

Lasqualos partidos dessus escriutos au proumes tenir et gardar et observer de point en point tout lo dessus, et à toutis (et) cado uno de lasditos partidos sans y contre-veni en degumo maniero ; et aussi au proumes lousdits de Monbrun, (lou) Iutge de Coumenges, Coumissaris (dessus) dits, (lousd) d'Espagno, Larboust et autres dessus especificats, d'uno part. Et Jean (De Nino), Moussen (Bernard) de Peguero, Moussen Frances Espagnol, Iutge, et autres ressus nommats et especificats, d'autro ; et jurat sur les quatre Saints Evangelis de Dieu, sur leur bouno fe et annour, y aussi *sur la peno de cent mare d'or* et d'esse feit (mentit), laqualo peno sera applicado la mitat al Rey de la partido obediento, et l'autro mitat a la partido obediento (pagades) per la partido obediento et contravenimento à la presento surciensio et Capitulacion ; et lasditos partidos s'en son oubligados, ainsin coumo appert per l'instrumen recebut per Nous, Raymond de Pujol, de la Villo de Viello, Pierre de Saint-Cujat, de la Villo de Muret, et de Guiche Arnaud d'Igounet, de Saint-Beat, Noutaris ; et lousdits Seignours dessus nommats se son signats de leurs propres mas, et nous, Noutaris dessus

escrituls ; presens Ious Nobles Antoni de Poulastron, Seignours de Montagut, Guillaume de Caplong, de Montagut, Manacet de Laferre, de Colomix, et Pey de Franganas, de Monferran (en) la forme que s'enseguis ainsin signats : Iean Depins, Pierre André, Franciscus Espagnol, Judez Vallis Aranii, Ieayme Campi, Bayle et Dapitani d'Escalou, Petrus de (Lamotho), Doumenc de Capdeville, Syndi, d'Aran, Bernard Depouy, Iean de Lamothe, V. de Castet, Iammes de Castet, Arnaud Defont, Consol. Raymond de Pujolles, Notarius ordinarius Vallis Aranii, Iean de Saint-Ciriac, Notarius, G. Digounet, Notarius, ainsin signés à l'Original.

Vu : Le Président de Thèse,

ED. MEYNIAL.

Vu : Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

ALART. — *Privilèges et Titres relatifs aux franchises, institutions et propriétés communales du Roussillon et de Cerdagne, depuis le XI^e siècle jusqu'en 1660, Perpignan, 1868.*

BARRY (Edw.), — *Les Eaux Thermales de Lès à l'époque romaine. Revue Archéologique, 1856, 1^{re} partie.*

BAUDON DE MONY. — *Relations politiques des Comtes de Foix avec la Catalogne jusqu'au commencement du XIV^e siècle, Paris, 1896.*

B. BERNARD. — *Relation de la mission faite en Aran en 1642, Revue de Comminges, 1892.*

— *Mandement de Monseigneur Gabriel-Olivier de Lubièrre du Bouchet, Bulletin de la Société Ramond, 1888.*

BERTRAN Y MUSITU. — *El derecho especial del Valle de Aran, Barcelone, 1901.*

J.-F. BLADÉ. — *Convenae et Consorrani, Revue des Pyrénées, 1893.*

BONNARD. — *La Gaule Thermale, Paris, 1908.*

DE BOILISLE. — *Correspondance des Intendants, T. I.*

BOISSONNADE. — *Annales du Midi, 1905.*

BROCA-GUILLERMO. — *Historia del Derecho de Cataluña, Barcelone, 1918.*

- BROCA Y AMELL. — *Institutiones del Derecho Civil Catalan*,
Barcelone, 1886.
- BRUTAILS. — *Etudes sur la Condition des populations rurales du Roussillon au Moyen-Age*, Paris, 1891.
- CABANNES. — *Les Chevaliers de Malte à Juzet-de-Luchon*,
Revue de Comminges, 1894.
- CAMPAGNE. — *Evolutions des Forêts Pyrénéennes à travers les âges*, Paris, 1912.
- DE CASTÉRAN. — *Reformation de la Commanderie de Juzet*,
Revue de Comminges, 1894.
- *Traité internationaux de Lies et Passeries*, *Revue des Pyrénées*, 1897.
- CASTILLON D'ASPET. — *Histoire des populations pyrénéennes du Nébouzan et du pays de Comminges*, Toulouse, 1842.
- *Histoire de Luchon*.
- CAVAILLÈS. — *Une Fédération Pyrénéenne sous l'ancien régime*, *Revue Historique*, 1910.
- Cortes de los antiguos reinos de Aragon y de Valencia y principado de Cataluña*, Madrid, 1816.
- COUGET. — *Histoire du Comminges*, *Revue de Comminges*, 1885.
- ESMEIN. — *Histoire du Droit*.
- FABRE. — *L'exode du Montagnard*, Paris, 1909.
- FERVEL. — *Campagnes de la Révolution dans les Pyrénées*.
- FIANCETTE D'AGOS. — *Viè de Saint Bertrand*.
- Lettres de M. de Froidour*, publiées par Paul de Castéran,
Auch, 1899.
- Gallia Chistiana*, T. II.

GOUBRON. — *A travers l'Aran, Itinéraire d'une touriste.*

— *Au pays d'Aran*, Paris, 1884.

GUERARD. — *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule.*

GRÉGOIRE DE TOURS. — Lib. VII, c. 5.

DE LAGRÈZE. — *Histoire du droit dans les Pyrénées*, Paris, 1847.

LAFERRIÈRE. — *Histoire du droit français*, Paris, 1837.

LAMBRON ET LÉZAT. — *Les Pyrénées*, Paris, 1863.

DE LASSUS. — *Les Guerres du XVIII^e siècle sur les frontières du Comminges*, Saint-Gaudens, 1894.

DE LAURIÈRE. — *Promenades archéologiques dans le Val d'Aran*, Caen, 1886.

DE LIMAIRAC. — *Considération sur la transhumance*, *Journal d'Agriculture Pratique*, 1837.

DE MARCA (PIERRE). — *Marca Hispanica*, Paris, 1688.

MASSOT REYNIER. — *Coutumes de Perpignan*, Montpellier, 1848.

MONDON (S.). — *Revue de Comminges* (1912-1913).

MOREL. — *Le diocèse de Comminges en 1387*, *Revue de Comminges*, 1888.

Ordinaciones Pragmatica y Edictos Reales del Valle de Aran, rédigées en 1616, réimprimées à Barcelone en 1752.

PASQUIER. — *Cession définitive du Val d'Aran à l'Aragon par Philippe le Bel*, *Revue de Comminges*, 1892.

PICOT ET BERTRAND. — *Précis d'histoire du Comminges et du Nébouzan*, Saint-Gaudens, 1920.

POUMARÈDE. — *Les Usages de Barcelone*, Toulouse, 1920.

DE ROZIÈRES. — *Formules Visigothiques inédites*,

SACAZE (Julien). — *Notes et Additions à l'histoire du Comminges, d'Armand Marrast, Saint-Gaudens, 1889.*

— *Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 1883.*

SIDOINE APOLLINAIRE. — *Lettres*, traduction de M. Charles Musart, Paris, 1887.

SOLER. — *La Valle d'Aran Guia Monografica*, Barcelone, 1906.

STRABON. — *Géographie*, traduction de M. A. Tardieu, T. I.

DOM VAISSETTE. — *Histoire du Languedoc*, Edition Privat.

VALLS TABERNER. — *Privilegis i Ordinacions de les Valls Pirinenques, I. Vall d'Aran, Textes de Dret Catala* par Ramon d'Abadal i Vinyals et Ferran Valls Taberner, Barcelone, 1915.

VIVES Y CEBRIA. — *Traducció al Castellano de los Usages y demas derechos de Cataluña.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Passé du Val d'Aran</i>	11
CHAPITRE II. — <i>Les Sources du Droit de l'Aran</i>	49
§ I ^{er} . — Généralité sur les Sources du Droit de l'Aran	49
§ II. — Antiques privilèges de l'Aran.....	62
CHAPITRE III. — <i>Vieille organisation politique de la Vallée</i>	78
§ I ^{er} . — Avant les <i>Ordinaciones</i>	78
§ II. — <i>Ordinaciones del Valle de Aran</i>	87
Des représentants de l'autorité royale.....	89
Des assemblées et des fonctions électives....	90
CHAPITRE IV. — <i>Le Val d'Aran et l'évêché de Com- minges</i>	114
CHAPITRE V. — <i>Le Droit spécial de la Vallée d'Aran</i> .	132
§ I ^{er} . — Droit pénal et Etat des personnes.....	132
§ II. — Droit de la famille.....	141
§ III. — Droit des biens.....	146

CHAPITRE VI. — <i>Relations entre le Val d'Aran et les</i>	
<i>Vallées voisines</i>	153
§ I ^{er} . — La Vallée, sa vie, ses habitudes.....	154
§ II. — Rapports des Vallées entre elles, traités de « Lies » et de « Passeries ».....	157
§ III. — La « Passerie » de 1513.....	163
§ IV. — Transformatin et disparition des « Lies » et des « Passeries ».....	169
CONCLUSION	176
APPENDICES	178
Appendice I. — Donation de la Vallée d'Aran de 1175.....	178
Appendice II. — Donation de 1201.....	179
Appendice III. — Privilège de 1298.....	180
Appendice IV. — Privilège de 1313 (<i>Querimonia</i>)	185
Appendice V. — Privilège de 1352.....	196
Appendice VI. — Traité des Lies et Passeries de 1513.....	200
BIBLIOGRAPHIE	213

